

LA GRANDE ILLUSION DE L'ASSURANCE DE LA PROTECTION JURIDIQUE

par Paul-Henry Delvaux,
maître de conférences à l'UCL,
avocat au Barreau de Bruxelles (Janson Baugniet)

1/ Un fait est, dit-on, plus puissant qu'un Lord-Maire.

La directive européenne du 22 juin 1987 relative à l'assurance de la protection juridique s'est donné, entre autres, pour objectif, *"d'écarter le plus possible tout conflit éventuel d'intérêts entre un assuré ... et son assureur"* (1) et ce, dans un souci de protection des assurés.

A cette fin, elle a imposé un certain degré de séparation entre la branche d'assurance de la protection juridique et les autres branches d'assurance – en particulier celle des assurances de responsabilité – tout en ouvrant le choix entre une simple autonomie de gestion des branches au sein de la même entreprise, l'indépendance juridique du bureau de gestion de la protection juridique et le droit pour l'assuré de recourir, dès l'origine, à un avocat librement choisi (article 3 § 2 de la directive).

Dans une disposition dont la teneur relève moins de l'oeuvre normative que de la méthode Coué, elle a postulé que *"quelle que soit l'option retenue, l'intérêt des assurés couverts en protection juridique est considéré comme garanti de manière équivalente en vertu de la présente directive"*.

L'arrêté royal du 12 octobre 1990, qui a introduit en droit belge les exigences de la directive, a maintenu l'alternative à trois branches énoncée par celle-ci, laissant ainsi aux assureurs le soin d'opérer le choix qui leur paraîtrait le meilleur (2).

Dans la pratique, la majorité des assureurs belges a opté pour la deuxième branche de l'alternative, c'est-à-dire la gestion du sinistre par un bureau spécialisé juridiquement indépendant.

En conséquence, le libre choix de l'avocat par l'assuré s'est trouvé limité, selon les termes de l'article 5 de l'arrêté royal, remplacé depuis

par l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, à la phase proprement contentieuse du sinistre, sauf le cas où un conflit d'intérêt surgit entre l'assureur et l'assuré dès la phase précontentieuse.

2/ Lors d'un colloque organisé par l'Université Libre de Bruxelles, à l'occasion de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 12 octobre 1990, nous avons eu, avec d'autres intervenants, l'occasion de mettre en doute l'équivalence supposée entre les trois options (3).

Nous soulignons que, quelle que pût être la qualité des gestionnaires de sinistre, aucune autonomie de gestion n'empêcherait jamais les intérêts financiers des différents services d'une compagnie d'être solidaires et que l'indépendance juridique d'un bureau de gestion ne garantirait en rien son indépendance économique (4).

Regrettant les limites autorisées au libre choix de l'avocat, nous ajoutons qu'en toute hypothèse les intérêts des assureurs de protection juridique seraient toujours et nécessairement, par la force des choses, en contradiction avec ceux de leurs assurés de par ce que nous appelions l'incontournable paradoxe de la protection juridique : obligés contractuellement de fournir une protection juridique efficace, les assureurs ont cependant un intérêt évident à ce que cette protection se fasse à moindres frais et donc à favoriser, autant que faire se peut, une solution amiable (5).

D'autres que nous ont depuis eu l'occasion d'amplifier et de compléter ces observations (6).

(3) P.H. Delvaux, La protection des assurés dans l'assurance de protection juridique, IN : Actes du colloque ULB du 21 février 1991 sur l'assurance de protection juridique, Rev. Dr. Consommation 1991, p. 611 et s.; dans la même publication, voir aussi l'intervention de M. Mahieu, p. 632 et s.

(4) op.cit., p. 616.

(5) op.cit., p. 617.

(6) S. Decamp, Les solutions aux conflits d'intérêts en assurance protection juridique en Belgique, Bruylant – Academia, 1993, p. 21 à 62; A. Pirard, L'organisation de la protection juridique en Belgique, p. 558 et s., IN : Questions de droit des assurances, tome II, Liège, 1996; J.F. Jeunehomme, L'avocat, la direction du procès et l'assurance protection juridique, p. 583-584 et 613 et s., IN : Questions de droit des assurances, tome II, déjà cité.

(1) Directive CEE n° 87/344 du Conseil, du 22 juin 1987, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance protection juridique, JOCE n° 185 du 4 juillet 1987, pp. 77 et s., 4ème considérant.

(2) AR 12 octobre 1990, Mon. belge 8 novembre 1990, p. 21202 à 21203, art. 4.

3/ Sept ans de pratique du système mis en place en Belgique par la plupart des assureurs ont révélé les profondes frustrations qu'il engendrait.

Frustrations dans le chef des avocats, d'abord : consultés par des assurés "*demandeurs de droit*", ils se voient répondre systématiquement, lorsqu'ils avisent, avant toute procédure, les assureurs de leur intervention, que celle-ci est prématurée, malgré le besoin parfois criant d'information et d'orientation personnalisées que manifestent leurs clients; affrontés à cette réponse, ils ne peuvent ensuite que constater qu'ils ne sont pas même tenus au courant des initiatives prises - ou négligées - par l'assureur, en sorte qu'ils ne sont informés de l'évolution du dossier que par les nouvelles qui en parviennent à leurs clients, lesquels s'adressent bien évidemment à eux pour en obtenir les conseils (7).

Frustrations ensuite et surtout dans le chef des assurés : ils ont payé une prime d'assurance pour se prémunir contre les coûts d'une défense juridique qui, pour la plupart d'entre eux, s'identifie au recours à l'avocat, et ils s'entendent dire le moment venu que leur convention d'assurance n'englobe pas le paiement de ces coûts aussi longtemps qu'une procédure n'est pas engagée; soucieux d'être complètement informés d'emblée de leurs droits, ils ne reçoivent de leur assureur, qui n'est pas même équipé pour les recevoir, que des informations le plus souvent sommaires et générales contenues dans des lettres types et des messages préimprimés; il faut par ailleurs bien reconnaître que si certains gestionnaires de sinistres manifestent de grandes qualités humaines et professionnelles, plusieurs n'agissent que comme si leur seul but était de permettre à leur compagnie de comprimer ses coûts de gestion, au détriment même de l'intérêt de leur assuré, voire de la plus élémentaire humanité.

4/ Quelques exemples, parmi de nombreux autres ?

Que penser d'un assureur de protection juridique qui prétend imposer à un blessé grave, immobilisé à domicile à Bruxelles, de recourir à un avocat et à un expert du ressort de la Cour d'appel de Liège, sous prétexte que le responsable de l'accident est poursuivi pénalement à Liège et alors cependant que la victime dispose d'une action directe contre l'assureur de celui-ci, établi dans la capitale ?

Que penser d'un assureur qui transmet, sans critique aucune, pour signature, à l'assuré victime d'un accident corporel sérieux, un compromis d'expertise amiable en provenance de la partie adverse qui charge les experts médecins désignés de déterminer les seuls taux "*d'incapacité physiologique*", c'est-à-dire en réalité les taux d'invalidité, alors que ce même compromis donne au rapport de ces médecins une valeur décisive, l'assuré renonçant à contester leurs conclusions ?

Que penser enfin d'un assureur qui se prétend libéré de toute obligation contractuelle dès lors que son assuré, mal orienté dans un premier temps, a décidé de changer d'avocat, et ce malgré le fait que ce qui était reproché au premier avocat choisi était de n'avoir précisément rien fait, en sorte que le changement d'avocat ne coûtait rien à la compagnie ?

5/ Ce dernier exemple permet de souligner qu'il y a de bons et de moins bons avocats, comme il y a de bons et de moins bons gestionnaires, et il en sera toujours ainsi.

La question n'est évidemment pas une question de personnes (8), mais une question d'indépendance fonctionnelle.

C'est, en réalité, le système mis en place par les assureurs qui est intrinsèquement insatisfaisant parce qu'il place les gestionnaires de sinistre dans une situation impossible, obligés qu'ils sont de faire prévaloir l'intérêt financier de leur employeur sur celui des assurés.

C'est évidemment le droit des assureurs, qui sont des commerçants, et non des sociétés de bienfaisance, de chercher à comprimer leurs coûts d'exploitation et à améliorer leur rentabilité.

Ce droit est cependant en contradiction formelle avec l'intérêt des assurés qui est de jouir de la meilleure information et de la meilleure protection possible, même si celle-ci suppose une écoute que les assureurs ne sont pas en état de fournir, une analyse attentive de chaque cas d'espèce, des avis écrits motivés et circonstanciés, des démarches et, le cas échéant, une longue et coûteuse procédure.

6/ Il est vain d'espérer que le législateur se préoccupe à brève échéance de revoir l'organisation de l'assurance de la protection juridique :

(7) Voir à ce sujet : J.F. Jeunehomme, op.cit., p.613-614.

(8) Voir à ce propos, les pertinentes observations de M. Mahieu dans le cadre du colloque ULB du 21 février 1990, Rev. dr. consom. 1991, p.623 et s.

si l'actualité l'a forcé à porter son attention sur la victime, c'est essentiellement la place de celle-ci dans le procès pénal qui a retenu jusqu'ici son attention.

Il n'est cependant peut-être pas illusoire de souhaiter qu'une réflexion s'amorce aussi sur la situation de ces autres victimes qui sont atteintes dans leur chair ou dans leurs affections non par une infraction intentionnelle mais par un "simple" accident.

Dans l'attente, nous nous proposons, dans les développements qui suivent, de rencontrer certaines des difficultés pratiques auxquelles donne lieu l'assurance de la protection juridique, en particulier pour les victimes en quête de réparation d'un dommage, et de tenter de trouver à ces difficultés, dans le cadre législatif existant, une solution favorable aux assurés, donc conforme à la fois à la volonté du législateur et à l'intention affichée des assureurs.

1. LA DEFINITION DU SINISTRE ET LE CHAMP D'APPLICATION MATERIEL DE LA GARANTIE

7/ La question de la définition de ce qu'est le sinistre dans le cadre d'une assurance de la protection juridique est très controversée parce qu'y apparaît clairement, d'emblée, la contradiction d'intérêts qui oppose inévitablement assureur et assuré.

En l'absence de définition légale, deux thèses principales s'affrontent : celle qui, dans la ligne de l'article L 127.1 du Code français des assurances, considère que le sinistre naît de la survenance d'un litige entendu comme émergence d'une prétention qui se heurte à une contestation ou nécessité d'une défense vis-à-vis de la prétention d'un tiers; celle qui considère, au contraire, que le sinistre est constitué par le fait générateur initial du litige (9).

8/ Le choix entre l'une et l'autre de ces définitions est important pour déterminer le champ d'application du contrat dans le temps, le mode d'application des plafonds de garantie, la

portée de l'obligation de déclarer le sinistre et le point de départ de la prescription de trois ans énoncée par l'article 34 § 1 de la loi du 25 juin 1992.

Cette question, déjà largement traitée naguère par le professeur Philippe Colle (10), vient également de faire l'objet d'une étude exhaustive du professeur Bernard Dubuisson (11), en sorte que nous nous contenterons de renvoyer à celle-ci.

9/ La délimitation du champ d'application "*ratione materiae*" de la garantie d'assurance donne lieu à des difficultés de même ordre que dans les autres types d'assurance.

Elle ne mérite ici une mention spéciale que par la difficulté particulière qu'elle suscite dans les couvertures d'assurance de protection juridique accessoires à des contrats d'assurance de la responsabilité, tels, principalement, les contrats d'assurance de la responsabilité civile automobile et de la responsabilité civile "*vie privée*".

Le plus souvent, ces couvertures accessoires définissent leur champ d'application par référence à celui de la couverture d'assurance de responsabilité accordée à titre principal, sans se soucier aucunement de l'inadéquation de pareil renvoi et de son hermétisme pour l'assuré : la protection juridique ne sera accordée à l'assuré en responsabilité que lorsqu'il est victime d'un événement qui serait couvert par la police principale s'il en était le responsable.

La terminologie utilisée varie de contrat à contrat, mais elle est souvent déficiente et peut conduire à de profondes incompréhensions.

La règle conduit, de surcroît, à des conséquences injustifiables.

(10) Philippe Colle, De rechtsbijstandverzekering: enkele juridische knelpunten, n°s 2 à 16, IN : Verzekeringen en gerechtelijke procedures, ouvrage collectif, Kalmthout, Biblio, 1996, p. 13 et s.; voir aussi, plus récemment, pour un résumé, de ce même auteur, Les contrats d'assurance réglementés, Bruylant, 1998, n° 403 et s., p. 258 à 261.

(11) B. Dubuisson, op.cit.; voir antérieurement M. Fontaine, L'assurance de protection juridique. Nature du contrat, assurabilité du risque, RGAR, 1983, n°10649 (3); J.L. Fagnart, Rapport final au colloque du 21 février 1991, Rev. de consom. 1991, p.651 et s.; A.M. Crijns, op.cit.; Pour la France, voir J. Courrouy, Réflexions sur quelques aspects de l'assurance de protection juridique, Dalloz, 1992, Chroniques, p.169 et s.; Y. Lambert-Faivre, Risque et sinistre en assurance protection juridique, Rev. gén. Ass. Terr. 1986, p.645 et s.

(9) B. Dubuisson, Risque et sinistre en assurance protection juridique n° 10 et 11, à paraître très prochainement dans les Actes du Colloque organisés par la VUB et l'ULB, éditions Maklu – Bruylant; A.M. Crijns, La notion de sinistre en assurance protection juridique, note sous comm. Brux., 24 février 1997, Rev. dr. consom. 1997, p.371 à 379. Voir cependant aussi l'analyse, beaucoup plus souple que les deux thèses extrêmes, à laquelle procède le Professeur M. Fontaine dans son intervention au Colloque mentionné ci-dessus : à paraître dans les Actes de ce Colloque.

Comment faire admettre, par exemple, à un assuré couvert en "*protection juridique*" dans le cadre d'une police d'assurance de la responsabilité civile "*vie privée*", et qui est victime d'un accident de la vie privée, que sa couverture "*protection juridique*" ne s'applique pas parce que le responsable de l'accident se trouvait dans l'exercice de sa profession ?

Pour être plus précis encore, comment expliquer qu'un piéton renversé par un véhicule automobile bénéficie ou non de la couverture de protection juridique selon qu'il est victime d'un particulier se déplaçant à des fins privées ou d'un autre se déplaçant à des fins professionnelles ?

10/ Le lieu n'est pas ici de procéder à une analyse des formules utilisées par chaque police et des difficultés que chacune de ces formules crée.

Nous rappellerons simplement que la doctrine et la jurisprudence s'entendent aujourd'hui à résoudre les problèmes d'interprétation que suscitent les conditions générales préétablies d'assurance à l'aide du principe prétorien de l'interprétation "*contra proferentem*", c'est-à-dire contre le rédacteur de ces conclusions donc, presque toujours, l'assureur (12).

Cette règle ne peut se confondre avec celle qu'énonce l'article 1162 du Code Civil, à savoir celle de l'interprétation "*contra stipulatorem*" :

(12) Dans la jurisprudence, voir Civ. Liège, 20 juin 1972, approuvé par Liège, 6 mars 1973, Bull. Ass., 1973, p. 597 et s., obs. V.H. – Sentence arbitrale, 24 mai 1985, RGAR, 1986, n° 11157; Bruxelles, 11 janvier 1988, Bull. Ass., 1988, p. 684 – 26 novembre 1990, RGAR, 1992, n° 11932 – 24 février 1992, RGAR, 1996, n° 12592 – 24 février 1994, RGAR, 1995, n° 12466 – Tr. commerce Bruxelles, 16 juin 1989, JT, 1989, p. 623 : toutes ces décisions consacrent expressément la règle "*contra proferentem*" – Plusieurs autres l'appliquent, tout en se référant à l'article 1162 : voir par exemple Mons, 23 juin 1986, RGAR, 1988, n° 11428 – Bruxelles, 4 janvier 1988, RGAR, 1989, n° 11576 – Liège, 20 décembre 1994, RGAR 1996, n° 12677; 25 avril 1996, JLMB, 1996, p. 1369.

Dans la doctrine, voir P. Van Ommeslaghe, Les obligations, examen de jurisprudence, Rev. cr. jur. belge, 1986, n° 78, p. 177; J.F. Leclercq, J. Mahaux, A. Meinertzhagen – Limpens, Quelques aspects des contrats standardisés, Bruxelles, Édition de l'ULB, 1982, n° 143; H. De Rode, La bonne foi et l'assurance, IN : La bonne foi, p. 162, Liège, 1990; J.L. Fagnart, Les assurances terrestres : examen de jurisprudence, Rev. crit. jur. belge, 1991, p. 743, n° 48; Th. Bourgoignie, Le contrôle des conditions générales et des clauses abusives en droit belge, n° 12, IN : Les clauses abusives dans les contrats types en France et en Europe, p. 253 et s., LGDJ, 1991.

les deux règles ne conduisent au même résultat que lorsque la clause à interpréter énonce une obligation de la partie qui s'est vu imposer les conditions générales.

Nous y voyons, quant à nous, une illustration de la culpa in contrahendo, donc une application des articles 1382 et 1383 du Code Civil : à l'assureur qui a eu, au moment de mettre au point ses conditions générales, le loisir de choisir les termes employés, de supporter les conséquences des imprécisions, inadéquations ou obscurités de ceux-ci (13).

Il est à souligner que, pour le contrat d'assurance, la règle aurait pu trouver son fondement, depuis 1976, dans la combinaison de l'article 19 § 2 de la loi du 9 juillet 1975 sur le contrôle des entreprises d'assurance et de l'article 21 de son arrêté d'exécution du 12 mars 1976.

Selon la première de ces dispositions, aujourd'hui modifiée, les clauses des contrats d'assurance qui n'étaient pas conformes à la loi ou à son arrêté d'exécution se trouvaient frappées de nullité alors que, selon la seconde "*les conditions générales et particulières des contrats doivent être rédigés en termes clairs et précis*" et "*ne peuvent contenir aucune clause de nature à porter atteinte à l'équivalence entre les engagements de l'assureur et ceux du preneur*".

Curieusement cependant, ces dispositions sont restées très largement ignorées de la pratique et n'ont que rarement été invoquées en justice (14).

Si l'arrêté royal du 12 mars 1976 a été abrogé par un arrêté royal du 22 février 1991, celui-ci reprend, en son article 14, le même texte que celui de l'article 21, mais l'obligation

(13) Voir notre étude, Le champ d'application matériel de l'assurance de la responsabilité civile "*exploitation*", RGAR, 1989, n° 11512 – En ce sens également, H. De Rode, op.cit., loc. cit.; J.L. Fagnart, op. cit., loc.cit. – Dans la jurisprudence : Comm. Charleroi, 10 février 1988, RGAR, 1989, n° 11564, qui applique explicitement l'article 1382. Contra : P. Wéry, L'interprétation des contrats d'adhésion en cas d'ambiguïté ou d'obscurité de leurs clauses, obs. sous Liège, 25 avril 1996, JLMB, 1996, p. 1371 et s.

(14) Voir cependant, pour trois cas d'application : Liège, 28 juin 1994, Rev. rég. droit, 1994, p. 360 – Mons, 31 mai 1989, RGAR, 1992, n° 11967 – 7 novembre 1989, JLMB, 1990, p. 622 – En un arrêt du 9 avril 1992, la Cour de cassation a rejeté le moyen dirigé contre le deuxième de ces arrêts sur la base des règles de droit ici examinées; elle a cependant cassé cet arrêt sur la base d'un moyen autre, étranger à notre sujet : Cass., 9 avril 1992, Pas., 1992, I, 719.

ainsi consacrée n'est plus sanctionnée par la nullité (15).

Il reste que cette obligation est soumise, en l'absence de prescrit légal contraire, aux règles de droit commun et que la sanction de sa violation doit être recherchée, selon les cas, dans les règles de la responsabilité civile extra-contractuelle ou dans celles de la responsabilité civile contractuelle.

Soulignons par ailleurs que l'article 14 de l'arrêté royal du 22 février 1991 et, précédemment, l'article 21 de l'arrêté royal du 12 mars 1976, en ce qu'ils condamnent les clauses "*de nature à porter atteinte à l'équivalence entre les engagements*" des parties font plus qu'intervenir dans l'interprétation du contrat d'assurance : cette seconde obligation qu'ils énoncent ouvre la voie au contrôle de la matérialité des engagements pris.

Compte tenu de cette double fonction, ces dispositions nous paraissent constituer une arme redoutable contre les anomalies de la délimitation du champ d'application matériel des contrats d'assurance de la protection juridique accessoires à une autre garantie.

11/ Une illustration fréquente de la difficulté qui nous préoccupe procède de la limitation du champ d'application de l'assurance de la responsabilité "*vie privée*" à la seule responsabilité extra-contractuelle.

Ainsi la victime d'une faute médicale se verra-t-elle assez systématiquement refuser par son assureur de responsabilité "*vie privée*" la couverture de protection juridique sous prétexte que l'action qu'elle souhaite engager contre son médecin met en cause la responsabilité contractuelle de celui-ci, responsabilité qui, dans son chef à elle, est exclue de la couverture principale.

Les assureurs perdent ainsi totalement de vue que la victime d'un dommage corporel, telle la victime d'un accident thérapeutique, est très souvent en situation de mettre en oeuvre, à sa meilleure convenance, tant la responsabilité quasi-délictuelle que la responsabilité contractuelle de son adversaire.

(15) L'article 19 bis de la loi du 9 juillet 1975, modifiée par la loi du 19 juillet 1991 a pris la place de l'article 19 et a remplacé la nullité par une sanction inapplicable en pratique : "*toutes clauses qui ne sont pas conformes aux exigences légales sont censées avoir été établies dès la conclusion du contrat en conformité avec celles-ci ...*".

En effet, chaque fois que celui-ci cause par sa faute un dommage corporel, il commet par là-même l'une des infractions énoncées par les articles 418 et suivants du Code Pénal, en sorte que sa responsabilité délictuelle vient recouvrir sa responsabilité contractuelle.

Le cumul des actions étant, en pareil cas, autorisé (16) l'assureur doit accorder sa garantie d'assurance de protection juridique (17).

Un jugement du Tribunal de commerce de Bruxelles du 31 août 1995 a fait de cette règle une excellente application dans un cas de fourniture de sang contaminé à un patient (18).

2. LE PRINCIPE DU LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

12/ Selon l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, qui a remplacé l'article 5 de l'arrêté royal du 12 octobre 1990 (19), le contrat d'assurance doit "*au moins*" accorder à l'assuré le libre choix de son défenseur lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire ou administrative, d'une part, et chaque fois que surgit entre l'assureur et l'assuré un conflit d'intérêts, d'autre part.

L'utilisation de la locution adverbiale "*au moins*" qui ne figurait pas à l'article 5 de l'arrêté royal, indique que les assureurs sont autorisés à prévoir, dans leurs polices, un libre choix élargi à d'autres hypothèses.

Cette faculté n'a cependant guère été utilisée et la plupart des polices d'assurance font apparaître expressément que l'assureur se réserve la défense de son assuré aussi longtemps qu'il n'est pas recouru à une procédure.

C'est de cette réserve que procèdent les frustrations dont nous avons fait état ci-dessus.

(16) Cette solution est traditionnelle : Voir De Page, Traité élémentaire de droit civil belge, tome II, n° 927, p. 908-909; Dalcq, Traité de la responsabilité civile, tome I, n° 138, Larcier, 1967; Pour la France, voir G. Viney, Traité de droit civil, La responsabilité : conditions, LGDJ 1982, n° 223. Dans la jurisprudence récente de la Cour de cassation, voir Cass. 25 octobre 1990, Pas. 1991, p. 210; RCJB, 1992, p. 493, avec une note de R.O. Dalcq, Restrictions à l'immunité de responsabilité de l'agent d'exécution.

(17) Comme certaines polices d'assurance de protection juridique souscrites à titre principal limitent également leur champ d'application à la seule responsabilité extra-contractuelle, les présentes réflexions leur sont transposables.

(18) Comm. Bruxelles, 31 août 1995, Bull. Ass., 1996, p. 472, obs.

(19) La nouvelle mouture de l'article 5 de l'arrêté royal se contente de renvoyer à l'article 92.

13/ Le Conseil d'Etat avait, en son avis, proposé une rédaction de l'article 92 qui s'écarterait nettement de celle de l'article 5 de l'arrêté royal et donc de celle de l'article 4 de la directive européenne (20). Cette rédaction n'a pas été retenue par le législateur parce que, selon lui, elle étendait la liberté de choix de l'avocat à des hypothèses non prévues par la directive et *"que le prix de l'assurance protection juridique en serait majoré au point que le contrat ne pourrait plus être souscrit que par une minorité"* (21).

Le texte de l'exposé des motifs ne donne aucune indication sur les données et les informations qui ont justifié cette sollicitude à l'égard des assureurs.

Nous sommes quant à nous quelque peu sceptiques à l'égard du danger que semble avoir redouté le législateur, alors que les primes d'assurance de la protection juridique sont en moyenne fort peu élevées (22) et que ce ne sont de toute manière pas les couches les plus défavorisées de la population qui souscrivent les polices concernées.

14/ Tel qu'il est rédigé, le texte-même de l'article 92 appelle trois observations.

La première concerne les types de procédure qui autorisent le libre choix de l'avocat.

A la suite de la directive européenne et de l'arrêté royal du 12 octobre 1990, l'article 92 ne mentionne que les procédures judiciaire et administrative, là où la proposition du Conseil d'Etat visait *"une procédure judiciaire ou autre"*.

Faut-il en déduire que le libre choix de l'avocat ne s'applique pas lorsque l'assuré est amené à recourir à une procédure arbitrale ?

(20) Le Conseil d'Etat proposait le texte suivant (Avis du Conseil d'Etat, Doc. Parl. Ch. Représ., session 1990-1991, n° 1586/1, p.183) : *"Un contrat d'assurance de la protection juridique stipule expressément que l'assuré a le droit de choisir lui-même un avocat ou une autre personne habilitée par la loi à le représenter ou à le défendre dans une procédure judiciaire ou autre. Il en est de même chaque fois qu'il y a conflit d'intérêt entre l'assureur et l'assuré"*.

(21) Exposé des motifs de la loi du 25 juin 1992, Doc. Parl., Ch. Représ., session ordinaire 1990-1991, n° 1586/1, p. 83-84.

(22) Selon les informations en notre possession, la prime moyenne d'assurance protection juridique s'élevait, en 1996, pour les compagnies spécialisées, à 1.412,-BEF en assurance Auto, et à 597,-BEF en assurance vie privée, et pour les compagnies *"généralistes"* respectivement à 874,-BEF et à 242,-BEF (Assur Info, 4 décembre 1997, p. 11).

Il nous paraît que non.

C'est, d'abord, qu'il est loin d'être certain que l'expression *"procédure judiciaire"* doive s'entendre restrictivement des seules procédures engagées devant les juridictions de l'ordre judiciaire, alors que l'arbitrage est, comme ces procédures, organisé en droit belge par le Code Judiciaire.

C'est, ensuite, que pareille distinction n'aurait aucun fondement logique (23) : le justiciable a autant, et peut-être même plus, besoin d'un avocat dans le cadre d'une procédure arbitrale que dans le cadre d'une procédure ordinaire.

C'est, enfin, que rien ne permet de croire que le législateur belge aurait eu l'intention d'exclure les procédures arbitrales de celles qui permettent le libre choix de l'avocat, alors que l'objectif le plus clair de la loi du 25 juin 1992 a été de protéger les assurés contre une liberté contractuelle trop favorable aux assureurs.

S'il n'a pas été fait expressément mention de l'arbitrage, c'est probablement parce que l'hypothèse du recours d'un assuré *"protection juridique"* à l'arbitrage est apparu à l'époque peu réaliste, compte tenu des genres de litiges qui peuvent donner lieu à l'application de pareille assurance.

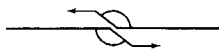
Cette situation pourrait cependant changer très prochainement.

Nous croyons en effet savoir que se trouvent actuellement à l'étude des projets privés de création d'une structure arbitrale permanente qui aurait pour vocation de connaître de tous les litiges de la compétence des chambres civiles des tribunaux de police, pour autant qu'ils ne concernent que des dommages d'ordre matériel.

Le but recherché serait de pallier l'encombrement actuel de certains tribunaux de police, alors que le législateur leur a confié tout le contentieux civil de la circulation routière sans penser à leur donner les moyens matériels de faire face à cette extension considérable de compétence.

Si ces projets aboutissaient, il en résulterait que le recours à l'arbitrage pourrait devenir courant pour toutes les actions en réparation des dommages matériels causés par les accidents de circulation.

(23) Si ce n'est, peut-être, celui de l'intérêt économique des assureurs, qui ne nous paraîtrait guère légitime sur ce point.



15/ La deuxième observation qu'appelle l'article 92 concerne la qualité des personnes auxquelles l'assuré peut avoir recours.

Le texte vise principalement les avocats, mais en outre *"toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure"*.

Sont concernés, en droit belge, les délégués syndicaux autorisés par l'article 728 § 3 du Code Judiciaire à représenter les travailleurs devant les juridictions du travail (24).

Sauf cette exception et l'hypothèse de la comparution personnelle des parties, les avocats jouissent du monopole de plaidoiries devant les juridictions de l'ordre judiciaire, le quatrième paragraphe de l'article 728 interdisant expressément aux agents d'affaires d'être mandataires, donc de représenter les parties.

Devant les juridictions arbitrales, l'article 1694 § 4 du Code Judiciaire autorise la représentation des parties soit par un avocat, soit par un mandataire pour autant que ce dernier justifie d'une procuration spéciale et écrite et qu'il soit agréé par le Tribunal arbitral.

Cette disposition rappelle en outre l'interdiction de la représentation ou de l'assistance par un agent d'affaires.

Devrait, à notre sens, être considéré comme agent d'affaires tout employé de compagnie d'assurance qui, même porteur d'une procuration spéciale, prétendrait assurer, dans le cadre de l'exercice de sa profession, la défense d'un assuré devant une juridiction arbitrale : il exercerait en effet ainsi en fait une activité d'avocat en dehors du cadre réglementaire imposé par la loi pour l'exercice de cette profession.

16/ La troisième observation qu'appelle l'article 92 concerne la notion de conflit d'intérêts qui, selon le deuxième point de cet article, justifie le libre choix de l'avocat même au cours de la phase précontentieuse du litige.

La loi ne définit pas ce qu'il y a lieu d'entendre par conflit d'intérêts, laissant ainsi à la

jurisprudence le soin de préciser le sens de cette notion (25).

Il est certes vrai que celle-ci figure déjà à l'article 4 de la directive européenne du 22 juin 1987 et que le quatrième considérant de cette directive précise que sont visés par là les conflits qui procèdent de ce qu'un même assureur se trouve intéressé à un litige au titre de deux couvertures d'assurance différentes (26), mais rien ne donne à penser qu'il faille en déduire que la notion ne doit s'entendre que de la plus frappante de ses manifestations (27).

Nous avons eu l'occasion de souligner ailleurs qu'à côté des conflits d'intérêts directs ainsi mis en évidence (28), il fallait également prendre en considération les conflits d'intérêts indirects qui procèdent de ce que le but recherché, en cas de sinistre, par l'assureur n'est pas du tout le même que celui que recherche à juste titre l'assuré : l'assureur cherche avant tout à minimiser ses coûts, d'une part (29); il n'a aucun intérêt, d'autre part, à voir s'affiner au gré des particularités de chaque espèce les procédés et les formules d'évaluation des différents types de dommages.

Ces conflits d'intérêts indirects ne peuvent pas être ignorés.

On peut cependant considérer qu'ils ne doivent être pris en compte que lorsque le sinistre requiert une information circonstanciée de l'assuré, parce que celui-ci n'est pas à même d'apprécier l'étendue de ses droits ou parce que se posent des difficultés juridiques qui échappent à son entendement.

(25) En ce sens, J. Collard, Assurance de protection juridique, IN : La loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, Academia Bruylant, 1993, p. 240, n° 12.

(26) Voici le texte de ce considérant : *"Considérant que, dans un souci de protection des assurés, il convient d'écarter le plus possible tout conflit éventuel d'intérêts entre un assuré couvert en protection juridique et son assureur du fait que celui-ci le couvre pour toute branche visée à l'annexe de la directive 73/239/CEE ou qu'il couvre un autre assuré et, si un tel conflit apparaît, d'en rendre possible la solution"*.

(27) Contra : E. Ceux, La directive CEE du 22 juin 1987 concernant l'assurance protection juridique, Bull. Ass. 1989, p. 7 et ss. et, en particulier, p. 16. Il est à souligner que ce commentateur ne se prononce que dans le cadre de la seule directive et nullement dans celui de l'arrêté royal du 12 octobre 1990 et encore moins dans celui de l'article 92 de la loi du 25 juin 1992.

(28) P.H. Delvaux, La protection des assurés dans l'assurance de protection juridique, déjà cité, p. 617.

(29) Voir plus haut, n° 2.

(24) Compte tenu de l'objet de la présente étude, il n'est guère utile de s'attarder sur le droit que le paragraphe 2 de l'article 728 reconnaît aux parties de se faire représenter devant certaines juridictions par leur conjoint ou un parent ou allié porteur d'une procuration spéciale.

Tel sera certainement le cas chaque fois que l'assuré se plaindra d'un dommage corporel, parce que l'immense majorité des justiciables ignore totalement comment s'indemnise un préjudice corporel et que c'est évidemment tromper les assurés que de leur servir comme obligatoires de prétendus barèmes d'indemnisation qui ne sont jamais – au mieux – que des moyennes arithmétiques indifférenciées calculées par des logiciels d'ordinateur conçus par et pour les assureurs (30).

Faut-il rappeler que la seule règle qui gouverne en droit belge l'évaluation du préjudice est celle de la réparation intégrale du dommage "in concreto", et qu'il n'appartient à personne de tenter de contourner la volonté du législateur telle que l'interprète la Cour de cassation ?

17/ Les observations qui précèdent et, en particulier, la dernière d'entre elles conduisent à la conclusion que la maîtrise que les assureurs de protection juridique prétendent s'arroger de la phase précontentieuse des sinistres est à relativiser considérablement.

Une juste interprétation de l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 sur les assurances terrestres, attentive à la volonté de protection des assurés qui imprègne cette loi, impose de considérer que l'assureur perd cette maîtrise et doit consentir au recours à l'avocat librement choisi chaque fois que se justifie une information circonstanciée et personnalisée de l'assuré.

C'est l'intérêt de l'assuré, parce que les praticiens savent bien que pareille information n'est jamais fournie par les assureurs, faute de temps et d'infrastructure : existe-t-il un seul assureur de protection juridique qui soit équipé pour recevoir ses assurés à leur demande, les écouter et leur donner, le cas échéant par écrit, toutes informations nécessaires sur les voies qui s'offrent à eux et les avantages et inconvénients des unes et des autres ?

C'est aussi l'intérêt bien compris des assureurs de protection juridique, pour lesquels c'est le seul moyen d'offrir ce qu'ils promettent, d'échapper à tout soupçon de partialité et de se mettre à l'abri d'une mise en cause de plus en

plus menaçante de leur responsabilité contractuelle (31).

18/ Les conventions d'expertise médicale amiable fournissent un excellent exemple des insuffisances du système actuel.

Le recours à une expertise médicale amiable plutôt qu'à l'expertise judiciaire peut certainement se justifier pour des préjudices corporels mineurs ou modérés, sans répercussions professionnelles graves, parce qu'en pareil cas, le souci de rapidité de la victime rejoint la volonté de son assureur d'économiser les coûts.

L'expérience montre cependant que la plupart des assureurs de protection juridique proposent systématiquement l'expertise amiable à tous leurs assurés, quelle que soit la gravité des lésions subies et, corrélativement, l'attention scrupuleuse que demandent ces lésions.

Or les conclusions d'une expertise amiable se bâtissent le plus souvent sur une lutte d'influence entre deux médecins, choisis chacun par l'une des parties, certes, mais qui ne sont pas toujours également entraînés à cet exercice d'un genre particulier.

Bien plus, le libellé des conventions d'expertise amiable, souvent établies par les assureurs de responsabilité, ne font que peu de cas de l'intérêt des assurés et ne subissent pourtant que rarement la critique des assureurs de protection juridique.

Outre la formulation de la mission-même d'expertise, qui mérite fréquemment mieux qu'un texte passe-partout, voire trompeur (32), nous n'en proposerons que deux exemples.

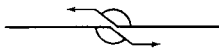
19/ Le premier concerne la valeur donnée aux conclusions des experts.

Dans l'expertise judiciaire, le rapport n'a d'autre valeur que celle d'un simple avis qui n'engage pas le juge : l'article 986 du code judiciaire le précise clairement.

(31) J.L. Fagnart, Rapport final au colloque ULB du 21 février 1991, déjà cité, Rev. dr. consom. 1991, p.662. Pour un exemple récent de mise en cause de cette responsabilité, voir comm. Bruxelles, 17 février 1998, JT 1998, p.386, qui relève que "si (la compagnie) a contractuellement le droit de procéder elle-même à toute démarche amiable, encore faut-il qu'elle le fasse, et qu'elle défende réellement les intérêts du client, ce qui est l'objet même de la police défense en justice": la lecture de la suite du jugement est édifiante.

(32) Pour un exemple de rédaction aberrante d'une mission d'expertise, voire plus haut, n° 4.

(30) Dans le même sens, M. Mahieu, intervention déjà citée, loc.cit., p.635; J.F. Jeunehomme, op.cit., p.613-614 et l'exemple qu'il fournit.



Pourquoi, dès lors, chercher à donner systématiquement, par convention, aux conclusions des experts amiables, une valeur décisive, les parties s'engageant à les accepter sans rémission, alors précisément que les garanties qui ont entouré la rédaction de la mission et le déroulement de l'expertise sont moindres que celles qui entourent l'expertise judiciaire ? On voit bien que c'est là l'intérêt des assureurs, qu'ils couvrent la responsabilité ou la protection juridique, mais ce n'est certainement pas celui des victimes.

20/ Le second exemple concerne les frais de l'expertise.

Dans le cadre d'une expertise judiciaire, tous les frais d'expertise, en ce compris ceux des examens spécialisés demandés par les experts, sont à charge du responsable au titre de dépens (article 1018, 4° du code judiciaire) (33).

Il n'y a aucune raison qu'il en aille autrement pour les expertises amiables. Néanmoins, tous les formulaires de convention d'expertise amiable prévoient le partage des frais d'expertise entre les parties : au mieux certains prévoient-ils parfois que le coût des examens spécialisés est entièrement à charge de l'assureur du responsable.

Les assureurs de responsabilité et les assureurs de protection juridique tentent d'expliquer cette anomalie par l'existence d'accords entre eux et le fait que la part des frais mis à charge de la victime est précisément couverte par l'assureur de protection juridique.

Cette explication ne peut être retenue.

C'est, d'abord, qu'il n'existe à notre connaissance pas de formulaires de convention d'expertise amiable qui prévoient une autre répartition des frais pour des victimes qui ne bénéficient pas d'une couverture de protection juridique.

C'est, ensuite et surtout, que la couverture de protection juridique étant toujours plafonnée, l'intérêt incontestable des victimes assurées s'oppose à ce que le montant garanti, destiné à couvrir les frais de défense, soit un tant soit peu amputé de frais d'expertise, normalement à charge du responsable.

Y a-t-il cependant jamais eu un seul assureur de protection juridique qui se soit spontanément opposé à une répartition entre parties des frais d'expertise ?

21/ Les deux exemples qui précèdent montrent à quel point il est urgent que les assureurs de protection juridique reconsidèrent radicalement la maîtrise exclusive qu'ils prétendent avoir de la phase précontentieuse du sinistre qui appelle leur intervention.

Ne le feraient-ils pas qu'il resterait à leurs assurés et aux avocats de ceux-ci à les mettre systématiquement en demeure de leur accorder les entretiens et consultations écrites destinés à les éclairer complètement sur leurs droits et, une fois constatée leur carence, à en déduire qu'ils renoncent à l'exécution de leurs obligations contractuelles et à en tirer les conséquences judiciaires qui s'imposeraient.

Sans doute la lecture que nous défendons de l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 justifierait-elle une révision des primes d'assurance de protection juridique, mais le niveau actuel de ces primes, extrêmement bas, le permet, et la transparence voire la moralité des relations entre assureurs et assurés l'impose.

22/ Est-il possible, pour régler les divergences survenant entre assureur et assuré quant à l'opportunité de l'intervention d'un avocat, de recourir à l'article 93 de la loi ?

Plusieurs commentateurs l'affirment (34).

Cette disposition légalise, après l'article 7 de l'arrêté royal du 12 octobre 1990, le mécanisme que de nombreux contrats d'assurance de la protection juridique prévoyaient déjà antérieurement – sous des modalités diverses – sous l'appellation de "*clauses d'objectivité*".

Elle prévoit que "*en cas de divergence d'opinion avec son assureur quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre*" l'assuré peut consulter un avocat de son choix, les frais de la consultation étant en tout ou en partie à charge de l'assureur selon les règles fixées par les trois derniers alinéas du texte.

L'expression "*régler le sinistre*" ne nous paraît pas devoir être comprise restrictivement

(33) L'expertise judiciaire médicale n'est, sauf cas particulier, ordonnée qu'après qu'il ait été tranchée la question des responsabilités.

(34) S. Decamp, *op.cit.*, p.70-71 et 80; Ph. Colle, *op.cit.*, p.28-29, n° 33; J.F. Jeunehomme, *op.cit.*, p. 618; voir également, quoique plus nuancé, J. Collard, *Assurance de protection juridique, op.cit.*, loc.cit., p. 240, n° 11.

et cantonnée au règlement du fond même du litige (35) : ce que l'article 92 vise en effet, ce sont les divergences quant à l'**attitude** pour régler le sinistre.

Il n'y a donc pas d'obstacle de principe, selon nous, à ce qu'en effet, une divergence entre assureur et assuré quant à l'opportunité de l'intervention d'un conseil se règle au moyen du "*quasi-arbitrage*" (36) organisé par l'article 93 de la loi.

23/ C'est en pareil cas, la mise en pratique de ce quasi-arbitrage qui est délicate, puisqu'elle aboutit à confier à un avocat la mission de décider lui-même, en toute objectivité, de l'opportunité de son intervention et de lier ainsi tant son client, par hypothèse l'assuré, que l'assureur.

Rencontrant cette difficulté, le professeur Mahieu souligne certes "*qu'un avocat doit lui-même, et d'initiative, décliner son intervention s'il constate qu'elle est objectivement tout à fait inutile*" et que "*toute autre attitude constituerait une infraction certaine à la déontologie*" (37), mais il reste que les situations de fait sont rarement aussi claires et qu'ayant à trancher, en toute indépendance, un différend, l'avocat ne peut se permettre d'être même simplement suspecté de partialité : la femme de César, disait-on à Rome, ne peut être suspectée.

La seule manière de concilier application de l'article 93 et respect par l'avocat du devoir de délicatesse que la loi lui impose nous paraît être de confier la décision à un avocat tiers, tout en sachant que le coût de la consultation en sera plus élevée, puisqu'elle commande une nouvelle étude complète du dossier ou, à tout le moins, de ses éléments relevant.

3. LES MODALITES DU LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

24/ La pratique révèle qu'une fois acquis que l'assuré a le droit de choisir librement son avocat, des problèmes subsistent.

Ces problèmes ont trait aux modalités de l'exercice de ce libre choix et, en particulier, sans prétendre à l'exhaustivité, à l'extension

géographique des possibilités de choix et au remplacement de l'avocat choisi.

25/ Certains assureurs de protection juridique, heureusement de plus en plus rares, prétendent limiter dans l'espace la faculté offerte à leur assuré de choisir son avocat, le plus souvent en imposant contractuellement que ce choix s'exerce exclusivement parmi les avocats inscrits dans le ressort de la Cour d'appel compétente pour connaître de la procédure.

Comme le relève le professeur Fagnart, pareille limitation contractuelle est contraire au principe de la libre prestation des services au sein de l'Union européenne (38).

Elle est d'autant plus déplacée que l'article 92 trouve précisément son origine dans une initiative européenne.

De surcroît, la communication n° D 90bis de l'Office de Contrôle des Assurances du 17 octobre 1991 l'a expressément condamnée :

Par principe, toute limitation territoriale du choix doit être condamnée. Pareille limitation dérogerait en effet à la règle du libre choix de l'avocat. Les polices peuvent toutefois stipuler que si l'assuré choisit un avocat qui n'est pas inscrit au barreau de la Cour d'appel compétente, les frais supplémentaires qui pourraient en résulter ne seront pas pris en charge" (39).

Nous ne pouvons pas marquer notre accord sur la réserve qu'énonce la deuxième phrase de ce texte : c'est évidemment également limiter le libre choix que de prévoir que les honoraires de l'avocat ne seront couverts que partiellement s'il n'est pas inscrit dans un ressort géographique donné.

Il importe par ailleurs de souligner que la généralisation, par l'article 86 de la loi du 25 juin 1992, de l'action directe à l'encontre des assureurs de responsabilité a multiplié les cas dans lesquels les victimes peuvent, pour obtenir réparation de leur dommage, introduire leur action devant des ressorts différents, ce qui rend quelque peu illusoire les limitations géographiques ici envisagées.

Au-delà de ces considérations de droit, une constatation de fait s'impose : quel sens y a-t-il dans un pays tel que la Belgique, à limiter par Cour d'appel la liberté de choix, alors que Liège

(35) Contra : M. Mahieu, op. cit., intervention citée, loc. cit., p. 636.

(36) La question de savoir si le système mis en place pour régler les conflits d'opportunité est ou non un arbitrage a perdu une bonne part de son intérêt pratique depuis que ce système est consacré par la loi et non plus seulement par un arrêté royal : nous ne l'approfondirons donc pas ici.

(37) M. Mahieu, intervention citée, loc. cit., p. 637.

(38) J.L. Fagnart, Rapport final au colloque du 21 février 1991, Rev. dr. consom. 1991, p. 659 et références citées.

(39) Pour le texte complet de cette communication, voir Stéphane Decamp, op. cit., annexes, p. 127.

est plus éloigné d'Arlon, pourtant de son ressort, que de Charleroi, de Bruxelles ou de Louvain ?

26/ Beaucoup plus répandu est le refus des assureurs de protection juridique de prendre en charge le coût d'un second avocat, lorsque l'assuré estime devoir en changer en cours de procédure.

Certains assureurs considèrent radicalement que le changement d'avocat les libère de toute obligation, parce que l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 éventuellement précisé à leur guise par une disposition contractuelle, ne vise que l'intervention d'un avocat, au singulier.

D'autres prévoient dans leurs polices que le changement d'avocat n'est autorisé que s'il trouve sa justification dans un cas de force majeure.

D'autres encore ajoutent qu'en dehors de ces cas, les frais résultant du changement d'avocat – essentiellement la nouvelle étude du dossier qui s'impose – resteront à charge de l'assuré.

La communication n° D 90 bis de l'Office de Contrôle des Assurances tempère quelque peu les excès de certaines de ces clauses contractuelles en prévoyant que:

"Dans l'hypothèse où la police stipule que les frais d'un seul avocat sont pris en charge (la garantie n'étant pas acquise en cas de changement d'avocat) il doit être précisé que cette disposition n'est pas appliquée lorsque l'assuré se voit obligé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de prendre un autre avocat".

Il nous paraît, bien plus radicalement, qu'en aucun cas l'assureur de protection juridique ne peut s'opposer à un changement d'avocat à l'initiative de son assuré ni prétendre réduire en quoi que ce soit sa garantie du fait de ce changement.

La liberté de choisir un avocat qu'impose l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 implique nécessairement la liberté d'en changer, sans que l'assureur ne soit en droit d'interférer dans l'exercice de cette liberté.

Il n'est évidemment pas sérieux de prétendre, comme nous l'avons vu faire, déduire le contraire de la rédaction de l'article 92, alors que l'usage, par cette disposition, du singulier dans la référence à l'avocat s'imposait : si l'article 92 avait prévu le libre choix *"des avocats"*, il aurait

fallu en déduire que l'assuré pouvait choisir de se faire défendre simultanément par plusieurs conseils, ce qui aurait certainement dépassé l'intention du législateur.

En vérité une liberté, quelle qu'elle soit, ne se partage pas et l'assuré est le seul à même de décider du maintien de la confiance qui doit présider à ses relations avec son conseil.

Les clauses contractuelles limitant en quoi que ce soit la liberté de changer de conseil doivent dès lors être considérées comme nulles parce que contraires à l'article 92 de la loi du 25 juin 1992, disposition impérative.

Toutes celles d'entre elles qui accordent aux assureurs plus que le droit de refuser de prendre en charge le supplément de coûts dû à l'intervention d'un second avocat sont en outre condamnables au regard de l'article 14 de l'arrêté royal du 22 février 1991 en ce qu'elles portent atteinte *"à l'équivalence entre les engagements de l'assureur et ceux du preneur"* (40) et peuvent en outre être considérées, selon nous, comme abusives au sens des articles 31 et suivants de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce lorsque l'assuré répond à la définition que cette loi donne du consommateur (41).

La seule limite à l'exercice de la liberté de choix est à rechercher, comme pour toute autre liberté, dans l'abus de cette liberté, mais cet abus doit être prouvé par l'assureur, au vu des circonstances concrètes de l'espèce, et apprécié par les juridictions saisies selon les critères dégagés par la jurisprudence et la doctrine pour tout abus de droit (42).

Rien ne nous paraît cependant s'opposer à ce qu'un différend sur la prise en charge d'un changement d'avocat soit tranché par application de l'article 93 de la loi du 25 juin 1992, pour autant qu'ici aussi la décision soit laissée à un avocat tiers.

(40) A propos de cette disposition, voir plus haut n° 10.

(41) Voir l'article 1.7. de la loi du 14 juillet 1991 qui définit le consommateur comme *"toute personne physique ou morale qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel des produits ou des services mis sur le marché"*.

(42) Sur la notion d'abus de droit en matière contractuelle, depuis l'arrêt du 19 septembre 1983 de la Cour de cassation, et l'émergence de la théorie du contrôle marginal (*"marginale toetsing"*), voir entre autres : S. Stijns, Abus, mais de quel droit ?, JT, 1990, p. 33 à 34; P.A. Foriers, Observation sur le thème de l'abus de droit en matière contractuelle, note sous Cass. 30 janvier 1992, Rev. cr. jur. belge, 1994, p. 189 à 240.

La réticence des assureurs de protection juridique à accepter purement et simplement la décision de leur assuré de changer d'avocat est d'autant plus surprenante que les garanties qu'ils accordent sont plafonnées : on ne peut donc y voir qu'une nouvelle manifestation du conflit d'intérêts qui oppose inévitablement assureur et assuré en cette matière.

* * *

Telles sont les réflexions que nous paraît appeler la pratique de l'assurance de protection juridique, au regard de la grande illusion que son organisation actuelle secrète.

Peut-être certains de nos lecteurs seront-ils tentés de se rappeler que nous sommes aussi avocat et de voir dans nos propos la défense d'intérêts corporatistes : c'est, déjà, ce que nous avons entendu suggérer lors d'interventions que nous avons eu l'honneur de faire à l'occasion de colloques ou de conférences (43).

Qu'il nous soit permis de leur répondre que nous n'avons aucune autorité pour engager quelque ordre des avocats que ce soit et que si nous avons eu en vue notre intérêt de membre du barreau, nous n'aurions pas écrit le présent article.

Qu'il nous soit surtout permis d'espérer que la plupart de nos lecteurs sont suffisamment ouverts pour dépasser ce genre de commentaires et pour reconnaître qu'en effet, l'intérêt de l'assureur n'est jamais celui de la victime, et que lorsque le dommage est corporel, c'est toujours ce dernier intérêt qui doit prévaloir.

Cela reconnu, il convient d'en tirer les conséquences.

P.H. Delvaux
Mai 1998

(43) A titre d'exemple : voir Assur Info n° 36 du 20 novembre 1997, p. 3, A la Tribune de la section belge de l'AIDA, 2ème alinéa.

**VERZEKERAAR**

Informatieplicht – Vergissing van verzekeraar arbeidsongevallen inzake het afkoopbare bedrag van het kapitaal in verplichte verzekering

De wetsverzekeraar die het schadegeval ten laste heeft genomen moet, alvorens het kapitaalsamen te stellen, de rechthebbenden op de hoogte stellen van de naam van het organisme dat belast is met de dienst van de renten en hen inlichten over de beschikkingen van artikel 45 van de wet op de arbeidsongevallen.

De wetsverzekeraar die aan de rechthebbende een verkeerd bedrag meedeelt, met name het driedubbele van het bedrag waarop hij als één derde van het kapitaal aanspraak kon maken, begaat een fout.

Er bestaat een oorzakelijk verband tussen deze fout en de investering die de rechthebbende heeft gedaan op basis van deze verkeerde inlichting.

ASSUREUR

Devoir d'information – Erreur de l'assureur accident du travail au sujet du montant rachetable du capital en assurance loi

L'assureur loi qui a pris le sinistre en charge doit - avant la constitution du capital - communiquer aux ayants droit la dénomination de l'organisme chargé du service des rentes et les informer des dispositions de l'article 45 de la loi sur les accidents du travail.

L'assureur loi qui indique à l'ayant droit un montant erroné, soit le triple du montant auquel il pouvait prétendre à titre de tiers du capital commet une faute.

Il y a un lien de causalité entre cette faute et l'investissement effectué par l'ayant droit en se fondant sur ce renseignement erroné.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE BRUXELLES, 19 SEPTEMBRE 1997

(9ème ch. – Siège : M. J. Tulkens, juge unique – En cause Stoffel c/ Assubel-accidents du travail – Plaid. : MMes Daniel de Callatay et Jean-Pierre Moens)

§1. La procédure – Objet de la demande

Aux termes de la citation introductive d'instance, le sieur STOFFEL a demandé la condamnation de la Caisse commune ASSUBEL, en sa qualité d'assureur Accidents du Travail, au paiement de la somme de 250.000 Fr à titre de réparation du dommage encouru par une information erronée sur son indemnité.

ASSUBEL a écrit au sieur STOFFEL que son capital rachetable était de 1.200.000 Fr alors qu'aux termes de l'article 45 de la loi sur les accidents du travail, le sieur STOFFEL ne pouvait demander qu'un tiers de la rente, soit 400.000 Fr.

L'action en justice se fonde sur l'article 1382 du Code civil.

La partie Caisse commune ASSUBEL conclut au rejet de la demande, le sieur STOFFEL ayant dû corriger par lui-même cette erreur matérielle, et le dommage n'étant pas établi.

La partie STOFFEL conclut à l'allocation des fins de son exploit introductif d'instance, l'erreur d'ASSUBEL constituant une faute dans

son obligation d'information qui l'a induit en erreur sur l'étendue de ses droits.

Le préjudice comprend un dommage matériel concrétisé par la perte d'une prime de 100.000 Fr à la rénovation d'immeuble, ainsi qu'un dommage moral évalué à 150.000 Fr pour retard de rénovation de la maison qu'il a achetée.

2. Les faits

(1) Le sieur Guy STOFFEL, chauffeur de taxi de profession, a été victime le 16 janvier 1989 d'un accident du travail qui a fait l'objet d'un accord d'indemnisation entériné le 1er juillet 1991 par le Fonds des Accidents du Travail. A cette occasion, une incapacité permanente partielle de 15 % fut reconnue au sieur STOFFEL.

(2) Le 04 janvier 1994, la Caisse commune ASSUBEL rappela au sieur STOFFEL l'échéance prochaine du délai de révision de son incapacité permanente et l'informa également de la possibilité d'obtenir à cette date le paiement en capital du tiers de la rente.

La Caisse commune ASSUBEL écrit plus précisément : "En ce qui vous concerne le capital rachetable au premier jour du trimestre suivant la date d'expiration du délai est d'environ 1.211.577 Fr".

Le sieur STOFFEL prit alors contact par téléphone avec la Caisse commune ASSUBEL où cette information lui fut confirmée sous la précision qu'il y avait lieu de déduire de ce montant les cotisations sociales s'élevant à 13,7%, soit 158.350 Fr, ce qui portait le capital rachetable à 1.053.227 Fr.

Le sieur STOFFEL a reproduit ces informations au crayon au verso de la lettre du 4 janvier 1994.

(3) Fort de ces informations, le sieur STOFFEL se lança dans des opérations immobilières, à savoir : l'achat d'une maison à Oudeghien au prix de 2.500.000 Fr par compromis du 7 juillet 1994. Le 4 août 1994, le sieur STOFFEL reçut une réponse favorable de la Banque CERA à la demande de prêt hypothécaire qu'il avait introduite.

Le sieur STOFFEL comptait affecter un montant de 600.000 Fr à des travaux de rénovation, à entreprendre immédiatement, en raison de l'état de délabrement de sa nouvelle acquisition immobilière.

(4) La cause fut fixée au Tribunal du travail où l'on remarqua qu'ASSUBEL n'avait pas respecté le prescrit de l'article 45 de la loi du 10 avril 1971 sur les Accidents du travail.

En effet, le capital rachetable n'était que du tiers de la rente viagère, à savoir :
1.211.927 Fr soit 403.665 Fr

3

(jugement du 27 septembre 1994).

Le sieur STOFFEL avait un trou d'au moins 600.000 Fr dans son budget.

3. Discussion

(A) La faute

L'article 45 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail dispose : La victime et le conjoint peuvent demander qu'UN TIERS au maximum de la valeur de la rente qui leur revient soit payé en capital. Cette demande peut être formée à tout moment, même après la constitution du capital. Le juge décide au mieux de l'intérêt du demandeur.

La partie ASSUBEL affirme qu'il s'agit d'une simple erreur matérielle que le sieur STOFFEL aurait pu déceler lui-même. Tel n'est pas le cas puisque dans sa lettre du 23 août 1994, l'avocat d'ASSUBEL n'avait pas décelé l'erreur.

La partie STOFFEL voit avec raison dans cette erreur une négligence grave qui engage la responsabilité d'ASSUBEL, celle-ci ayant manqué à son obligation d'information (Bruxelles, 4 décembre 1992, J.T. 1993, pages 444 et 445).

La partie ASSUBEL affirme qu'elle n'avait aucune obligation d'informer le sieur STOFFEL de la possibilité de solliciter le rachat du tiers de la rente en capital.

La partie STOFFEL dépose judiciairement à son dossier une Circulaire du Ministre de la Prévoyance sociale adressée aux établissements agréés pour l'assurance contre les accidents du travail (circulaire n°210 du 15 septembre 1982) :

"L'assureur qui a pris le sinistre en charge doit – avant la constitution du capital – communiquer à la victime ou aux ayants droit la dénomination de l'organisme chargé du service des rentes et les informer des dispositions de l'article 45 de la loi".

Attendu que la faute de la défenderesse est dès lors établie;

(B) Le dommage

Le dommage est évalué très modérément à la somme de 250.000 Fr.

1°) Le dommage matériel (100.000 Fr)

Le sieur STOFFEL remplissait manifestement les conditions pour obtenir une prime à la rénovation de la Région wallonne.

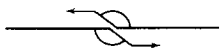
Ne pouvant compter sur la somme de 1.053.227 Fr initialement prévue, le sieur STOFFEL perdra le bénéfice d'une prime s'élevant, en l'espèce, à 100.000 Fr selon l'arrêt royal du 22 février 1990 en son article 6 § 6.

Attendu que le dommage matériel est dès lors établi;

2°) Le dommage moral (150.000 Fr)

La partie STOFFEL fait valoir qu'il se trouve contraint depuis son entrée dans les lieux en date du 21 janvier 1995 de vivre dans un bâtiment qui ne répond pas aux normes les plus élémentaires de salubrité et de sécurité.

Les photographies produites par le sieur STOFFEL établissent l'inconfort qui règne dans l'immeuble.



Attendu que le préjudice moral est dès lors établi à la somme de 150.000 Fr dont les intérêts courront à partir du 21 janvier 1995;

3°) La relation causale

La partie ASSUBEL affirme que le sieur STOFFEL aurait dû demander un crédit distinct pour effectuer les travaux de rénovation.

La partie STOFFEL répond valablement avoir obtenu un crédit maximum sur base de son revenu mensuel et en attente d'un versement de 1.053.227 Fr d'ASSUBEL en compensation d'un accident (Lettre de la banque CERA du 5 décembre 1995).

Le prêt hypothécaire consenti au sieur STOFFEL et à son épouse à raison de 31.247 Fr par mois, alors que les revenus nets du ménage se sont élevés pour l'année 1993 à 544.084 Fr, soit 45.340 Fr par mois, ce qui ne laisse pas davantage la possibilité au sieur STOFFEL de

solliciter un prêt complémentaire pour accomplir les travaux de réfection dans l'immeuble.

Attendu que la relation causale est établie;

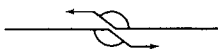
PAR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL,

Statuant contradictoirement;

Dit la demande recevable et fondée, sauf en ce qui concerne le point de départ des intérêts compensatoires pour le préjudice moral;

Condamne la défenderesse à payer au demandeur la somme de 250.000 Fr, majorée des intérêts compensatoires sur 100.000 Fr à dater du 20 octobre 1994, sur 150.000 Fr depuis le 21 janvier 1995, et des intérêts judiciaires sur le tout;

**AANSPRAKELIJKHEID**

Art. 1384, al. 1 van het Burgerlijk wetboek – Elektriciteitspalen omvergewaaid op de rijweg onder invloed van stormwinden – Winden aan 136,8 km/u. – Overmacht

Een elektriciteitspaal die omver valt op de rijweg bij stormwinden aan topsnelheden van 136,8 km/u., kan niet worden bestempeld als gebrekkig. Men kan bezwaarlijk stellen dat alle gebroken of omvergewaaide bomen en palen bij winden aan dergelijke snelheden noodzakelijkerwijze een gebrek vertoonden waardoor zij niet meer voldeden aan het normale gebruik waarvoor zij waren bestemd.

De storm die dermate uitzonderlijk was dat zij officieel werd erkend als ramp, vormde een uitwendige, onvoorzienbare en onweerstaanbare gebeurtenis zodat de bewaarder van een paal zich kan beroepen op overmacht.

RESPONSABILITE

Art. 1384, al. 1 du Code civil – Vents de tempête renversant des poteaux électriques sur la chaussée – Vents de 136,8 km/h – Force majeure

Ne peut être considéré comme affecté d'un vice un poteau électrique qui se renverse sur la chaussée alors que les vents de tempête accusaient des pointes de 136,8 km/h et que l'on ne peut déduire que les arbres et poteaux cassés ou tombés à cause de vents soufflant à cette vitesse étaient tous nécessairement affectés d'un vice les rendant impropres à l'usage normal auquel ils étaient destinés.

La tempête, si exceptionnelle qu'elle a été reconnue comme calamité publique, a constitué un événement extérieur, imprévisible et irrésistible qui permet au gardien du poteau d'exciper du cas de force majeure.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES, 19 SEPTEMBRE 1996

(16e Ch. – Siég. : Mme del Carril, Prés. – Plaid. : Me P. Levintoff *loco* Me J.C. Thiry et Me N. Dumont *loco* Me F. Glansdorff – En cause : Dessy et Axa Belgium c/Electrabel)

Attendu que la demande mue par les actuels appelants tend à la réparation des conséquences dommageables d'un accident de la circulation survenu le 25 janvier 1990 vers 16 h à Vieux-Genappe, accident dont ils imputent la responsabilité à l'actuelle intimée, propriétaire d'un poteau tombé sur la chaussée à la suite d'une tempête d'une intensité telle qu'elle a été reconnue comme calamité publique au sens de la loi du 12 juillet 1976 (A.R. du 2 février 1990, Moniteur du 15 février 1990);

Attendu qu'à bon droit et par des motifs que la Cour adopte le premier juge a déclaré la demande non fondée;

Attendu que les appelants font grief au premier juge de les avoir déboutés de leur demande en tant que fondée sur l'article 1382 du Code Civil, alors que, selon les appelants, il incombait à l'intimée d'enlever le poteau et les fils électriques entravant le passage de la chaussée;

Attendu que le premier juge a donné des faits un exposé exact auquel la Cour se réfère;

qu'il suffit de préciser que le conducteur DESSY a renoncé à prendre la route vers Genappe parce qu'il avait constaté qu'elle était entravée de fils électriques et qu'en poursuivant sa route sur la nationale 5, il a aperçu un poteau et des fils électriques en travers de la chaussée, qu'il a freiné et dérapé en passant au-dessus du poteau;

Attendu que les appelants restent en défaut d'établir la faute vantée dès lors que le jour des faits la tempête était d'une telle violence que des centaines de poteaux de basse tension furent détruits (cf. p. 6 – dossier intimée) et que l'intimée se trouvait dans l'impossibilité matérielle de les replacer ou de les remplacer à l'heure des faits; que le conducteur DESSY en apercevant l'état de la route devait lui-même veiller à sa propre sécurité en adoptant une vitesse lui permettant de s'immobiliser devant pareils obstacles le jour de la tempête, qui constitue en tout état de cause un cas de force majeure pour les autorités chargées de veiller à la sécurité des voies ouvertes à la circulation;

Attendu que les appelants ne rapportent pas davantage la preuve que le poteau dont ques-

tion était affecté d'un vice dès lors que les vents accusaient des pointes de 136,8 km/h et que l'on ne peut déduire que les arbres et poteaux cassés ou tombés à cause de vents soufflant à cette vitesse étaient tous nécessairement affectés d'un vice les rendant impropres à l'usage normal auquel ils étaient destinés;

Attendu qu'en outre la tempête régnant le jour des faits était si exceptionnelle qu'elle a été reconnue comme calamité publique; que cette tempête constituait un événement extérieur, imprévisible et irrésistible qui permet à l'intimée d'exciper du cas de force majeure;

Attendu qu'enfin la demande n'est pas plus fondée sur pied de l'article 1386 du Code Civil dès lors que le poteau n'est pas un bâtiment au sens juridique du terme et qu'en outre les appelants ne démontrent pas que ce poteau ait été en ruine causée par un manque d'entretien ou un vice de construction;

PAR CES Motifs,

LA COUR, statuant contradictoirement;

Reçoit l'appel, le déclare non fondé;

**AANSPRAKELIJKHEID VOOR DIEREN**

Handeling gesteld door een dier – Fout van het slachtoffer

De eigenaar of de bewaker van een dier kan zich slechts vrijwaren voor de aansprakelijkheid die hem te laste wordt gelegd door het bewijs te leveren van een vreemde oorzaak.

Deze laatste kan bestaan in de fout van het slachtoffer dat zelf de handeling van het dier heeft veroorzaakt. Deze fout moet echter zodanig zijn dat de oorzaak van de schade geenszins kan worden toegeschreven aan een handeling van het dier maar evenmin aan enige fout van de eigenaar of de bewaker.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ANIMAUX

Fait de l'animal – Faute de la victime

Le propriétaire ou le gardien d'un animal ne peut s'exonérer de la responsabilité mise à sa charge qu'en apportant la preuve de la survenance d'une cause étrangère.

Celle-ci peut résulter d'une faute de la victime elle-même ayant causé le fait de l'animal. Cette faute doit être de nature à exclure que la cause du dommage puisse être imputée à un acte de l'animal mais également à toute faute éventuellement commise par le propriétaire ou le gardien.

COUR D'APPEL DE MONS, 4 MARS 1997

(7ème ch. – Siège : Mme M. Michaux, cons. unique - EN CAUSE c/ Van Hoofstadt / Brouwers
– Plaid. : Me Luc Rigaux, du barreau de Bruxelles et Me Van Hevel, loco Me Ligot, avocat à Marcinelle)

Attendu que le premier juge a exactement relaté les faits de la cause tels qu'ils ressortent des dossiers produits et des explications données par les parties; que la Cour se réfère à cet exposé;

Attendu que l'appelant soutient en premier lieu que l'intimé BROUWERS a engagé sa responsabilité pour avoir commis une faute ou une négligence au sens des articles 1382 et 1383 du Code civil, en ne l'avisant pas qu'il avait exceptionnellement, en raison de la sécheresse, enlevé les clôtures intermédiaires séparant les parcelles de terre qu'il exploitait, permettant ainsi au bétail et notamment au taureau qui est à l'origine des dommages litigieux, d'accéder à la prairie dans laquelle il avait stationné son véhicule;

Attendu que BROUWERS a expliqué à sa compagnie d'assurances le 3 octobre 1986 (p.2 de son dossier) qu'il louait la prairie à VAN HOOFTSTADT, et payait régulièrement ses fermages; qu'il a précisé à cette occasion que celui-ci passait "de temps en temps" dans cette prairie, "sans lui demander [son] avis, afin de chercher du bois dans un bois qui ne lui appartient pas";

Attendu que l'appelant ne produit à l'encontre de cette allégation, aucun élément probant susceptible de l'infirmier en sorte qu'il se déduit

qu'aucun reproche ne peut être adressé à BROUWERS, légitimement ignorant de la présence occasionnelle, impromptue, non expressément autorisée ni organisée, de son bailleur sur des parcelles qu'il occupait en toute régularité et qu'il avait le droit de clore à son gré, selon les besoins de son exploitation agricole;

Attendu que l'appelant recherche ensuite la responsabilité de l'intimé sur pied de l'article 1385 du Code civil;

Attendu qu'en vertu dudit article, le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il fut égaré ou échappé;

Attendu que le propriétaire ou le gardien ne peuvent s'exonérer de la responsabilité mise à leur charge qu'en apportant la preuve de la survenance d'une cause étrangère;

Qu'ainsi, notamment, celle-ci peut résulter d'une faute de la victime elle-même ayant causé le fait de l'animal; que cette faute doit être de nature à exclure que la cause du dommage puisse être imputée à un acte de l'animal mais également à toute faute éventuellement commise par le propriétaire ou le gardien (Cornelis, Principes du droit belge de la responsabilité extra-contractuelle, Bruylant 1991, I, p. 651);

Attendu que pareille faute de la victime élisive de la responsabilité édictée par l'article 1385 Code civil, est établie dans le cas d'es-pèce;

Attendu en effet que VAN HOOFSSTADT avait garé son véhicule "TOYOTALANDCRUISER" sur une prairie dont la destination normale est d'y faire paître le bétail; qu'il s'est aperçu qu'un taureau s'attaquait à sa voiture en y portant des coups, et a tenté de récupérer celle-ci en s'ap-prochant de manière inconsidérée et téméraire de l'animal furieux;

Attendu que ni la présence du taureau ni la colère de l'animal ne pouvaient échapper à ce moment à l'appelant;

Attendu que celui-ci, plus soucieux de l'inté-grité de sa voiture que de sa propre sécurité, a librement choisi d'affronter un animal dont il ne pouvait légitimement ignorer le caractère irasci-ble et la pugnacité;

Attendu que le taureau se trouvait dans un endroit clôturé, auquel, en principe, il n'était pas permis d'accéder sans l'agrément de l'occu-pant;

Attendu que le placement d'un anneau au museau d'un taureau n'est pas une obligation

légale ou réglementaire; qu'elle n'a pour objet que de faciliter la maîtrise de l'animal sans qu'il puisse raisonnablement être considéré comme nécessairement fautif dans le chef de son pro-priétaire de s'être abstenu d'y procéder;

Attendu que cette absence d'anneau devait au contraire inciter l'appelant, qui s'en plaint actuellement, à redoubler de prudence lorsqu'il entreprit délibérément d'aller à la rencontre de l'animal, au lieu de partir au plus vite afin d'aver-tir l'intimé de l'incident, à ce moment mineur, auquel la présence incongrue de son véhicule sur le champ occupé par le taureau était en train de donner lieu;

Qu'il s'ensuit que l'appel n'est pas fondé;

PAR CES MOTIFS;

La Cour,

Statuant contradictoirement;

Reçoit l'appel;

Le dit non fondé;

Confirme le jugement entrepris;

PUBLIEKE OVERHEID — WEGENIS

Voertuig dat slipt op een landweg — In zake roepen van de overheid — Gebrek aan verlichting — Hoogteverschil tussen het wegdek en de zijberm — Ongeval te wijten aan foutief rijgedrag van de automobilist — Geen fout van de overheid.

Geen enkele wettelijke verplichting dwingt de overheid ertoe om elke weg van het wegennet te verlichten en te betonnen; het ontbreken van verlichting en wegmarkering, te wijten aan het vernieuwen van het wegdek, verplicht elke normaal voorzichtige bestuurder om zijn snelheid aan te passen en aandachtig te letten op het wegtracé en het wegdek.

POUVOIRS PUBLICS — VOIRIE

Dérapiage d'un véhicule sur une route de campagne — Mise en cause du Pouvoir public — Défaut d'éclairage — Différence de niveau du revêtement de la chaussée par rapport à l'accotement — Accident dû aux fautes de conduites de l'automobiliste — Pas de faute du pouvoir public.

Il n'existe aucune obligation légale imposant au pouvoir public d'éclairer et de baliser chacune des voies de son réseau routier; l'absence d'éclairage public et de marquage au sol, due au nouveau revêtement de la chaussée, imposent au conducteur normalement prudent d'adapter sa vitesse et d'être attentif aux tracé et recouvrement de la route.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES — 10 JUIN 1997

(4e Ch. — Siég. : Mme del Carril, Président, Mme Parisis et Mr Harmel, Conseillers

— Plaid.: Me Renson, Me Beaumèche loco Me George et Me Bisiaux, Me Ch. Bernard

— En cause: Etat Belge c/Union des Fédérations mutualistes neutres, Delande et Région wallonne).

1. Antécédents

Attendu que les demandes originales, introduites par exploits distincts par Myriam DELANDE, d'une part, et par son assureur l'UNION NATIONALE DES FEDERATIONS MUTUALISTES NEUTRES, d'autre part, à l'encontre de l'ETAT BELGE tendent à obtenir la condamnation de ce dernier à les indemniser du préjudice subi, suite à un accident de roulage survenu le 4 juillet 1976 à 3 heures 45' dans les circonstances suivantes :

Myriam DELANDE circule sur la route 40 à Tourinnes-la-Chaussée, en direction de Braives.

A cet endroit la route a subi un nouvel enduisage et, de ce fait, est surélevée de 3,4 centimètres par rapport à l'accotement de plain-pied.

Dans un léger virage vers la gauche, les pneus droits du véhicule piloté par Myriam DELANDE mordent sur l'accotement précité et y poursuivent leur course durant trente mètres, après lesquels, suite à un violent braquage vers la gauche imprimé par Myriam DELANDE à son véhicule, celui-ci part en diagonale s'encaster trente mètres plus loin dans un arbre situé sur le bord gauche de la chaussée par rapport à la direction suivie par cette conductrice.

Attendu que le jugement attaqué, après avoir joint les causes, impute à l'ETAT BELGE l'entière responsabilité de l'accident, reprochant à celui-ci d'avoir ouvert à la circulation une voie publique dépourvue d'éclairage et de balisage et présentant une dénivellation de 3,4 centimètres entre la chaussée nouvellement enduite et l'accotement;

que cette même décision alloue des montants provisionnels, tant à Myriam DELANDE qu'à l'UNION NATIONALE DES FEDERATIONS MUTUALISTES NEUTRES et, avant faire droit quant au surplus, ordonne une expertise médicale;

Attendu que l'ETAT BELGE relève appel de cette décision, sollicitant dans ses quatrièmes conclusions additionnelles, sa mise hors de cause en application de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 et poursuivant, par voie de demande incidente, la reprise d'instance forcée par la REGION WALLONNE;

que, par voie d'appel incident, Myriam DELANDE sollicite la condamnation solidaire de l'ETAT BELGE et de la REGION WALLONNE au paiement d'un montant provisionnel majoré par rapport à celui alloué par le premier juge;

que, par voie d'appel incident, introduit à titre subsidiaire, la REGION WALLONNE entend que le montant des indemnités qui serait éventuellement mis à charge soit limité à 50.000 F.

II. DISCUSSION

1. Attendu que la REGION WALLONNE se réfère à justice quant à la reprise d'instance forcée dont elle fait l'objet, sans développer davantage les moyens de cette contestation;

qu'il y a lieu, en application de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, de mettre l'ETAT BELGE hors de cause et de condamner la REGION WALLONNE à reprendre l'instance mue antérieurement devant la Cour par celui-ci;

que, partant, l'appel incident de Myriam DELANDE tendant à la condamnation solidaire de l'ETAT BELGE avec la REGION WALLONNE est dès à présent non fondé;

2. Attendu que tant devant la Cour que devant le premier juge, Myriam DELANDE et son assureur fondent leurs demandes sur la base de l'article 1382 du Code civil;

qu'ils reprochent essentiellement au Pouvoir Public mis en cause, d'avoir manqué à son obligation de sécurité en ouvrant à la circulation une voie comportant des obstacles imprévisibles (en l'occurrence l'existence d'une dénivellation entre la chaussée proprement dite et l'accotement) rendus tels par l'absence totale de signalisation;

a) Attendu que, suite à l'accident dont l'indemnisation est poursuivie devant la Cour, Myriam DELANDE fut poursuivie devant le tribunal de police de Hannut, du chef d'infractions aux articles 8.3 et 10.1.1° du Code de la route;

que, par décision du 6 décembre 1977, elle fut acquittée de ces préventions, cette même décision déclarant irrecevable la citation directe lancée à l'encontre de l'ETAT BELGE;

que le principe de l'autorité absolue "*erga omnes*" de la chose jugée en matière pénale ne peut cependant, être invoqué, à l'encontre de l'ETAT BELGE et de la REGION WALLONNE qui lui a succédé (Cass. 15 février 1991, R.C.J.B. 1992, p. 5);

que le jugement attaqué doit en conséquence être réformé en ce qu'il considère qu'en raison de l'autorité de la chose jugée attachée à la décision du tribunal de police du 6 décembre 1977, Myriam DELANDE n'a commis aucune

faute susceptible de constituer une infraction au Code de la route;

b) Attendu que cela étant, il appartient à Myriam DELANDE et à son assureur de rapporter la preuve de la faute reprochée au Pouvoir Public et de sa relation causale avec l'accident litigieux;

Attendu qu'il est constant qu'à l'endroit de l'accident, la route n'est ni éclairée ni balisée et qu'il existe une dénivellation de 3,4 centimètres entre la chaussée et l'accotement;

qu'il n'existe aucune obligation légale imposant au Pouvoir Public d'éclairer et de baliser chacune des voies de son réseau routier;

que, s'agissant d'une route en rase campagne, il ne peut raisonnablement être reproché au Pouvoir Public de ne pas l'avoir dotée d'éclairage public;

que l'absence de celui-ci de même que l'absence de marquage au sol, due au nouveau revêtement de la chaussée, imposent au conducteur normalement prudent d'adapter sa vitesse en conséquence et d'être attentif aux tracés et recouvrement de la route;

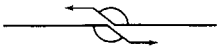
qu'il n'est pas soutenu, ni à fortiori établi, que ces caractéristiques de la chaussée empruntée par Myriam DELANDE avaient pris naissance juste à l'endroit de l'accident;

que cette conductrice avait dès lors eu le temps d'assimiler celles-ci et de les intégrer parmi les différents facteurs devant régler sa vitesse;

que ces caractéristiques ne devaient dès lors pas l'amener immanquablement à emprunter l'accotement;

que la sortie de route dont se plaint Myriam DELANDE n'est donc pas le fait de l'état de la chaussée, non éclairée ni balisée, mais celui d'une erreur de conduite de cette conductrice qui dévia de sa trajectoire normale à l'endroit où la route s'incurve légèrement vers la gauche;

que la perte de contrôle du véhicule qui s'ensuivit n'est pas davantage le fait de la dénivellation existant entre la chaussée et l'accotement, ni l'accotement lui-même, ce dernier n'étant d'ailleurs pas conçu pour être un lieu habituel de circulation automobile;



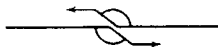
qu'il est en effet symptomatique de constater que cette perte de contrôle du véhicule n'intervint pas immédiatement après que les pneus droits de celui-ci aient mordu sur l'accollement mais intervint au contraire après que ceux-ci y aient parcouru une distance minimale de trente mètres;

qu'en réalité, comme en témoignent les traces de ripage et de freinage relevées par les verbalisants sur la chaussée, cette perte de contrôle du véhicule résulte d'une seconde er-

reur de conduite de Myriam DELANDE qui braqua trop violemment vers la gauche pour reprendre sa place normale sur la chaussée;

qu'aucune faute en relation causale avec l'accident n'étant ainsi établie dans le chef de la REGION WALLONNE, les demandes de Myriam DELANDE et de son assureur doivent être déclarées non fondées.

Dispositif conforme aux motifs;

**KAPSALON**

Kleedkamer

Het gedrag van een kapster moet op redelijke wijze beoordeeld worden rekening houdend met de bestemming van de plaats, hetzij een klein kapsalon waar zij alleen met een leermeisje werkzaam is, en dat niet bestemd is om tegelijkertijd een talrijk cliënteel te ontvangen.

Noch het voorvallen van het ongeval, noch de kwalificatie “gevaarlijk” gebruikt door de uitbaatster volstaat om het bestaan van een gebrek aan te tonen.

SALON DE COIFFURE

Vestiaire

Il convient d'apprécier le comportement d'une coiffeuse de manière raisonnable eu égard à la destination des lieux litigieux, soit un petit salon de coiffure où elle exerce seule avec une apprentie et n'est pas appelée à accueillir simultanément une nombreuse clientèle.

Ni la survenance de l'accident, ni la qualification de “dangereux” utilisée par l'exploitante ne suffisent à établir l'existence d'un vice.

COUR D'APPEL DE MONS, 27 MARS 1996

(7ème Ch. – Sièg. : Me Castin, conseiller – greffier : Me Vanbel – Plaid. : Mes Chevalier, Vraux loco Lefebvre et Wagnon – En cause : Legrain c/ Jossieaux et A.N.M.C.)

ATTENDU QUE l'appel est recevable;

QU'il est dirigé contre les dispositions du jugement déferé :

– déclarant l'appelante seule responsable des suites dommageables de la chute dont fut victime la première intimée le 23.1.1988 dans le salon de coiffure exploité par l'appelante;

– condamnant l'appelante au paiement d'une provision de 100.000 frs à la première intimée et désignant un expert médecin avec mission de donner un avis sur les séquelles de l'accident;

– condamnant l'appelante à payer 243.377 frs en principal à la seconde intimée, subrogée à son affiliée;

ATTENDU QUE le tribunal a, en substance, considéré que la responsabilité de l'appelante était engagée :

– d'une part, sur pied de l'article 1382 du code civil, pour n'avoir pas pris toutes mesures utiles afin d'empêcher formellement tout accès par ses clientes à un vestiaire qu'elle savait dangereux;

– d'autre part, sur pied de l'article 1384 du code civil, en sa qualité de gardienne d'une chose vicieuse, en l'espèce un vestiaire à la

disposition dangereuse et doté d'un éclairage insuffisant;

ATTENDU QUE le vestiaire litigieux était situé sur le palier surplombant l'escalier donnant accès aux caves de l'immeuble et se trouvait séparé du salon de coiffure par une tenture installée dans l'encadrement de la porte originale, qu'elle remplaçait;

QUE ce vestiaire était constitué de patères fixées au mur, dont l'une surplombait la première marche dudit escalier, et était éclairé par un luminaire placé au mur faisant face à l'escalier;

QU'un écriteau “entrée interdite”, approximativement large de 30 cm sur 7 cm de haut, était accroché au dessus de l'encadrement de l'ancienne porte d'accès;

QU'une console était installée entre l'entrée du vestiaire et le salon proprement dit, meuble où se trouvait le carnet de rendez-vous et la caisse du salon de coiffure;

ATTENDU Qu'il résulte des mesures d'inspection auxquelles a procédé le premier juge :

– que l'appelante interdisait l'accès aux vestiaires à ses clientes, à l'exception de certaines habituées, et les débarrassait elle-même de leurs vêtements, qu'elle plaçait ensuite dans le vestiaire litigieux;

– que la disposition des lieux était telle que l'accès au vestiaire impliquait de contourner le "comptoir" où se trouvait la caisse;

– que le jour des faits, l'appelante demanda à deux reprises à la première intimée, après son arrivée, de patienter et de ne pas aller au vestiaire;

ATTENDU QUE le comportement de l'appelante doit s'apprécier de manière raisonnable, eu égard à la destination des lieux litigieux, soit un petit salon de coiffure où l'appelante exerçait seule avec une apprentie et n'était pas appelée à accueillir simultanément une nombreuse clientèle;

QUE les précautions prises par l'appelante, à savoir l'habitude de débarrasser elle-même ses clientes, l'interdiction affichée de pénétrer dans le vestiaire et rappelée verbalement ainsi que la disposition d'un "comptoir" marquant symboliquement la limite des lieux accessibles à la clientèle doivent être considérées comme suffisantes;

QU'il serait excessif d'exiger de l'appelante, à l'égard d'une clientèle locale et adulte, qu'elle prenne des mesures drastiques, telles que celles suggérées par l'intimée, pour interdire l'accès au vestiaire de son établissement;

QU'aucun manquement ni omission fautive n'est établie dans le chef de l'appelante;

ATTENDU QUE, contrairement à ce que soutient l'appelante, la circonstance que l'accès du vestiaire soit interdit à la clientèle ne rend pas dénuée d'intérêt la question de savoir si ledit vestiaire était ou non affecté d'un vice;

ATTENDU QUE ni la survenance de l'accident, ni la qualification de "dangereux" utilisée par l'appelante elle-même ne suffisent à établir l'existence du vice allégué;

ATTENDU QUE l'exiguïté du palier et la proximité d'un escalier relativement raide étaient susceptibles de justifier certaines précautions élémentaires lors de l'utilisation du vestiaire et justifiaient, conjuguées à des considérations relevant de la protection des espèces en caisse, que l'appelante se soit réservé l'accès à ce lieu, à l'exclusion de ses clientes;

QUE ces particularités ne peuvent cependant être qualifiées de vicieuses au sens de l'article 1384 al. 1 du code civil, dans la mesure où l'éclairage du lieu, qui se trouvait en fonctionnement le jour des faits, était d'une puissance suffisante pour ne pas induire en erreur les usagers de l'endroit sur sa configuration;

QU'il est révélateur à cet égard que le témoin COUILLARD, première à se rendre à la cave après la chute de la première intimée et qui n'avait jusque là jamais pénétré au vestiaire quoiqu'elle fut une cliente régulière du salon de coiffure, a constaté que la cage d'escalier était "allumée";

QUE la circonstance que le vestiaire n'ait pas été rendu matériellement inaccessible à la clientèle ne suffit pas, compte tenu des considérations développées ci-avant, à établir le vice allégué;

ATTENDU en conséquence que la responsabilité de l'appelante n'est pas engagée dans l'accident litigieux sur aucune des bases légales proposées par la demanderesse originaire;

QUE l'appel est fondé;

PAR CES MOTIFS;

Dispositif conforme aux motifs;

MEDISCHE AANSPRAKELIJKHEID

Kinesithérapiebehandeling die verkeerd werd voorgeschreven door de geneesheer – Fout van de kinesitherapeut

Wanneer uit het verslag van de gerechtsdeskundige duidelijk blijkt dat de “*Klapp*” methode die werd voorgeschreven door de geneesheer niet geschikt was voor het verzorgen van de letsels die het slachtoffer van een ongeval had opgelopen heeft de geneesheer een fout begaan door een dergelijke behandeling die bovendien bestond uit gevaarlijke oefeningen voor een persoon van een zekere ouderdom, voor te schrijven.

Ten onrechte betwist de kinesitherapeut elke aansprakelijkheid, ondanks het feit dat de voorgeschreven behandeling niet geschikt was. Zo de keuze van de door de geneesheer uitgevoerde behandeling in principe de kinesitherapeut bindt, dient deze laatste toch enige zin voor kritische geest aan de dag te leggen en niet blindelings een voorschrift uit te voeren dat hem overduidelijk onge-schikt moest lijken.

In deze omstandigheden draagt de geneesheer 2/3 van de aansprakelijkheid en de kinesitherapeut 1/3.

RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Traitement de kinésithérapie fautivement prescrit par le médecin – Faute du kinésithérapeute

Dès lors qu’il ressort clairement du rapport de l’expert judiciaire que la méthode “*Klapp*” prescrite par le médecin n’était pas indiquée pour soigner les lésions encourues par la victime d’un accident, le médecin a commis une faute en prescrivant un tel traitement comportant au surplus des exercices dangereux pour une personne d’un certain âge.

A tort la kinésithérapeute conteste devoir assumer aucune responsabilité malgré le caractère inadéquat du traitement ordonné. Si le choix du traitement effectué par le médecin prescripteur lie en principe le kinésithérapeute, il convient cependant que celui-ci fasse preuve de sens critique et n’exécute pas aveuglément une prescription qui devait lui apparaître manifestement contre-indiquée.

Dans ces circonstances il y a lieu de mettre 2/3 de la responsabilité à charge du médecin et 1/3 à charge de la kinésithérapeute.

TRIBUNAL CIVIL DE BRUXELLES, 20 SEPTEMBRE 1996

(4ème ch. – Siège Mme Ch. Dalcq, juge unique – En cause Veuve Carion c/ Martine Baert et Marie-Aimée Denies, veuve Pol Carion – Plaid. MMes Me Fraiteur, Brodsky *loco* de Wrangel et Me Onsea *loco* Me Cartuyvels, avocats à Bruxelles)

I. OBJET DES DEMANDES :

Attendu que la demanderesse, Mme ROUYER, étend par voie de conclusions sa demande à l’encontre de Mme DENIES, veuve CARION, et sollicite la condamnation, in solidum, ou de l’une à défaut de l’autre des parties défenderesses, à lui payer une somme de 1.113.570 F, augmentée des intérêts compensatoires et judiciaires tels que précisé au dispositif de ses conclusions et des dépens, en ce compris les frais d’expertise;

Que la défenderesse BAERT conclut, à titre principal, au non fondement de la demande et à titre subsidiaire, à ce qu’il soit dit pour droit que sa part contributive de responsabilité n’excède pas 1/10ème;

Qu’elle forme une demande en intervention et garantie à charge de la défenderesse DENIES afin que cette dernière soit condamnée à la garantir de toute condamnation qui serait prononcée à son encontre en principal intérêts et frais;

Attendu que la défenderesse DENIES conclut au fondement partiel de la demande principale, à concurrence de 523.370 F en principal, augmentée des intérêts compensatoires tels que précisé au dispositif de ses conclusions;

Qu’elle sollicite que sa responsabilité soit limitée à concurrence d’1/4 et les 3/4 supplémentaires soient laissés à charge de la défenderesse BAERT;

Qu'à titre subsidiaire, pour le cas où le Tribunal condamnerait les parties BAERT et DENIES in solidum, elle forme une demande en garantie contre la défenderesse BAERT à concurrence des 3/4 de toutes condamnations prononcées contre elle;

II. LES FAITS ET LES ANTECEDENTS DE LA PROCEDURE :

Attendu que le 17 janvier 1987, la demanderesse fit une chute ayant entraîné une fracture plurifragmentaire de la diaphyse fémorale droite dans la moitié supérieure (jambe droite);

Que cette fracture a été traitée par ostéosynthèse, par clou-plaque et vis de maintien;

Qu'une marche avec appui fut autorisée à partir du mois de mai 1987;

Que la demanderesse, qui était hospitalisée depuis le 17 janvier 1987, fut autorisée à réintégrer son domicile le 23 mai 1987;

Qu'elle était suivie par le docteur CARION, qui lui prescrivit un traitement de kinésithérapie intensive;

Que c'est dans ce cadre que le docteur CARION lui prescrivit, le 26 septembre 1987, un traitement de kinésithérapie (30 séances) comprenant notamment des exercices suivant la méthode de "Klapp";

Que la défenderesse BAERT exécuta ce traitement en tant que kinésithérapeute;

Que le 28 octobre 1987, la demanderesse fit une chute alors qu'elle exécutait un exercice de kinésithérapie sous la surveillance de Melle BAERT;

Que l'on diagnostiqua une nouvelle fracture de type spiroïde à la jambe droite, qui nécessita une nouvelle ostéosynthèse par plaque vissée et une hospitalisation du 28 octobre 1987 au 22 décembre 1987;

Attendu que la demanderesse assigna dans un premier temps la défenderesse BAERT en réparation de son préjudice;

Que celle-ci appela en intervention et garantie le docteur Paul CARION qui avait prescrit le traitement de kinésithérapie mis en oeuvre;

Que le Tribunal de céans désigna, le 20 septembre 1991, l'expert GEERTS, avec la mission précisée au dispositif dudit jugement;

Que l'expert a, dans ses conclusions, considéré (p. 18 et ss du rapport) :

"1) Il n'est pas possible de préciser à quel endroit se trouvait Melle BAERT par rapport à sa patiente au moment où celle-ci s'est relevée le 28 octobre 1987, les deux seules personnes présentes donnent une version différente.

2) 3) 4) Aucun manuel de kinésithérapie ne donne de précision sur la place que doit occuper un kinésiste lors du redressement d'un patient et la description de Mr HANNAERT a été faite a posteriori, mais il est logique qu'au moment délicat le kinésiste se trouve du côté du membre atteint, ou à l'arrière, regardant de ce côté. Assise en tailleur devant la patiente à ce moment délicat serait une faute. Une position à droite de la patiente ou derrière elle, un peu à droite, sont équivalentes pourvu que la kinésiste soit prête à réagir.

5) 6) La méthode de Klapp ne peut pas être considérée comme adaptée à l'état de Mme ROUYER après sa fracture du 17 janvier 1987: elle n'est pas considérée comme un traitement de révalidation d'une personne âgée qui n'aura jamais à ramper par terre; il y a un lien entre cette inadaptation et l'accident du 28 octobre 1987, le redressement à partir de cette position constitue un risque pour une personne âgée, la méthode de Klapp est destinée aux enfants scoliotiques.

Nous avons donné quelques éléments de réflexion mais nous ne sommes pas sûrs de pouvoir préciser la part de responsabilité qui incombe :

a) au médecin qui prescrit une méthode risquée, inadaptée, et b) à la kinésiste qui l'applique;

7) Lors de l'accident du 28 octobre 1987 Mme ROUYER s'est fracturée le fémur droit, plus bas que le foyer de fracture du fémur du 17 janvier 1987;

8) L'incapacité temporaire a été totale du 28 octobre 1987 au 31 décembre 1988. Cette date a été choisie parce qu'à ce moment le déplacement de la première fracture, celle du 17 janvier 1987 (vie privée) était devenu la cause primordiale d'invalidité.

9) A partir du 01 janvier 1989 l'incapacité permanente pouvant être attribuée à l'accident du 27 octobre 1987 peut être évaluée à 10% (dix %);

L'invalidité purement traumatique peut être évaluée à 30%, le restant étant dû à l'âge; le

premier accident a entraîné une fracture plus compliquée que le second et deux opérations.

Avec l'accord des médecins des parties nous avons donc attribué 1/3 de ces 30% à l'accident du 28 octobre 1987 relevant de la responsabilité professionnelle, et 2/3 à l'accident de vie privée du 17 janvier 1987.

10) Le préjudice esthétique est constitué d'un tiers des grandes cicatrices à la partie externe de la cuisse droite. Ces cicatrices sont parfaites et le préjudice esthétique peut être considéré comme minime.

11) De l'accident du 28 octobre 1987, Mme ROUYER a conservé des difficultés à la marche, par une diminution de souplesse de la cheville, de la hanche et du genou droits.

Font partie des séquelles de l'accident litigieux : les frais d'hospitalisation du 28 octobre 1987 au 27 décembre 1987 et de tous les traitements suivis jusqu'à la date proposée de la consolidation.

A partir de cette date du 01 janvier 1989 il n'est plus possible de faire la part de l'accident du 28 octobre 1987 et des complications apparues à ce moment au niveau de la fracture du 17 janvier 1987.

En tout cas l'hospitalisation et l'opération, en septembre-octobre 1989, ne sont pas imputables à l'accident litigieux.

III. DISCUSSION :

a) Quant aux responsabilités :

Attendu qu'à bon droit la demanderesse poursuit la condamnation in solidum de la défenderesse BAERT et de Mme DENIES, veuve CARION;

Attendu en effet qu'ainsi qu'il ressort clairement du rapport d'expertise judiciaire, la méthode "Klapp" qu'a prescrite le docteur CARION n'était pas indiquée pour soigner les lésions encourues par la demanderesse, et était en outre risquée, s'agissant d'exercices difficiles (marcher à 4 pattes, ramper et se redresser), et partant, dangereux pour une personne d'un certain âge;

Attendu qu'il n'est du reste pas contesté par la partie DENIES, veuve CARION, que ce dernier a commis une faute en prescrivant à la demanderesse des exercices inadaptés à son état physique;

Attendu que de son côté, la défenderesse BAERT tente vainement de considérer qu'elle ne devrait assumer aucune responsabilité malgré le caractère totalement inadéquat, voire contre-indiqué, du recours à la méthode "Klapp" au motif qu'en sa qualité de kinésithérapeute, profession paramédicale, elle n'avait aucun pouvoir d'initiative et aucun droit de contester les décisions prises par le médecin prescripteur quant au traitement qu'il choisit d'appliquer à sa patiente;

Que cette argumentation ne peut être suivie;

Attendu que le choix du traitement qui a été effectué par le médecin prescripteur lie certes en principe le kinésithérapeute, qui doit l'exécuter;

Qu'il reste que, lorsqu'il y va, comme en l'espèce, d'un traitement manifestement contre-indiqué à l'égard du patient dont question, il appartient au kinésithérapeute de faire preuve de sens critique et non d'exécuter aveuglément une prescription;

Qu'il était manifeste en l'espèce que la méthode du "Klapp" était inappropriée et présentait en outre de sérieux risques pour la patiente, ainsi qu'en atteste d'ailleurs la chute à l'origine du litige;

Que la défenderesse BAERT ne pouvait l'ignorer;

Qu'il aurait sans doute suffi que la défenderesse BAERT passe un coup de téléphone au docteur CARION, pour que ce dernier acquiesce à son point de vue qui était celui de la praticienne par rapport à la prescription d'un médecin qui ne pratique pas la kinésithérapie;

Que dès lors, tant le docteur CARION que la kinésithérapeute BAERT ont commis une faute à l'origine du dommage, le premier pour avoir prescrit un traitement inapproprié et à risque, et la seconde pour avoir exécuté ce traitement aveuglément;

Attendu qu'aucune faute supplémentaire ne peut être retenue à charge de Melle BAERT, dans le cadre de l'exécution de l'exercice lors duquel la chute litigieuse s'est produite;

Qu'en effet, en ce qui concerne la position de Melle BAERT par rapport à celle de la demanderesse lorsque celle-ci chuta, les parties sont demeurées contraires en fait, la demanderesse affirmant que Melle BAERT se trouvait à sa gauche (soit du côté de la jambe valide), tandis que Melle BAERT affirmant qu'elle

s'était déplacée vers la droite au moment où elle invitait la demanderesse à fléchir la jambe droite (jambe lésée);

Que ni le dossier répressif ultérieurement classé sans suite, ni l'expertise judiciaire n'ont permis de départager les parties sur cette question;

Que l'on ne peut dès lors alourdir la responsabilité de la défenderesse BAERT pour avoir commis une faute supplémentaire dans l'exécution de la prescription;

Attendu qu'en ce qui concerne la part contributive de BAERT et DENIES veuve CARION, il convient de considérer que le médecin, auteur de la prescription inadéquate, doit assumer une part de responsabilité plus lourde que le kinésithérapeute, qui exécuta cette prescription;

Qu'en égard à la gravité des fautes respectives, il apparaît raisonnable de partager les responsabilités à concurrence de 2/3 à charge du docteur CARION et d'1/3 à charge de Melle BAERT, et de faire droit, dans cette mesure, aux demandes en intervention et garantie formulées réciproquement entre Mme DEMES veuve CARION et Melle BAERT;

b) Quant au dommage :

1. Frais médicaux~ pharmaceutiques et de kinésithérapie :

Attendu que le montant de 163.473 F réclamé apparaît dûment justifié et n'est du reste pas contesté;

2. Dommage matériel en tant que ménagère :

Attendu que la demanderesse sollicite à ce titre une somme de 400 F par jour pour la période du 23 décembre 1987 (fin de l'hospitalisation) au 31 décembre 1988 (fin de l'incapacité totale);

Attendu que les défenderesses contestent ce poste d'indemnité, aux motifs que la demanderesse ne justifie d'aucune perte de ressources durant sa période d'incapacité temporaire totale et qu'elle n'a fourni, durant cette période, aucun effort supplémentaire;

Attendu que ces arguments ne peuvent être suivis;

Attendu qu'il ne peut être sérieusement contesté que, pendant la période d'incapacité temporaire totale, la demanderesse fut dans

l'impossibilité d'exercer ses tâches ménagères habituelles;

Que le préjudice à indemniser est l'atteinte à sa capacité de travail, indépendamment de ses manifestations;

Que, dans cette optique, il est sans pertinence que la demanderesse n'ait pas eu à fournir d'efforts accrus, ceux-ci étant par hypothèse impossibles s'agissant d'une incapacité totale;

Qu'il importe peu également que la demanderesse ne justifie pas de perte de revenus, et ne démontre pas avoir eu recours à une aide ménagère extérieure; qu'il importe peu que des personnes de sa famille l'aient éventuellement aidée, dès lors qu'il appartient à la victime seule de disposer de la manière dont elle l'entend des sommes lui revenant du chef du dommage matériel résultant d'une atteinte à son intégrité physique (cf. D. DE CALLATAY, La réparation du préjudice corporel en droit commun (accident non mortel) RGAR, 1994, n°12286; Bruxelles, 7ème chambre Civ, 02 septembre 1993, RGAR; 1996, n°12651);

Que l'allocation journalière demandée apparaît raisonnable et doit être allouée;

Qu'il revient de ce chef à la demanderesse la somme de 149.200 F;

3. Dommage moral durant les incapacités temporaires :

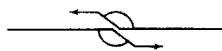
Attendu que la demanderesse postule l'indemnisation à concurrence de 900 F par jour d'hospitalisation et 750 F par jour durant la période d'incapacité temporaire totale hors hospitalisation;

Attendu que l'évaluation journalière sollicitée apparaît raisonnable, contrairement à ce que soutient la partie DENIES veuve CARJON (cf. notamment Bruxelles, 02 septembre 1993, op. cit.);

Que la somme de 330.900 F doit être allouée;

4. Dommage physico-moral résultant de l'incapacité permanente :

Attendu qu'à bon droit la demanderesse recourt au mode d'évaluation par point pour réparer le dommage dû à l'incapacité permanente partielle de 10% qu'elle subit du fait des fautes commises par les parties défenderesses;



Attendu toutefois que les parties défenderesses soulignent qu'il apparaît excessif de fixer en l'espèce le point d'incapacité à 45.000 F;

Que compte tenu de l'âge de la victime (née le 16 mars 1915) au moment de la consolidation (soit au 01 janvier 1989) et du taux relativement faible d'incapacité partielle permanente (10%), il convient de fixer le point à 20.000 F, montant qui prend en compte tant le dommage matériel que moral;

Qu'il revient dès lors à la demanderesse, de ce chef, la somme de 200.000 F;

5. Dommage esthétique :

Attendu que l'expert a relevé la présence d'une cicatrice minime;

Que la somme de 20.000 F réclamée apparaît indemniser adéquatement ce préjudice;

6. Récapitulatif :

Attendu qu'il revient à la demanderesse :

– frais médicaux :	163.470 F
– dommage matériel durant les incapacités temporaires (ménagère) :	149.200 F
– dommage moral durant les incapacités temporaires :	330.900 F
– dommage permanent :	200.000 F
– préjudice esthétique :	20.000 F

Total :	863.570 F
---------	-----------

Attendu que les dates moyennes prises en considération par la demanderesse pour faire courir les intérêts compensatoires sur les différents chefs de dommages apparaissent

judicieuses et ne font pas l'objet de contestations;

PAR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL,

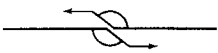
Déclare la demande principale recevable et fondée dans la mesure précisée ci-après;

En conséquence, condamne les parties BAERT et DENJES veuve CARION, in solidum, à payer à la demanderesse la somme de 863.570 F, augmentée des intérêts compensatoires au taux légal depuis le 1 mai 1988 (date moyenne) jusqu'à ce jour sur la somme de 643.570 F et depuis le 01 janvier 1989 (date de la consolidation) jusqu'à ce jour sur la somme de 220.000 F, ainsi qu'aux intérêts judiciaires depuis ce jour jusqu'au complet paiement et aux dépens, liquidés pour la demanderesse à la somme de 5.127 F (assignation) + 25.000 F (expertise) + 12.000 F (indemnité de procédure), pour la défenderesse BAERT à la somme de 4.027 F (citation en intervention) + 12.000 F (indemnité de procédure) et pour la défenderesse DENJES, liquidés à la somme de 12.000 F (indemnité de procédure);

Déclare les demandes en intervention et garantie réciproques formées entre les parties BAERT et DENJES CARION recevables et fondées dans la mesure précisée ci-après;

En conséquence, dit pour droit que les sommes précisées ci-avant, en principal, intérêts et frais, doivent, dans le cadre d'un recours contributoire éventuel, être supportées à concurrence de 2/3 à charge de la partie DENJES-CARION et d'1/3 à charge de la partie BAERT;

En conséquence, condamne chacune de ces parties à rembourser à l'autre les montants qui auraient été décaissés au-delà de leur part contributoire respective;

**AANSPRAKELIJKHEID VAN DE PERS**

Test Aankoop – Verwijt aan een verzekeringsmaatschappij één lijst van slechte betalers te hebben opgesteld

Het verwijt gemaakt door Test Aankoop aan de vennootschap NamurAssurances du Crédit beroep te doen op een zwarte lijst van slechte betalers, terwijl er uit de door deze vennootschap neergelegd stukken blijkt dat deze laatste meerdere malen het houden van dergelijke lijsten afkeurde en dat zij bovendien het nodige doet om te verzekeren dat de informatie waarover zij beschikt confidentieel blijven, is ongegrond.

RESPONSABILITÉ DE LA PRESSE

Test Achats – Reproche à une compagnie d'assurances d'avoir établi des listes noires de mauvais payeurs

Est sans fondement le reproche formulé par Test Achats à la société Namur-Assurances du crédit d'avoir recours à une liste noire de mauvais payeurs alors qu'il ressort des éléments versés aux débats par cette société que celle-ci a entendu souligner à de nombreuses reprises qu'elle condamnait la tenue de telles listes et qu'elle s'attache au surplus à assurer la confidentialité des informations dont elle dispose.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES, 29 SEPTEMBRE 1994

(2ème ch. civ. – Siège : M. Delvaux, président; Mmes Parisis et Velu, conseillers – En cause : Castelain, éditeur de Test Achats c/ la S.A. Namur-Assurances du Crédit – Plaid. : Me Daniel de Beer et Me R.O. Dalcq).

Attendu que le magazine Test Achats a pour objet notamment de diffuser, à l'intention des consommateurs, les résultats d'enquêtes et d'analyses de produits et de services;

Qu'en son numéro 289 de mai 1987, il a publié, sous le titre "Les listes noires du crédit" un article faisant état de ce qui suit, sous le sous-titre "(Une victime innocente).... de pratiques obscures":

"Les organismes de crédit prennent des risques en prêtant de l'argent. Pour se couvrir, la plupart s'adressent à un assureur du crédit. En Belgique trois firmes de ce genre dominent le marché : Les Assurances du crédit (Bd Prince de Liège, 74-78 à 5100 Jambes-Namur), la Cobac (rue Montoyer, 15 à 1040 Bruxelles) et KWB – Garantie du Crédit (Faverijstraat, 9 à 8500 Courtrai).

"Si l'organisme de crédit assuré tombe sur un client qui ne veut pas ou ne peut plus payer, l'assureur rembourse puis se transforme en récupérateur de créances. En contrepartie, les organismes de crédit s'engagent à consulter l'assureur avant de consentir un prêt. Voilà pourquoi ces assureurs d'un type spécial dressent des "listes noires" où sont fichés ceux qui, ayant eu un contentieux en matière de remboursement, présentent un risque d'insolvabilité.

"Cela peut être un risque réel. Mais cela peut aussi être un risque imaginaire dû à une erreur

(comme ci-dessus), à un fait oublié depuis longtemps ou carrément à une vengeance comme l'illustre l'anecdote suivante :

"Pour les besoins de notre enquête par petites annonces (T.A.M. 264), notre enquêteur (anonyme) s'est présenté à une série d'intermédiaires du crédit pour comparer les conditions. A tous, il a annoncé qu'il déclinait leur offre de crédit parce qu'il avait trouvé ailleurs de meilleurs taux (ce qui n'était pas difficile...). L'un d'eux, furieux de voir ce client s'échapper et d'avoir préparé pour rien un contrat prêt à signer, a menacé de dénoncer notre enquêteur aux Assurances du Crédit de Jambes-Namur afin qu'il soit "fiché" sur les listes noires. Il l'a fait et l'assureur a obtempéré. Il a fallu une démarche énergique de Test-Achats pour expliquer la situation et faire biffer cette mention qui aurait nui à notre enquêteur pour le restant de sa vie".

Que l'anecdote dont question dans cet article renvoie au Test-Achats Magazine n° 264 de février 1985, qui relatait ce qui suit :

"Les méthodes de S.O.S. Crédit sont plutôt expéditives : parce que nous ne voulions pas de leur prêt, ils nous ont menacés de nous mettre sur la liste noire, c'est-à-dire la liste des mauvais payeurs dont tous les organismes financiers disposent " (p. 43, note 1 sur le tableau 2 intitulé enquêtes téléphoniques)" et encore :

"Au téléphone, Arga nous dit qu'un prêt de 51.000,- francs se rembourserait en 24 X 2.643 fis (c'est-à-dire avec un taux de chargement de 1,02 %). Légalement cela aurait pu être plus cher. Après plusieurs appels et visites, Benoît apprend que le prêt est refusé. Cela, c'est une retombée de l'enquête téléphonique. S.O.S. Crédit avait introduit une demande de prêt pour Benoît auprès d'un organisme financier qui travaille avec une assurance crédit. Il s'agit d'une société spécialisée qui garantit le prêteur contre tout défaut de paiement de la part de l'emprunteur. Ce type de sociétés disposent de listes de mauvais payeurs. Bien sûr elle n'assure pas qu'une seule société et Arga a introduit une demande de prêt chez un financier qui travaille avec le même assureur, alors que S.O.S. Crédit n'avait pas retiré sa demande malgré notre refus d'emprunter chez eux.

"En outre, cela prouve que S.O.S. Crédit a mis sa menace à exécution (voir tableau 2) : notre enquêteur est bel et bien sur la liste noire des bailleurs de fonds (nous l'avons immédiatement tiré de ce mauvais pas). Arga, de son côté, cherche un autre prêteur qui travaille sans assureur-crédit ou avec un autre".

Que les mêmes articles, en version néerlandaise, sont parus dans les Test Aankoop Magazine des mêmes mois;

Attendu que la SA Namur-Assurances du Crédit reproche à Gilbert Castelain, éditeur responsable de Test-Achats, d'avoir commis une faute en publiant ces articles qui contiennent, selon elle, des affirmations erronées, et réclame la réparation du préjudice qui en serait résulté pour elle;

Attendu que, faisant droit à cette demande, le premier juge a condamné Gilbert Castelain, essentiellement :

- à payer un franc à la SA Namur-Assurances du Crédit,
- à reproduire le jugement et sa traduction dans les premiers numéros de Test-Achats Magazine, Test-Aankoop Magazine, Budget & Droit et Budget & Recht suivant la signification du jugement, sous peine d'une astreinte de 100.000 frs par numéro de retard;
- à reproduire à ses frais, dans les huit jours de la signification du jugement, le jugement ou sa traduction dans deux journaux à grands tirages de langue française et deux journaux à grands tirages de langue néerlandaise, au choix et sur indication de la SA Namur-Assurances du Crédit, et ce, également sous la menace d'une astreinte de 100.000 frs par semaine de retard;

Attendu que cette décision est frappée d'appel par Gilbert Castelain, qui persiste devant la

Cour à contester le fondement de la demande et critique subsidiairement l'étendue de la réparation décidée par le premier juge;

1. - Attendu que Gilbert Castelain est, en sa qualité d'éditeur responsable d'un magazine de presse ayant pour objet la défense des consommateurs, tenu de recourir à des modes d'investigations sérieux et de n'utiliser les informations recueillies qu'après en avoir contrôlé l'exactitude avec rigueur;

2. - Attendu que la SA Namur-Assurances du crédit reproche à Gilbert Castelain d'avoir manqué à ces obligations en énonçant erronément qu'elle travaille sur la base de listes noires de mauvais payeurs émanant de tiers, qu'elle établit également des listes noires qu'elle communique à des tiers, qu'elle se fonde sur des dénonciations non vérifiées et que ces pratiques obscures peuvent nuire à un emprunteur pour le restant de sa vie;

3. - Attendu que Gilbert Castelain conteste que telle soit la portée des articles critiqués;

qu'il précise que ceux-ci ont été rédigés à la suite d'une enquête dont le but était de comparer les conditions annoncées par les intermédiaires de crédit dans leurs publicités et celles finalement accordées dans les contrats de prêt, d'examiner ces contrats et de découvrir l'identité des bailleurs de fonds; que, dans ce cadre, l'un de ses enquêteurs, Jean-Pierre Orban, s'est présenté auprès d'une série d'intermédiaires financiers, en qualité d'emprunteur potentiel, et s'est fait remettre des offres de prêts personnels, à titre, souligne-t-il, strictement informatif; qu'aussitôt en possession des informations sollicitées, il a, chaque fois, décliné l'offre;

que c'est ainsi qu'après avoir contacté S.O.S. Crédit, il s'est adressé à Spaarkrediet, dont il n'a pas accepté la proposition puis à Arga, qui a refusé de lui consentir le prêt demandé, alors qu'il n'avait aucun crédit en cours, ni ancien, ni récent, et n'avait jamais connu la moindre difficulté de remboursement;

Qu'à la lumière de cette enquête, Gilbert Castelain estime n'avoir commis aucune faute en publiant les articles en cause, qui, selon lui, font seulement état de ce que l'assureur de crédit dresse des listes noires où sont fichés ceux qui présentent un risque d'insolvabilité, et de ce que, l'un de ses enquêteurs ayant été dénoncé sans motif valable à la SA Namur-Assurances du Crédit, celui-ci a été fiché par cette dernière jusqu'à ce que, grâce à une intervention de Test-Achats, cette mention soit biffée;

Qu'il souligne que l'objet des articles en question était essentiellement de critiquer l'absence

de garantie quant à l'exactitude et à la pertinence des informations recueillies par la SA Namur-Assurances du Crédit pour apprécier le sérieux et la solvabilité d'un emprunteur et, partant, pour accepter ou non d'assurer un crédit;

Qu'il fait valoir que l'expression de cette opinion ne peut être constitutive de faute, et ce d'autant moins que les chapitres VI et VII de la loi du 12 juin 1991, relative au crédit à la consommation, réglementent, dans le sens souhaité par Test-Achats, le traitement de données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation;

4.- Attendu que les articles critiqués n'ont cependant pas la portée limitée que Gilbert Castelain leur prête ainsi;

4.-1 Attendu que, considérés ensemble, ils allèguent que la S.A. Namur-Assurances du Crédit a recours à une "liste noire de mauvais payeurs" dont tous les organismes financiers disposent, et comparable ainsi à celle utilisée par l'Union Professionnelle du Crédit, dont cette partie expose ne pas être membre;

Que cette assertion apparaît comme inexacte;

Qu'il ressort des éléments versés aux débats par la SA Namur-Assurances du Crédit que celle-ci a entendu souligner, à de nombreuses reprises, qu'elle condamnait précisément la tenue de telles listes (cf. Info-Bulletin des Assurances du Crédit n°3/1987, pp. 11 à 13; cf. aussi rapports du conseil d'administration aux assemblées générales des 28 mai 1982, 25 mai 1984 et 23 mai 1986);

Qu'il résulte également de ces éléments que la SA Namur-Assurances du Crédit s'attache à assurer la confidentialité des informations dont elle dispose;

Que cette partie établit que, loin de travailler sur la base de listes noires émanant de tiers ou qu'elle communiquerait à des tiers, elle constitue, pour chaque intéressé, un dossier individuel établi en fonction de contentieux ou de contacts antérieurs, des registres officiels qui sont, d'une part, le Journal des Protêts, et, d'autre part, le Registre de la centrale des crédits à la consommation tenu par la Banque Nationale (depuis avril 1987), ainsi que d'enquêtes personnalisées réalisées au moment de la demande de couverture;

Que l'on en trouve la confirmation dans le fait que la SA Namur-Assurances du Crédit a été en mesure de produire le dossier de l'enquêteur de Test-Achats au moment où son identité lui a été révélée;

Que Gilbert Castelain ne produit, au demeurant, aucun élément de nature à infirmer la teneur des documents produits par la SA Namur-Assurances du Crédit et à étayer le fondement de ses allégations, se bornant à se référer en termes vagues à des entretiens téléphoniques intervenus entre l'un de ses collaborateurs et "les services" de ladite société;

4.2 Attendu que les articles contestés font également état de ce que la SA Namur-Assurances du Crédit a refusé son intervention à la suite de la seule dénonciation d'un organisme de crédit – soit S.O.S. Crédit – qui aurait été animé d'un désir de vengeance à l'égard d'un demandeur de crédit;

Que cette affirmation se révèle également inexacte;

Que la SA Namur-Assurances du Crédit expose en effet – et les mentions du dossier de l'enquêteur de Test-Achats, Jean-Pierre Orban, le confirment – que, si elle a refusé d'intervenir pour les demandes de prêt postérieures à celle introduite auprès de S.O.S. Crédit, c'est seulement en considération des demandes répétées de crédit qu'il avait introduites en quelques jours d'intervalle, et qui avaient été répercutées à la SA Namur-Assurances du Crédit dès lors que ces demandes étaient toutes adressées à des organismes affiliés auprès d'elle;

Que, compte tenu de la coïncidence de ces demandes (1er octobre 1984 : demande via S.O.S. Crédit, 3 octobre 1984 : demande via Spaarkrediet, 9 octobre 1984 : demande via Agra, 10 octobre 1984 : demande via Eural), on peut comprendre que la SA Namur-Assurances du Crédit ait jugé inopportun de couvrir l'un de ces prêts;

5.- Attendu que Gilbert Castelain est, par ailleurs, malvenu de tenter de justifier la teneur des articles en cause en faisant valoir que le dossier de Jean-Pierre Orban contenait en toute hypothèse des informations fausses, en ce qu'il mentionnait l'existence d'un "crédit en cours récent", alors que Jean-Pierre Orban n'aurait fait que des demandes répétées de prêts, sans contracter de prêt effectif;

Qu'à supposer cet élément exact, il n'autorisait pas Gilbert Castelain à porter contre la SA Namur-Assurances du Crédit les accusations inexactes qui viennent d'être relevées;

6.- Attendu qu'il n'y a pas lieu, pour le surplus, d'examiner, dans le cadre du présent

débat, le fondement des critiques que les méthodes utilisées par la SA Namur-Assurances du Crédit au moment des faits étaient susceptibles d'appeler, notamment quant au défaut de transparence des dossiers ou fichiers qu'elle tenait et quant au manque de garanties que cette tenue pouvait présenter pour éviter le risque d'erreurs;

Qu'il suffit de constater qu'en procédant par la voie de déductions abusives sans se livrer à des vérifications préalables suffisantes, et – il importe de le souligner – sans contradiction possible de la part de la SA Namur-Assurances du Crédit, Test-Achats a avancé à tort que cette dernière aurait arbitrairement fermé à un particulier l'accès au crédit en se référant à une liste noire de mauvais payeurs et en se fondant sur une dénonciation incontrôlée;

Qu'en publiant lesdits articles, Gilbert Castelain n'a pas fait preuve de la circonspection que l'on est en droit d'attendre d'un journaliste, surtout lorsqu'il est, comme en l'espèce, spécialisé dans la diffusion d'une information à vocation technique, et a, partant, commis une faute de nature à engager sa responsabilité sur la base de l'article 1382 du Code civil;

7. - Attendu que, pour établir l'ampleur du dommage qu'elle reproche à Test-Achats de lui avoir causé par cette faute, la SA Namur-Assurances du Crédit produit une vingtaine de lettres de clients et de notes internes, mettant en évidence le fait que nombre d'emprunteurs ou de candidats à l'emprunt se croient "fichés";

Que cependant, sauf dans deux cas, ces documents ne font pas allusion aux articles publiés par Test-Achats, les personnes concernées faisant seulement état des données de leur propre cas;

Que, s'il est indéniable que Test-Achats n'est pas seul responsable des idées régnant dans l'opinion publique au sujet des assureurs-crédit, il reste que les articles en cause, qui mettent en doute tant la compétence que l'intégrité même de la SA Namur-Assurances du Crédit, ont porté gravement atteinte à sa réputation, en accréditant ces idées reçues;

Que le caractère outrancier des dits articles ainsi que l'autorité dont bénéficie Test-Achats, qui a valeur de référence pour bon nombre de consommateurs, permettent de considérer qu'un public non négligeable a été atteint par leur publication;

Que le préjudice ainsi causé à la SA Namur-Assurances du Crédit sera adéquatement réparé par la condamnation de Gilbert Castelain

au paiement d'un franc et à la publication du présent arrêt dans les revues Test-Achats et Test Aankoop, et ce, sous peine d'une astreinte de 100.000 frs par numéro de retard;

Qu'il y a lieu de considérer que les consommateurs seront ainsi informés à suffisance de la situation réelle et que les confusions fautivement créées seront dissipées, sans qu'il se justifie d'ordonner en outre la publication du présent arrêt dans les revues Budget & Droit et Budget & Recht ni dans quatre autres quotidiens;

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

statuant contradictoirement,

Vu l'article 24 de la loi du 5 juin 1935;

Vu l'avis écrit du Ministère Public déposé à l'audience publique du 23 juin 1994;

Reçoit l'appel;

Le dit partiellement fondé;

Met à néant le jugement attaqué, sauf en tant qu'il a déclaré la demande recevable et liquidé les dépens;

Statuant à nouveau pour le surplus;

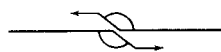
Déclare la demande fondée dans la mesure ci-après précisée;

Condamne Gilbert Castelain à payer à la SA Namur-Assurances du Crédit la somme d'un franc, augmentée des intérêts compensatoires depuis le 1er juin 1987, des intérêts judiciaires et de l'ensemble des dépens, les dépens d'appel étant liquidés pour Gilbert Castelain à 5.500 frs + 1.950 frs + 15.600 frs et pour la SA Namur-Assurances du Crédit à 15.600 frs;

Condamne en outre Gilbert Castelain à reproduire dans les premiers numéros de Test-Achats Magazine et Test Aankoop Magazine, qui suivent la signification du présent arrêt, respectivement le texte intégral dudit arrêt et sa traduction;

Le condamne à une astreinte de 100.000 frs par numéro de retard;

Déboute la SA Namur-Assurances du Crédit du surplus de sa demande;

**EXPERTISE**

Procédure in kortgeding – Gedwongen tussenkomst – Hoogdringendheid – Tegensprekelijkheid

Noch de rechten der verdediging of de vereiste tegensprekelijkheid, noch het voorschrift van artikel 812 Ger. W. staan een gedwongen tussenkomst van een derde in de expertise, bevolen in kortgeding, in de weg, op voorwaarde dat de inleidende vordering een hoogdringend karakter behoudt, dat, op het ogenblik dat ze wordt ingezet, de zending, oorspronkelijk toevertrouwd aan de deskundige en waarvan de voltooiing de aansprakelijkheid in hoofde van de derde tussenkomende partij zou kunnen blootleggen, nog niet het voorwerp heeft uitmaakt van onderzoeken en beoordelingen door de deskundige, en tenslotte op voorwaarde dat het voor de derde tussenkomende partij mogelijk is de stukken, in de loop van de expertise uitgewisseld, te verkrijgen.

In dit geval moet de derde tussenkomende partij niettemin beschikken over een redelijke termijn binnen dewelke hij zijn opmerkingen kan doen gelden.

EXPERTISE

Procédure de référé – Intervention forcée – Urgence – Principe du contradictoire

Ni le respect des droits de la défense ou du principe du contradictoire, ni le prescrit de l'article 812 du Code judiciaire, ne font obstacle à l'intervention forcée d'un tiers à une procédure d'expertise ordonnée dans le cadre d'une instance de référé pourvu que la demande introduite à cette fin conserve un caractère urgent, qu'au moment de son introduction, l'objet essentiel de la mission initialement confiée à l'expert et dont l'accomplissement pourrait précisément révéler une responsabilité quelconque dans le chef du tiers intervenant, n'a pas encore fait l'objet d'investigations et d'appréciations par l'expert, et qu'enfin il fut loisible au tiers intervenant de se procurer les divers documents jusque là échangés en cours d'expertise.

Dans ce cas, le tiers intervenant doit néanmoins pouvoir disposer d'un délai raisonnable endéans lequel il pourra faire valoir les observations qu'il jugera nécessaire.

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LIÈGE, 27 AVRIL 1995

(réf. – Siège : M. R. Bourseu, président – Plaid. : MMes Hubrechts, *loco* Me Spadazzi et Corsale – En cause : Sprl E.C.V. c/ S.A. C.B.C. Electro).

EN CAUSE :

La S.P.R.L. E.C.V., inscrite au R.C. de Liège sous le numéro 166.943, établie et ayant son siège social à Grâce-Hollogne, Zoning industriel, rue du Travail, 5 -

ayant élu domicile en l'étude de son conseil, Me Speranza L. SPADAZZI, Avocat à Grâce-Hollogne, rue Joseph Heusdens, 55-

demanderesse en intervention, comparaisant par Me HUBRECHTS *loco* Me SPADAZZI, Avocat-

CONTRE :

La S.A. C.B.C. ELECTRO, inscrite au R.C. de Courtrai sous le numéro 2.672, établie et ayant son siège social à Kuurne, Noordlaan, 15-

défenderesse en intervention, comparaisant par Me Maria RIGA CORSALE, Avocat-

ET ENCORE :

La S.A. C.B.C. ELECTRO, inscrite au R.C. de Courtrai sous le numéro 2.6720, établie et ayant son siège social à Kuurne, Noordlaan, 15-

ayant élu domicile en l'étude de son conseil, Me Maria RIGA CORSALE, Avocat à Oupéye, rue de Tiège, 116-

demanderesse en intervention, comparaisant par ledit conseil-

CONTRE :

La S.A. SCHNEIDER MGTE, inscrite au R.C. de Bruxelles sous le numéro 575.353, établie à Uccle, Dieweg, 3-

défenderesse en intervention, comparaisant par Me François HASCOËT, Avocat à 75008 Paris (France), rue de Monceau, 5-

Nous, Robert BOURSEAU, Président du Tribunal de première instance siégeant à Liège, siégeant en référé, assisté de René LEUTHER, Greffier

Revu

1. notre ordonnance avenue en la cause le 25 mai 1993 ensuite de la requête unilatérale déposée le 24 mai 1993 par la S.A. RAFFINERIES NOTRE DAME, ordonnance au terme de laquelle Nous avons désigné Monsieur Jean-Louis CHYSELEN, ingénieur civil, en qualité d'expert, pour remplir la mission décrite au dispositif de l'ordonnance susmentionnée;

2. notre ordonnance avenue le 28 juin 1993 en cause de la S.A. RAFFINERIES NOTRE DAME contre : 1) la S.A. ECONOLER, 2) la S.A. STEVENS, 3) la S.A. S.D.M.E., 4) la S.A. ANSUL et en présence de 5) la S.A. E + I, 6) la S.A. ROYALE BELGE et 7) la société de droit suédois SAAB-SCANIA AB, intervenantes volontaires et encore la S.A. ECONOLER et la S.A. E + I contre 8) la S.P.R.L. E.C.V. et 9) la S.A. ENERGIE ENGINEERING, ordonnance qui a désigné un collège d'experts composé a) du professeur VAN AKEN, président dudit collège, b) de Monsieur Jean-Louis GHYSELEN, ingénieur civil etc) de Monsieur Léon BREESCH, ingénieur industriel, pour remplir la mission décrite au dispositif de cette ordonnance;

3. l'ordonnance avenue le 7 juillet 1993, en cause des mêmes parties et en outre de la S.A. URBAINE UAP, intervenante volontaire par requête déposée au greffe le 5 juillet 1993, ordonnance au terme de laquelle :

a. le professeur VAN AKEN a été remplacé en qualité d'expert par le professeur Raymond BAUS et

b. la mission a été complétée du point suivant : "surveiller les réparations aux constructions pour qu'elles puissent être agréées et ce tout spécialement en raison de sérieuses déformations constatées aux poutrelles maîtresses verticales, supportant à l'étage supérieur, des chaudières ayant un poids statique, à vide, de 120 tonnes";

4. l'ordonnance avenue le 17 juillet 1993, en cause de la S.A. ECOLONER contre la S.A. ATELIERS TOUSSAINT-NYSSENNE, ordon-

nance au terme de laquelle a été déclarée commune et opposable à la défenderesse l'expertise ordonnée les 28 juin et 7 juillet 1993;

5. l'ordonnance avenue le 18 août 1993, en cause de la S.A. S.D.M.E. contre : 1) FIRMA A. VAN KAICK GmbH et C°KG et 2) SCHALTANLAGEN-ELECTRONIK-GERATE GmbH et C°KG, ordonnance au terme de laquelle les ordonnances des 28 juin et 7 juillet 1993 ainsi que l'expertise qu'elles prescrivent sont rendues communes et opposables, à l'exception des actes déjà accomplis à ce jour, aux deux défenderesses;

6. notre ordonnance avenue le 8 décembre 1994

- sur requête unilatérale en intervention volontaire déposée au greffe des rôles le 5 décembre 1994 par la S.A. C.B.C. ELECTRO-, ordonnance qui a déclaré ladite requête irrecevable, en vertu du libellé actuel des articles 730, 747 § 2, 750, 751 et 803 du Code judiciaire;

7. notre ordonnance avenue le 3 février 1995, sur citations en cause de la S.P.R.L. E.C.V. contre la S.A. C.B.C. ELECTRO et encore, de cette dernière contre la S.A. SCHNEIDER MGTE, ordonnance qui a :

1) reçu les actions intentées respectivement le 6 janvier 1995 par la S.P.R.L. E.C.V. contre la S.A. C.B.C. ELECTRO et le 18 janvier 1995 par cette dernière contre la S.A. SCHNEIDER MGTE et 2) ordonné la réouverture des débats pour inviter les experts BAUS, GHYSELEN et BREESCH à Nous fournir toutes précisions sur trois points;

8. notre ordonnance avenue le 9 mars 1995 en cause des mêmes parties, ordonnance constatant d'une part, que certaines d'entre elles ont objecté de n'avoir pas reçu communication de l'ensemble des pièces déposées par les experts et d'autre part, que les experts n'ont pas pleinement satisfait aux demandes que Nous leur avons adressées le 3 février 1995 et ordonnant en conséquence la réouverture des débats pour permettre aux parties de consulter toutes les pièces et d'instruire leur dossier sur base de celles-ci et aux experts, de répondre de façon claire, concrète, précise et synthétique à chaque point distinctement, repris au dispositif de notre ordonnance susvisée du 3 février 1995;

Vu les documents produits par les experts les 14 décembre 1994, 14 février et 15 mars 1995;

Vu les conclusions de la S.A. SCHNEIDER MGTE ainsi que celles de la S.A. C.B.C.

ELECTRO, les unes et les autres déposées à l'audience du 4 avril 1995;

Entendu, à cette audience, les parties comparaisant comme il est dit plus haut;

I. SUR LA DEMANDE EN INTERVENTION DE LA S.P.R.L. E.C.V. INTENTEE CONTRE LA S.A. C.B.C. ELECTRO :

Attendu que cette action – introduite par citation du 6 janvier 1995 – tend – selon le dispositif de ladite citation – à “entendre dire communes et opposables à la citée les ordonnances prononcées les vingt-huit juin et sept juillet 1993 et l'expertise en cours”;

Que la défenderesse ne s'y oppose pas;

Que l'urgence des opérations d'expertise a été reconnue par les deux décisions susvisées;

Que partant, l'urgence paraît justifiée et l'action en intervention, fondée;

II. SUR LA DEMANDE EN INTERVENTION DE LA S.A. C.B.C. ELECTRO DIRIGEE CONTRE LA S.A. SCHNEIDER MGTE :

Attendu que l'action introduite le 18 janvier 1995 par la S.A. C.B.C. ELECTRO tend à “entendre dire communes et opposables à la (S.A. SCHNEIDER MGTE) les ordonnances prononcées les 28 juin et 7 juillet 1993, de même que l'expertise actuellement en cours”;

Que par voie de conclusions, la S.A. SCHNEIDER MGTE s'oppose à cette demande en alléguant :

1. que faire droit à cette action violerait le principe du respect de ses droits de la défense, au motif qu'elle a été étrangère aux opérations d'expertise qui ont pu se dérouler depuis la décision initiale du 28 juin 1993, la mission d'expertise ayant été notifiée par le greffe aux experts GHYSELEN et BRESCH – désignés par ordonnance du 28 juin 1993 –, le 30 juin 1993 et à l'expert BAUS – désigné par ordonnance du 7 juillet 1993 en remplacement de l'expert VAN AKEN – le 7 juillet 1993; que les opérations d'expertise sont donc beaucoup trop avancées; que de plus, elle n'a pas reçu communication du “dossier complet comprenant toutes les pièces de procédure et la correspondance utiles” en dépit de ses demandes répétées, la société C.B.C. ELECTRO lui répondant qu'il lui était impossible de transmettre un dossier complet, et le conseil de la S.P.R.L. E.C.V. lui répondant que “le dossier d'expertise faisait

quasiment un mètre de haut”, lui refusant dès lors de lui envoyer l'intégralité dudit dossier et ne lui adressant que les noms des experts et des parties;

2. que la société C.B.C. ELECTRO a pris de nombreux mois pour la citer en intervention, ce qui exclut l'urgence;

3. qu'à titre subsidiaire, la S.A. SCHNEIDER MGTE récuse les experts sur base de l'article 828-8° du Code judiciaire, pour avoir “donné conseil, plaidé ou écrit sur les différends”;

Qu'il échet toutefois de noter que lors des audiences, la S.A. SCHNEIDER MGTE n'a plaidé chaque fois que sur les deux premiers points, se bornant une seule fois à rappeler qu'à titre subsidiaire, elle récusait les experts mais ce, sans ajouter un seul mot; qu'aucun débat n'a eu lieu au sujet de cette récusation; qu'il n'est plus question de récusation dans les dernières conclusions de la S.A. SCHNEIDER MGTE déposées à l'audience du 4 avril 1995;

4. qu'à titre très subsidiaire, la S.A. SCHNEIDER MGTE formule des réserves et postule l'octroi d'un délai avant la poursuite des opérations d'expertise;

III. SUR LE CARACTERE CONTRADICTOIRE DE L'EXPERTISE :

A) Le principe de ce caractère contradictoire :

Attendu que le caractère contradictoire de l'expertise constitue l'une de ses caractéristiques essentielles : une expertise qui n'aurait pas été réalisée de manière contradictoire devrait être écartée comme violant les droits de la défense mais, à défaut de disposition autorisant cette sanction, ne pourrait être annulée (C. cass., 6 avril 1984, R.W., 1984-85, 1638);

Que le rapport du Commissaire royal en souligne l'importance : “Le caractère contradictoire de l'expertise a été nettement exprimé (art. 973, 974, 978, 979, 983, 988, 989, du Code judiciaire), elle participe du débat judiciaire et une pareille loyauté doit la marquer toute entière. La règle s'applique à toutes les interventions de l'expert” (VAN REEPINGHEN, Bruylant, p. 359 et Pasin., 1968, p. 454);

Qu'en matière d'expertise, le respect des droits de la défense est également une condition du droit à un procès équitable consacré par l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (voy. arrêt FELDBRUGGE, du 29 mai 1986, de la Cour de

Strasbourg, spéc. §§ 42 à 44 – Adde Cass., 22 mai 1948, Pas., I, 1069);

Attendu qu'aucune des dispositions du Code judiciaire assurant le caractère contradictoire de l'expertise n'est prescrite à peine de nullité (voy. Cass., 8 mai 1978, Pas., I, 1023); qu'il en résulte qu'une telle sanction ne peut – conformément à l'article 860 du Code judiciaire – être prononcée par le tribunal; qu'en réalité, s'il apparaît qu'une expertise s'est déroulée de manière non contradictoire, le juge a le choix entre plusieurs solutions dont l'adoption est fonction de la gravité du manquement : il peut inviter l'expert à recommencer tout ou partie des opérations; il peut, en vertu de son pouvoir de contrôle, réunir les parties et les entendre avant le dépôt du rapport d'expertise; il peut également écarter le rapport et désigner le cas échéant un nouvel expert, la sanction étant, non pas la nullité, on l'a dit, mais l'inopposabilité (voy. Cass., 5 octobre 1987, Pas., I, p. 139);

Que l'examen de la jurisprudence des juridictions de fond révèle que les cas dans lesquels les rapports d'expertise sont déclarés inopposables sont rares, car soit les manquements constatés sont considérés comme mineurs et non susceptibles d'avoir nui aux droits de la défense d'une partie, soit des remèdes sont ordonnés en vue de régulariser la procédure;

Qu'il semble que ce soit l'accumulation de plusieurs violations de droits de la défense ou du non-respect du caractère contradictoire au sein d'une même expertise qui soit déterminante et qui conduise à la sanction;

Attendu que c'est le juge qui sera amené à apprécier la force probante du rapport d'expertise puisqu'en vertu de l'article 986 du Code judiciaire, il est libre de suivre ou non l'avis de l'expert, d'apprécier s'il y a eu ou non violation des droits de la défense, question de fait appréciée souverainement par le juge du fond (voy. Cass., 8 mai 1978, Pas., I, p. 1023);

Qu'il incombe à celui qui invoque une violation de ses droits de la défense d'en rapporter la preuve, à celui qui sollicite l'inopposabilité de tout ou partie du rapport, d'établir réellement et concrètement qu'il n'a pas été en mesure d'exercer son droit à la contradiction dans le cours de l'expertise;

B) Les modalités du caractère contradictoire de l'expertise :

a) Les parties doivent être convoquées non seulement à la première réunion (art. 965, al. 2)

mais aussi à toutes les opérations d'expertise, à moins qu'elles n'aient dispensé l'expert de les en informer (art. 973, al. 3). L'expert doit demander aux parties de prendre position sur ce point lors de la première réunion; il doit acter, dans son rapport, les déclarations des parties à ce sujet.

Lorsque, malgré la convocation, l'une des parties ne se présente pas, l'expert note cette absence dans son rapport et poursuit les opérations malgré l'absence de la partie convoquée. L'expertise ainsi poursuivie est censée avoir lieu contradictoirement.

b) Les experts doivent entendre les parties (art. 972, al. 3).

Les experts doivent entendre les explications verbales des avocats ou conseils techniques. En toute hypothèse, les parties doivent être entendues contradictoirement, c'est-à-dire en présence l'une de l'autre. Les déclarations des parties faites en présence de l'expert ont la valeur d'un aveu extra-judiciaire.

c) Les parties ont le droit de faire aux experts toutes réquisitions utiles (art. 972, al. 2).

d) Les documents, pièces et notes remis par une partie à l'expert doivent avoir été préalablement communiquées à l'adversaire (C. jud., art. 736; Bruxelles, 1er mars 1974, Pas., II, 130), ce que l'expert doit vérifier.

e) Ce dernier doit communiquer aux parties les préliminaires du rapport, sauf s'il en a été dispensé, ce qui est rare en pratique.

f) Et répondre aux notes de faits directoires relatives auxdits préliminaires, et indiquer les motifs pour lesquels il refuse de déférer à certaines réquisitions des parties.

Dans un arrêt déjà ancien, la Cour d'appel de Bruxelles a parfaitement résumé le rôle d'expert en ces termes : "Pour assurer le caractère contradictoire de l'expertise, l'expert était tenu de convoquer les parties, de les entendre, de répondre à leurs réquisitions, de procéder en leur présence à ses investigations, de préciser la source de ses informations et de relater le déroulement de l'expertise de manière que le juge puisse exercer le contrôle prévu à l'article 973 du Code judiciaire" (Brux., 20 mars 1979, Pas., II, 72);

C) L'intervention d'une partie, en cours d'expertise :

Attendu que tant en référé qu'au fond, toute personne peut intervenir VOLONTAIREMENT

dans l'instance qu'elle n'a pas introduite ou qui n'est pas dirigée contre elle pour assurer ses droits;

Attendu, de même, que toute partie en procès peut par l'**INTERVENTION FORCEE** mettre un tiers à la cause, soit pour obtenir contre lui une condamnation (par exemple, garantir le demandeur en intervention), soit pour éviter que le tiers ne puisse invoquer la relativité de la chose jugée (déclaration de jugement commun);

Attendu que la recevabilité de l'intervention est laissée à l'appréciation du juge;

Attendu que l'intervention peut avoir lieu devant toutes les juridictions, sans néanmoins que des actes d'instruction déjà ordonnés puissent nuire aux droits de la défense (C. jud., art. 812, al. 1);

Qu'aux termes de cette disposition, l'appel en intervention et garantie n'est pas recevable s'il est de nature à nuire aux droits de la défense du défendeur en intervention;

Qu'il en est notamment ainsi lorsque les principaux devoirs d'une expertise, ordonnée antérieurement, ont eu lieu avant la mise en cause du défendeur en intervention; que l'expert s'est fait une opinion;

Que s'il est exact que l'intervention forcée ne doit pas être demandée in limine litis, encore faut-il qu'elle le soit à un stade de la procédure où les droits de l'appelé sont encore entiers et à un moment où il lui est toujours possible de discuter le principe et la mesure de la responsabilité (voy. pourvoi qui a abouti à Cass., 4 janvier 1994, Pas., I, p. 474, col. gauche);

Que l'appel en intervention est irrecevable après le dépôt du rapport d'expertise et ce, même si le juge ordonne une nouvelle expertise dès lors qu'il ne décide point d'écarter entièrement la précédente;

Qu'il a même été jugé et qu'il est enseigné par certains auteurs que l'intervenant forcé peut refuser le débat lorsque ses droits ne sont pas sauvs et qu'il en est ainsi chaque fois que le juge a déjà ordonné une mesure d'instruction, même si les parties principales n'y ont pas encore procédé puisque l'opportunité et la forme de pareille mesure peuvent appeler une contestation de la part de l'intervenant;

Qu'il importe néanmoins de rappeler que l'intervention ne peut retarder le jugement de la

cause principale (C. jud., art. 814); qu'ainsi, le juge décide légalement qu'il n'a pas égard à une requête en intervention lorsqu'il constate que son examen aurait pour effet de retarder le jugement de la cause principale (Cass., 19 avril 1979, Pas., I, p. 973 et les notes F.D.); qu'il devrait être raisonné de même lorsque le défendeur principal sollicite une remise afin de pouvoir appeler un tiers en intervention; que dans cette hypothèse, ce qui est dit à l'alinéa précédent Nous paraît discutable;

Que de plus, quant à l'impossibilité de contester l'opportunité, le libellé ou le contenu de la mission d'expertise, il échet de souligner que l'expertise est ordonnée tous droits saufs des parties et que celles-ci peuvent toujours demander une extension de la mission si elles l'estiment utile (voy. Liège, 16 février 1993, J.L.M.B., 1994, p. 230); qu'il en est de même pour le choix des experts désignés : l'appelé en intervention peut formuler à cet égard ses critiques, objections et observations et obtenir une modification quant à ce choix;

Que l'on considère aussi que si l'intervention forcée n'est pas tardive – c'est-à-dire si, sans retard appréciable, et sans augmenter le coût de l'expertise de manière sensible, l'expert peut recommencer contradictoirement les devoirs déjà accomplis –, l'intervention doit être reçue;

Que l'intervention a été reçue au motif que l'appelé en intervention pourra discuter l'expertise au cours des débats;

Que le tribunal a aussi retenu une expertise non contradictoire comme présomption opposable au défendeur en intervention;

Qu'une expertise unilatérale peut valoir à titre de présomption en raison des circonstances dans lesquelles elle a été établie (Cass., 5 février 1971, Pas., I, 518);

Attendu, enfin, que le juge des référés doit tenir compte des divers intérêts en présence en vue d'assurer un juste équilibre entre ceux-ci; qu'il peut être plus dommageable pour les parties actuellement en litige de risquer de voir finalement l'intervenante forcée – dont la responsabilité serait démontrée à la suite d'une expertise longue, complexe, fastidieuse et coûteuse – objecter que celle-ci lui est inopposable pour n'y avoir pas participé, que pour l'intervenante forcée d'y être associée;

IV. EN L'ESPECE :

Attendu qu'il résulte des documents produits par les experts, des précisions apportées par ceux-ci et des explications fournies par les parties :

A) SUR L'URGENCE :

Attendu que l'urgence a été reconnue dans l'action originaire dont l'action en intervention forcée n'est qu'une suite;

Que la défectuosité éventuelle du matériel fourni par la S.A. SCHNEIDER MGTE et partant la nécessité de mettre en cause celle-ci ne sont apparues qu'au cours du déroulement des opérations d'expertise;

Que depuis l'apparition de cette nécessité, aucune inertie ni négligence ne peuvent être imputées à la société C.B.C. ELECTRO, hormis la perte de temps résultant du dépôt d'une requête unilatérale en intervention volontaire (préalable à l'appel en intervention forcée de la S.A. SCHNEIDER MGTE), déclarée irrecevable, ce qui constitue une erreur de procédure, compréhensible;

Que l'urgence ne peut donc être contestée par l'appelée en intervention;

B) SUR LE CARACTERE CONTRADICTOIRE DE L'EXPERTISE ET LE RESPECT DES DROITS DE LA DEFENSE DE LA S.A. SCHNEIDER MGTE :

Attendu que la S.A. C.B.C. ELECTRO a livré à la S.P.R.L. E.C.V. du matériel électrique lui fourni par la S.A. SCHNEIDER MGTE;

Que dès lors, la S.P.R.L. E.C.V. – qui n'a pas de liens contractuels avec la S.A. C.B.C. ELECTRO – a mis cette dernière à la cause afin qu'à son tour elle appelle en intervention le fournisseur du matériel électrique;

Que la S.A. SCHNEIDER MGTE s'oppose à intervenir, en alléguant que les opérations d'expertise ont débuté au mois de juillet 1993 et que dès lors son absence dans le déroulement de l'expertise léserait ses droits de défense si elle intervenait actuellement; qu'elle invoque en particulier ne pas avoir eu connaissance des pièces du dossier;

Attendu que la S.A. C.B.C. ELECTRO conteste que les droits de la défense de la S.A. SCHNEIDER MGTE seraient violés si cette

partie intervenait actuellement aux opérations d'expertise;

Qu'il ressort en effet du compte rendu des réunions d'expertise rédigé par le collège des experts et déposé au dossier de la procédure au greffe du Tribunal de première instance de Liège, que les réunions qui se sont tenues à ce jour n'entravent nullement la possibilité pour la S.A. SCHNEIDER MGTE de faire valoir toutes observations utiles à son propre intérêt dans l'examen des disjoncteurs qu'elle a livrés et qui ont été placés dans l'installation des RAFFINERIES NOTRE-DAME;

Que le collège des experts mentionne dans sa note du 15 mars 1995, page 2.4 : "Cette société peut en effet prendre connaissance de toutes les opérations effectuées à ce jour. De plus, les disjoncteurs sont dans le même état que celui au moment où nous les avons reçus et n'ont encore fait l'objet d'aucun essai";

Qu'il résulte ce qui suit du compte rendu des réunions d'expertise qui se sont déroulées à ce jour :

Première réunion du 8 juillet 1993 :

Les experts et les parties font une mise au point en prenant connaissance de la mission d'expertise impartie par le Tribunal des référés de Liège.

Une visite des lieux se déroule et il est décidé de transférer en un endroit sûr les trois moteurs ainsi que les éléments susceptibles d'intérêt pour découvrir les causes de l'incendie.

On stipule que les recherches des causes de l'incendie commenceront le plus rapidement possible.

Deuxième réunion du 15 juillet 1993 :

On insiste pour que la production puisse démarrer à la date du 25 septembre 1993 au plus tard vu les pertes importantes de la raffinerie, à savoir plus ou moins 40.000.000 FB/jour.

De l'accord des parties, différentes commandes pour le remplacement de machines sont établies.

Les parties s'engagent à prendre toutes les décisions utiles pour que la production reprenne effectivement le 15 septembre 1993.

Troisième réunion du 9 août 1993 :

On y discute essentiellement de la remise en état de la raffinerie (et donc des éléments d'évaluation du dommage), soit réparation et entretien de l'installation.

Les parties évaluent l'opportunité de faire intervenir telle société plutôt que telle autre pour le remplacement des machines.

Lors de cette réunion, il est décidé d'effectuer dans le courant de la prochaine réunion, l'examen des compresseurs par Monsieur le professeur VAN ACKEN, expert en moteur diesel.

Quatrième réunion du 14 août 1993 :

Les parties et les experts visitent le hall où sont entreposés les moteurs incendiés plus les différents éléments recueillis lors du déblaiement.

Avant tout démontage des moteurs, il est convenu qu'il est indispensable que les experts détiennent le maximum de renseignements au sujet des moteurs, soit par exemple descriptifs et schémas de fonctionnement, rapports d'entretien...

Cinquième réunion du 1er septembre 1993 :

Les experts soulignent la carence des parties à transmettre les pièces demandées au cours des réunions antérieures, ce qui courrouce fortement le collège.

Les représentants de la raffinerie annoncent que les réparations pourront être effectuées en temps utile et que le démarrage de la production est prévu pour le 23 septembre 1993.

Les parties visitent les hangars où sont entreposés les pièces et pour vider le hangar on effectue un tri :

– les 4 armoires électriques les moins touchées seront déposées à l'Université de Liège,

– les autres éléments démontés resteront sous un hangar ouvert et bâché.

Sixième réunion du 13 janvier 1994 :

En ce qui concerne la recherche des causes de l'incendie, les experts soulignent toujours le blocage des opérations compte tenu de ce que

les documents demandés ne sont toujours pas reçus.

Les experts rappellent que la date limite de l'envoi des documents avait été fixée au 30 novembre 1993...

Les experts confirment que la reprise de la production s'est bien déroulée.

Les parties discutent sur le coût global de la réparation de la raffinerie.

Un accord global serait nécessaire mais le montant de la réparation n'est toujours pas fixé.

En conclusion, ce compte rendu stipule ce qui suit :

1. la recherche des causes de l'incendie est toujours conditionnée par l'obtention des documents demandés le 13 août 1993,

2. le professeur VAN ACKEN va vérifier les documents en sa possession et préciser ce qui manque pour pouvoir ouvrir les moteurs.

Septième réunion du 17 février 1994 :

Les différents documents ont été adressés aux experts mais manquent toujours, quoique les documents étaient demandés depuis longtemps :

– le relevé des pannes et les problèmes rencontrés par la raffinerie dans l'exploitation de l'installation,

– les documents relatifs à la production d'électricité par les groupes.

Les parties ont effectué un examen visuel des moteurs et elles ont dressé une liste de demandes et de questions, les renseignements qui doivent être recueillis étant indispensables à la poursuite des opérations.

Les moteurs ne sont pas ouverts et d'ailleurs la décision d'ouvrir un ou plusieurs moteurs dépendra de la réception des différents documents.

Un rapport d'expertise du 30 mai 1993 de Monsieur GHYSELEN est annexé au compte rendu de la réunion; ce rapport s'intitule "Recherche des causes possibles de l'incendie du 20/05/93 aux Raffineries Notre-Dame".

Huitième réunion du 30 mai 1994 :

Les parties fixent la date du 3 juin 1994 pour effectuer la réunion relative à la recherche des causes de l'incendie car enfin tous les documents nécessaires ont été déposés.

En ce qui concerne l'évaluation des pertes et les frais de remise en état, sur base des documents remis par la raffinerie, on peut évaluer à 173.634.000 FB le coût de remise en état et le total des pertes à 199.275.157 FB.

Un examen des travaux de remise en état est effectué.

Neuvième réunion du 3 juin 1994 :

Les parties et les experts rédigent ensemble une liste de demandes complémentaires de renseignements à fournir aux experts.

Les parties se rendent ensuite au laboratoire où sont entreposés les moteurs et alternateurs.

Un examen visuel est effectué et diverses observations sont émises, sur base de quoi les parties décident ce qui suit :

- le collège effectuera une demande officielle relativement à l'expertise judiciaire antérieure entre E+I et ECONOLER;

- des informations sont à prendre relativement aux taches noires qui ressortent de photos prises trois semaines avant l'incendie litigieux;

- des essais des trois contacteurs disjoncteurs seront réalisés, selon un schéma à déterminer;

- le démontage des moteurs s'effectuera à la demande écrite des parties qui le souhaitent en en justifiant les raisons.

Le 30 septembre 1994 :

Une procédure d'essai est élaborée avec le coût de celle-ci. Rien n'a été entrepris.

Attendu que sur base de ce qui précède, on peut constater que les réunions d'expertise ont

eu pour but de faire de nombreuses mises au point et de veiller à la reprise de la production de la raffinerie afin d'éviter les pertes;

Que les parties ont été accaparées par les problèmes des commandes des machines et des commandes des divers entretiens nécessaires au redémarrage de la raffinerie;

Qu'en ce qui concerne la recherche des causes de l'incendie, les pièces essentielles sont classées en lieu sûr mais que les procédures de recherche sont totalement bloquées compte tenu de la nécessité d'obtenir préalablement les documents nécessaires à cette fin;

Qu'un examen visuel des moteurs a été réalisé au cours de la dernière réunion du 3 juin 1994 et que suite à cet examen, de nouvelles observations ont été émises pour apporter aux experts et aux parties des renseignements complémentaires et supplémentaires, dont l'examen des trois contacteurs-disjoncteurs;

Que depuis le 3 juin 1994, aucune autre réunion d'expertise n'a eu lieu;

Que les essais sur les disjoncteurs n'ont pas été effectués;

Que le démontage des moteurs n'est pas intervenu;

Qu'à ce jour, aucune cause possible de l'incendie ne s'est dégagée et qu'aucune partie ne peut se sentir responsable plus qu'une autre;

Que le sérieux, la compétence, l'objectivité et la neutralité du collège des experts et l'intérêt de chaque partie à la cause, dont la responsabilité éventuelle pourrait être retenue ultérieurement, suffisent à rassurer toutes les parties absentes aux premières réunions d'expertise, dont la S.A. SCHNEIDER MGTE, au sujet des décisions qui ont été prises pour la remise en état de la raffinerie, l'établissement des frais de remise en état et les pertes de la raffinerie;

Que partant, l'essentiel de l'expertise, relativement à la recherche des causes, de l'incendie, reste à faire et que prendre le train en marche à ce stade ne semble pas porter atteinte au principe du respect des droits de la défense tels qu'ils ont été exposés plus haut sous III, A, B et C de toute partie – dont la S.A. SCHNEIDER MGTE –, expertise qui interviendrait par ailleurs tous droits saufs; que les conclusions des experts vont dans le même sens (voir notamment la lettre que le professeur BAUS Nous a adressée le 15 mars 1995, point 4);

Attendu enfin, en ce qui concerne la communication des pièces, que, comme le précise la note des experts, il était loisible à la S.A. SCHNEIDER MGTE de prendre connaissance du dossier soit de procédure, soit technique, respectivement au greffe ou dans les bureaux de l'Université de Liège;

Que le conseil de la S.P.R.L. E.C.V. avait déjà signalé cette possibilité de prise de connaissance des faits au conseil de la S.A. SCHNEIDER MGTE;

Que lorsque le 30 septembre 1994, les experts ont adressé la procédure d'essai des disjoncteurs envisagée, le conseil de la S.A. C.B.C. ELECTRO a transmis ledit document au conseil de la S.A. SCHNEIDER MGTE en lui demandant de manière plus précise d'intervenir à la cause puisqu'il était devenu certain que les disjoncteurs allaient être examinés et qu'il était de leur intérêt d'être à la cause;

Que la S.A. SCHNEIDER MGTE – à qui tant le conseil de la S.A. C.B.C. ELECTRO que celui de la S.P.R.L. E.C.V. ont souligné le caractère difficile de la communication des pièces compte tenu du nombre d'intervenants à l'expertise – aurait pu s'adresser aux experts pour obtenir quelque renseignement ou des directives en vue de prendre connaissance des opérations qui étaient intervenues à ce jour;

C) SUR LA RECUSATION DES EXPERTS:

Attendu que la procédure de récusation prévue par le Code judiciaire n'a pas été suivie;

Que cette récusation n'a aucunement été débattue;

Qu'à une seule audience, la S.A. SCHNEIDER MGTE s'est bornée à évoquer sans plus, cette récusation;

Que dans ses dernières conclusions déposées à l'audience du 4 avril 1995, cette société n'y fait plus la moindre allusion et semble admettre sa participation aux opérations d'expertise sous certaines réserves;

Qu'enfin, en tout état de cause, les experts n'ont pas eu l'occasion de "donner conseil, plaider ou écrire au sujet des appareils provenant de la S.A. SCHNEIDER MGTE";

Qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de récusation;

D) EN CONCLUSION :

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que l'action en intervention forcée intentée par la S.A. C.B.C. ELECTRO contre la S.A. SCHNEIDER MGTE paraît fondée;

E) SUR LES RESERVES DE LA S.A. SCHNEIDER MGTE : DEMANDE DE DELAI FORMULEE PAR CELLE-CI :

Attendu qu'à juste titre la S.A. SCHNEIDER MGTE conclut (le 4 avril 1995, p. 3) qu'il ne lui a pas été possible de faire part de ses observations et recommandations au sujet des précautions à prendre notamment quant à l'enlèvement et à la bonne conservation des disjoncteurs et de la "filorie", et qu'il résulte des documents produits par les experts à la suite de notre ordonnance du 9 mars 1995, qu'un protocole d'épreuve des disjoncteurs a été mis au point par les experts, sans que toutefois soit précisé le laboratoire où les essais seraient pratiqués;

Qu'elle sollicite, à titre subsidiaire, dans l'hypothèse où il serait fait droit à la demande en intervention forcée, l'octroi d'un délai pour lui permettre éventuellement de faire part : 1) de ses observations sur le contenu de la mission et le cas échéant 2) de ses réserves et de ses propositions quant au choix du laboratoire où les essais seraient pratiqués, en bref un délai en vue "de régulariser un dire permettant de préciser sa position technique et ses réserves éventuelles";

Que cette demande de délai paraît justifiée;

PAR CES MOTIFS

statuant contradictoirement,

vu les articles 1 et 34 de la loi du 15 juin 1935,

vu l'urgence,

I. Disons fondées les demandes en intervention forcée intentées respectivement le 6 janvier 1995 par la S.P.R.L. E.C.V. contre la S.A. C.B.C. ELECTRO et le 18 janvier 1995, par cette dernière, contre la S.A. SCHNEIDER MGTE.

Condamnons tant la S.A. C.B.C. ELECTRO que la S.A. SCHNEIDER MGTE à intervenir dans la cause pendant au rôle des référés sous le numéro 93/658/C; en conséquence,

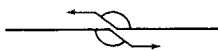
disons que les ordonnances venues dans cette cause les 28 juin et 7 juillet 1993, ainsi que l'expertise qu'elles prescrivent, leur seront communes et opposables, à l'exception des actes déjà accomplis à ce jour.

II. Disons que les experts devront attendre jusqu'au 31 mai 1995 avant de poursuivre les opérations d'expertise, afin de permettre à la SA. SCHNEIDER MGTE de leur faire part, entre-temps, éventuellement, de ses observations sur le contenu de la mission et, le cas échéant, de ses réserves et de ses propositions quant au choix du laboratoire où les essais pourraient être pratiqués sur les disjoncteurs en cause, en bref pour lui permettre de préciser sa position technique et de formuler ses réserves éventuelles.

III. Réservons les dépens pour être joints au principal.

II. Disons que les experts devront attendre jusqu'au 31 mai 1995 avant de poursuivre les opérations d'expertise, afin de permettre à la SA. SCHNEIDER MGTE de leur faire part, entre-temps, éventuellement, de ses observations sur le contenu de la mission et, le cas échéant, de ses réserves et de ses propositions quant au choix du laboratoire où les essais pourraient être pratiqués sur les disjoncteurs en cause, en bref pour lui permettre de préciser sa position technique et de formuler ses réserves éventuelles.

III. Réservons les dépens pour être joints au principal.

**VERGOEDING**

Vordering tot vergoeding — Wegverkeer —
Verkeersongeval — Waarde van getuigenissen

In geval van tegenstrijdige getuigenissen, moet de voorkeur worden gegeven aan de verklaringen die werden opgenomen hetzij in tempore non suspecto door de onderzoekers, hetzij in de loop van de verhoren door de rechter, boven de verklaringen die door een van de partijen kon worden gevraagd.

Een onderzoeksmaatregel tot bewijs van het tegendeel waantoe men verzoekt jaren na de feiten is geheel nutteloos indien het mogelijk was de getuigen tijdens de rechtstreekse verhoren met elkaar te confronteren.

DOMMAGES ET INTERÊTS

Action en réparation — Circulation routière —
Accident de la circulation — Valeur des témoignages

En présence de témoignages contradictoires, il y a lieu de préférer ceux qui ont été recueillis, soit par les enquêteurs in tempore non suspecto, soit au cours des enquêtes tenues par le juge, à ceux qu'une des parties a pu solliciter.

Une mesure d'enquête contraire sollicitée des années après les faits est tout à fait inopportune alors qu'il était possible lors des enquêtes directes de confronter les témoins.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES — 15 OCTOBRE 1996

(16° Ch. — Siég. Mme del Carril, Prés. - Plaid. : Me Tillieux loco Beyens, et Me Catoire loco Grollet
— en cause : Winterthur c/ Agglomération de Bruxelles)

Attendu que la demande mue par l'actuelle intimée tend à la réparation des conséquences dommageables d'un accident de la circulation survenu le 3 avril 1987 vers 23 heures 10 à Ganshoren au carrefour formé par l'avenue de l'Exposition Universelle dans laquelle circulait un camion de pompier et par l'avenue Prince Baudouin d'ou débouchait un taxi Mercedes assuré par l'actuelle intimée; que les deux conducteurs en cause affirment avoir circulé sous le couvert du feu vert;

Attendu que, par jugement du 23 février 1990, le premier juge après avoir reçu la demande a autorisé l'actuelle intimée à prouver par toute voie de droit que le signal sonore spécial était en fonctionnement dès avant la traversée du carrefour;

Attendu que les enquêtes ont été tenues le 14 mars 1991; que statuant en prosécution de cause, le premier juge a déclaré la demande fondée en considérant qu'il y avait lieu d'accorder préférence aux témoignages recueillis sous serment, confirmés par le témoignage établi in tempore non suspecto par Madame MICHALSKI plutôt qu'aux témoignages recueillis par l'assuré de l'actuelle appelante;

Attendu que cette dernière fait grief au premier juge de n'avoir pas eu égard aux autres témoignages qui confortent la thèse de son assuré et de n'avoir pas pris en considération les contradictions existant entre les déclarations du conducteur du camion de pompier et celles de son convoyeur quant à la mise en fonctionnement des avertisseurs lumineux et sonores; qu'à titre subsidiaire, l'appelant sollicite l'audition sous serment de trois autres témoins;

Attendu que le premier juge a donné des faits et des thèses des parties un exposé exact et complet auquel la Cour se réfère;

Attendu qu'en présence de témoignages contradictoires, il y a lieu de préférer ceux qui ont été recueillis, soit par les enquêteurs in tempore non suspecto, soit aux cours des enquêtes tenues par le premier juge, à ceux que l'appelante a pu solliciter par l'entremise soit de son assuré soit de son propre expert;

Que la mesure d'enquête contraire sollicitée aujourd'hui, plus de 9 ans après les faits, est tout à fait inopportune alors qu'il était loisible lors des enquêtes directes de confronter les témoins; qu'en s'abstenant de mouvoir une procédure

contradictoire au niveau des enquêtes à l'époque où elle aurait pu encore avoir une utilité - quod non à l'heure actuelle - l'appelante est mal fondée à critiquer le principe et le résultat des enquêtes directes;

Attendu que le fait que le convoyeur ne fournisse pas avec la même précision que le conducteur le mode de fonctionnement des commandes de la sirène et des feux clignotants ne permet pas en l'espèce de considérer comme établi à suffisance de droit que le conducteur n'a pas dit la vérité; qu'il est vraisemblable que le conducteur connaisse mieux les commandes et se souvienne mieux des circonstances dans lesquelles il les a fait fonctionner que son convoyeur;

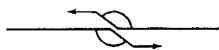
Qu'il ne peut être raisonnablement soutenu que le camion de pompier ait circulé la nuit des faits sans convoyeur au seul motif que la police n'ait pas jugé utile de recueillir cette déposition qui, en principe, ne présente d'ailleurs pas le même intérêt que celle du conducteur;

PAR CES MOTIFS,

LA COUR, statuant contradictoirement;

Reçoit l'appel, le déclare non fondé;

Confirmé le jugement entrepris;

**VERZEKERING B.A. UITBATING**

Verzekering B.A. uitbating — lossen van een vrachtwagen — hijskraan — gebruik als uitbating werktuig — waarborg door de verzekeraar B.A. uitbating

Het gebruik van het werktuig bij het lossen van een lading kan niet los worden beschouwd van het transport wanneer zowel het laden als het transporteren en het lossen van goederen inherent zijn aan het gebruik waartoe het voertuig is bestemd.

De schade, met name het verbrijzelen van de ingegraven septische put, trad op toen de vrachtwagen, na te zijn gebruikt bij het laden, stil stond en overging tot lossen.

Het is onredelijk te stellen dat de betwiste schade kan worden beschouwd als schade die normaliter wordt veroorzaakt door voertuigen in een verkeerssituatie.

ASSURANCE RC EXPLOITATION

Assurance RC Exploitation — déchargement par un camion — grue — utilisée comme engin d'exploitation — garantie due par l'assureur RC exploitation

Le fonctionnement de l'engin lors du déchargement de sa cargaison ne peut être dissocié de la fonction transport dès lors que le chargement des marchandises, leurs transport et leur déchargement sont des opérations inhérentes à l'emploi auquel le véhicule est destiné.

Le dommage, a savoir l'écrasement de la fosse septique enfouie, est apparu alors que le camion, après avoir participé à la circulation, s'était immobilisé et procédait aux opérations de déchargement.

Il ne peut être raisonnablement considéré que le dommage litigieux relève d'une manière caractéristique de ceux provoqués par les véhicules automobiles dans la circulation.

COUR D'APPEL DE MONS, 14 MARS 1996

(7ème ch. - Siège : Mme Castin, cons. unique - En cause Les Assurances Fédérales / Fagnart et Sprl Etablissement L'Hoir - Plaid. Mmes Dufrasne loco Me Colmant du barreau de Mons, Me Malice, Me Koeune loco Me Cauchies).

ANTECEDENTS

ATTENDU Qu'en synthèse les faits de la cause sont les suivants

— le 26.5.1992, un camion-grue appartenant à la sprl Ets LHOIR pénétra dans le passage latéral de l'immeuble appartenant à Marius FAGNART et s'y stationna en vue de décharger des matériaux destinés aux propriétaires voisins, les époux DEREAU;

— la fosse septique, enterrée sous le passage emprunté fut écrasée, comme il fut constaté par le préposé de la sprl Ets LHOIR et les époux FAGNART;

ATTENDU QUE, par citation du 11.9.1992, Marius FAGNART assigna la sprl Ets LHOIR, la Sc ASSURANCES FEDERALES, son assureur RC exploitation, et la SA GAN BELGIUM, son assureur RC automobile, en réparation du pré-

judice subi ensuite des faits décrits ci-avant;

QUE la sprl Ets LHOIR forma, à titre subsidiaire, une demande en garantie contre ses assureurs;

ATTENDU QUE le jugement déferé:

— a déclaré irrecevable la demande principale originellement dirigée contre la SC ASSURANCES FEDERALES par Marius FAGNART, au motif que le demandeur ne disposait d'aucune action directe contre l'assureur RC exploitation de la sprl Ets LHOIR;

— a reçu les autres demandes et a déclaré non fondées les demandes, principale et incidente en garantie, dirigées contre la SA GAN BELGIUM;

— a déclaré fondées en leur principe les demandes principales dirigées contre la sprl Ets

LHOIR et la demande incidente en garantie mue contre la SA ASSURANCES FEDERALES et a réservé à statuer sur le montants des indemnités revenant au demandeur originaire, estimant que la cause n'était pas en état d'être jugée quant à ce;

LES APPELS

Connexité-Recevabilité

ATTENDU QUE, par requête du 4.7.1994, la SC ASSURANCES FEDERALES a dirigé contre Marius FAGNART et contre la SPRL Ets LHOIR un appel aux fins (RG 94/723)

— d'entendre confirmer les dispositions du jugement déferé déclarant irrecevable la demande principale originairement mue par l'intimé FAGNART à son encontre,

— d'entendre déclarer non fondée la demande originaire en garantie formée par l'intimée sprl Ets LHOIR;

ATTENDU QUE, par requête du 27.6.1995, la sprl Ets LHOIR forma appel contre la SA GAN BELGIUM aux fins d'entendre faire droit à sa demande incidente en garantie dans l'hypothèse où l'appel de la SC Assurances FEDERALES serait déclaré fondé; (RG 95/687)

ATTENDU QUE Marius FAGNART forme, par conclusions déposées le 8.7.1994, un appel incident implicite, tendant à ce qu'il soit statué sur la hauteur de son préjudice;

ATTENDU QU'il y a lieu de joindre, comme connexe, les causes portant les numéros de rôle 94/723 et 95/687;

ATTENDU QUE les appels principaux sont recevables en tant que dirigé par la SA ASSURANCES FEDERALES contre la sprl Ets LHOIR (RG 94/723) et par cette dernière contre la SA GAN BELGIUM (RG 95/687);

QUE l'appel incident est recevable;

QU'il convient d'inviter la SC ASSURANCES FEDERALES à s'expliquer sur son intérêt à l'appel qu'elle a dirigé contre Marius FAGNART, dans la mesure où le jugement déferé a fait droit au dispositif de ses conclusions en déclarant irrecevable la demande principale originaire mue par Marius FAGNART contre l'actuelle appelante;

FONDEMENT

ATTENDU QU'il apparaît des éléments d'appréciation versés aux débats que le préposé de la sprl Ets LHOIR avait commencé le déchargement de sa cargaison au moyen de la grue hydraulique équipant son camion, les béquilles latérales du camion reposant sur le sol, lorsqu'il fut interpellé par l'épouse de Marius FAGNART, attirant son attention sur la présence en sous-sol d'une fosse septique, élément qui n'avait pas été porté à sa connaissance jusque là;

QUE le préposé de l'intimée poursuit les opérations de déchargement, affirmant que, porté par ses béquilles, le camion "n' avait plus de poids";

QU'après déchargement et déplacement du camion, les époux FAGNART constatèrent l'écrasement de la fosse septique;

ATTENDU QUE force est de constater que les dispositions du jugement déferé par lesquelles le premier juge a retenu la responsabilité des Ets LHOIR n'ont pas été frappées d'appel, principal ou incident;

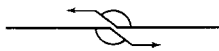
QUE sont en conséquence irrelevantes les considérations formulées à cet égard aux motifs des conclusions de l'intimée SA GAN BELGIUM et de l'appelante SC ASSURANCES FEDERALES;

ATTENDU QUE le premier juge a considéré en substance que le préjudice s'était réalisé pendant que le camion-grue remplissait exclusivement une fonction d'outil ne se rapportant ni directement ni indirectement à la circulation, en sorte que la garantie du sinistre était due par la seule assurance RC exploitation;

ATTENDU QUE, sous réserve du chef de l'appel de la SC ASSURANCES FEDERALES sur la recevabilité duquel il est réservé à statuer aux motifs développés ci-avant, et sous réserve du fondement de l'appel incident, limité à la détermination de la hauteur du préjudice litigieux, la saisine de la cour est limitée à la question de la détermination de l'assureur qui devra prendre en charge le dommage;

ATTENDU QUE l'arrêt prononcé le 23.10.1994 par la Cour de Justice Bénélux (JT 1985, p.666) a dégagé en la matière les principes suivants:

— la responsabilité des dommages résultant des manoeuvres d'un véhicule automoteur,



sans qu'il y ait participation à la circulation, ne relève pas de la garantie de l'assureur RC automobile;

— la circonstance qu'un véhicule est utilisé comme engin n'empêche pas de considérer qu'il participait à la circulation, pour autant que le dommage causé par ledit véhicule en se déplaçant soit caractéristique de ceux causés par les véhicules automobiles dans la circulation;

— le fait que le véhicule se déplace en effectuant les opérations en cause n'implique pas nécessairement une participation à la circulation, notamment si le déplacement ne peut être envisagé que comme une partie des manœuvres liées à l'utilisation comme engin et que le dommage ne soit pas causé d'une manière caractéristique de ceux provoqués par les véhicules automobiles dans la circulation;

— le fait qu'un véhicule automoteur se soit rendu sur le lieu du travail, prenant ainsi part à la circulation, pour ensuite être mis en action comme engin et causer un dommage n'implique pas que ce dommage doive être réputé causé dans la circulation;

ATTENDU QUE le camion litigieux n'est pas un simple véhicule mais un engin mobile doté d'une grue destinée aux opérations de chargement et déchargement ainsi que de béquilles destinées à assurer sa stabilité lors des dites opérations;

QUE le fonctionnement de l'engin lors du déchargement de sa cargaison ne peut être dissociée de la fonction "transport" dès lors que le chargement des marchandises, leur transport et leur déchargement sont des opérations inhérentes à l'emploi auquel le véhicule est destiné;

ATTENDU QUE le dommage, à savoir l'écrasement de la fosse septique enfouie, est apparu alors que le camion, après avoir participé à la circulation pour se rendre sur les lieux de livraison de sa cargaison, s'était immobilisé et procédait aux opérations de déchargement;

QU'à cet égard, il importe peu que la cause précise et technique du préjudice soit l'immobilisation du véhicule, en fin de déplacement, au dessus de l'emplacement de la fosse

septique ou la poussée exercée, avec effet de pince, par les béquilles stabilisant l'engin lors du déchargement, ou encore la conjugaison de ces deux forces successives sur la surface du terrain;

QUE chacune de ces causes relèvent en effet de l'utilisation du camion comme engin, soit pour se positionner exactement en vue du déchargement, soit pour décharger effectivement les matériaux transportés;

ATTENDU d'autre part qu'il ne peut raisonnablement être considéré que le dommage litigieux ait été causé d'une manière caractéristique de ceux provoqués par les véhicules automobiles dans la circulation;

ATTENDU QUE, des considérations qui précèdent, il suit que c'est à bon droit que le premier juge a décidé que la couverture du sinistre litigieux ressortait de la garantie due par l'assureur RC exploitation;

ATTENDU QUE la cause n'est pas en état d'être jugée pour le surplus;

QU'il convient en effet, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, d'inviter Marius FAGNART à chiffrer sa réclamation, les conclusions déposées devant la cour s'avérant particulièrement imprécises à cet égard;

PAR CES MOTIFS

La Cour statuant contradictoirement

Reçoit les appels principaux formés par la SC ASSURANCES FEDERALES contre la sprl LHOIR et par celle-ci contre la SA GAN BELGIUM;

Reçoit l'appel incident formé par Marius FAGNART;

Réserve à statuer sur recevabilité de l'appel principal dirigé par la ASSURANCES FEDERALES contre Marius FAGNART;

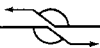
Dit non fondés les appels principaux formés par la SC ASSURANCES FEDERALES contre la sprl Ets LHOIR et par celle-ci contre la SA GAN BELGIUM;

En déboute ces parties appelantes au principal;

Avant dire droit sur le surplus, ordonne la réouverture des débats aux fins de permettre aux parties concernées de s'expliquer et, le cas échéant de conclure:

sur la recevabilité de l'appel principal dirigé par la SC ASSURANCES FEDERALES contre Marius FAGNART

— sur la hauteur et la consistance du préjudice de Marius FAGNART;

**VERZEKERING B.A.**

Verzekering B.A. — Bestuurder die de controle over zijn voertuig verliest omdat de passagier van het voertuig veinst hem een vuistslag te geven — Aansprakelijkheid van deze passagier — Geen zware fout van de passagier — Tussenkomen van de verzekeraar B.A. van de passagier.

De passagier van een voertuig die in een schijnbeweging aan de bestuurder een slag toe te brengen de arm van deze laatste raakt, waarbij deze schijnbeweging verder reikt dan verwacht begaat een fout.

In casu zijn van verzekeringsdekking uitgesloten alle roekeloze of klaarblijkelijk gevaarvolle daden.

Dit is echter hier niet het geval vermits de verzekeraar niet bewijst dat de passagier door zijn daad vrijwillig en met kennis van zaken heeft getracht de controle over het voertuig te doen verliezen om aldus een ongeval te veroorzaken.

ASSURANCE R.C.

Assurance R.C. — Conducteur perdant le contrôle de son véhicule parce que le passager du véhicule a simulé de lui donner un coup de poing — Responsabilité de ce passager — Absence de faute lourde du passager — Intervention de l'assureur R.C. du passager.

Commet une faute le passager d'un véhicule qui heurte le bras du conducteur en simulant de porter un coup à ce dernier, simulation qui a été au-delà de ses prévisions.

Sont en l'espèce exclus de la garantie d'assurance les actes téméraires ou manifestement périlleux.

Tel n'est pas le cas, l'assureur ne rapportant pas la preuve que le passager ait par son geste, volontairement et en connaissance de cause, cherché à faire perdre le contrôle du véhicule et ce en vue de provoquer un accident.

Tribunal de Police de Nivelles, section de Wavre, 28 octobre 1996

(Siég. : M. Ridelle — Plaid. Me D. d'Ath, Me P. Stienet et Me Ph. Desmecht
— en cause Kersten c/Dalcq et SMAP)

Le litige est relatif à l'indemnisation des conséquences dommageables d'un accident survenu en France, sur l'autoroute entre Metz et Nancy et ce le 01.02.95;

la partie demanderesse postule la condamnation de la partie défenderesse DALCQ et l'intervenante forcée, " S.M.A.P. ", à l'indemnisation de son préjudice qu'elle évalue à la somme de 250.000 F à titre principal et à la somme de 150.000 F à titre provisionnel, montant à augmenter des intérêts judiciaires et des dépens ;

LES FAITS.

Le fils du demandeur conduit son véhicule ; Monsieur DALCQ est passager avant ;

il effectue un geste maladroit et par ce geste effraye le conducteur du véhicule qui perd le contrôle de celui-ci ; le véhicule heurte la berme centrale de l'autoroute et subit des dommages ;

Monsieur DALCQ admet avoir effectué un mouvement malencontreux et être à l'origine de la perte de contrôle du véhicule ;

la compagnie d'assurances " S.M.A.P. ", assureur en responsabilité civile de Monsieur DALCQ, estime ne pas devoir couvrir le risque dans la mesure où l'aveu de son assuré ne lui est pas opposable et que l'accident se serait produit en raison de l'assoupissement du conducteur du véhicule ;

en conclusions additionnelles, la S.M.A.P. soutient que son assuré a commis en réalité une faute lourde, le geste ayant effrayé le conducteur étant volontaire et que le dommage résultant d'une faute lourde est exclu de la garantie ;

LE TRIBUNAL ESTIME :

Il est certain que le défendeur, Monsieur DALCQ, admet avoir effectué un geste brusque

et être à l'origine de l'accident, conséquence de la perte de contrôle du véhicule ;

au regard de cet aveu, le Tribunal ne peut que constater que la demande de Monsieur KERSTEN, quant à son principe, à son égard est fondée ;

Monsieur DALCQ admet que, dans un premier temps, il a donné une version différente des faits à savoir que le geste malencontreux se serait produit alors qu'il tendait le bras vers l'arrière du véhicule pour y prendre une bouteille de Coca-Cola ;

cette première explication, admet-il, ne correspond pas à la vérité, le geste étant le résultat d'avoir *" voulu simuler un coup de poing en direction du conducteur, mais son mouvement a été d'une ampleur dépassant sa volonté "* et que celui-ci s'est produit dans un contexte de dévouement et non pas d'altercation entre parties ;

Il est en tous cas manifeste que les déclarations de Monsieur DALCQ ont évolué quant à l'origine du geste malencontreux ;

dans la déclaration d'accident adressée à la " S.M.A.P. ", les faits sont expliqués en raison d'un geste en vue de saisir une bouteille de Coca-Cola à l'arrière du véhicule ; le bras du conducteur a été ainsi heurté ;

une perte de contrôle s'en est suivie ;

le passager arrière, Pierre DUBOIS, a rédigé sa version des faits ;

il indique que après avoir entendu un juron de la part du conducteur, le véhicule a effectué plusieurs 'zigzag' ; la cause de l'accident est un mouvement inattendu de Fabrice qui a cogné par inadvertance le bras du conducteur ;

il ne donne pas d'autre précision quant à l'origine du geste ;

les autres explications quant à l'origine du geste, ne figurent qu'en conclusions déposées ;

il y a lieu de retenir la dernière explication donnée, le geste volontaire à savoir avoir voulu simuler un coup de poing sans intention de réellement heurter le bras du conducteur ;

La constance dans les déclarations du responsable de l'accident est le geste brusque qui a perturbé le conducteur et qui l'a fait perdre le contrôle du véhicule ;

aucun élément objectif ne permet d'établir qu'il y aurait eu un assoupissement du conducteur ;

il y a faute de la part de Monsieur DALCQ Fabrice et aucun élément ne permet d'établir que le fait qu'il ait heurté le bras du conducteur ne soit pas exact et ce même si l'explication quant à l'origine du geste a évolué ;

il est manifeste que Monsieur DALCQ a commis une faute en heurtant le bras du conducteur ;

par son geste, il lui fait perdre le contrôle du véhicule ;

il y a lieu de retenir la version des faits, la plus grave, admise en définitive, à savoir la simulation d'un coup, simulation qui a été au-delà de ce que voulait Monsieur DALCQ ;

l'article 14 des conditions générales précise que sont exclus de la garantie d'assurances ;

— *" d) les dommages résultant des fautes lourdes suivantes : les actes téméraires ou manifestement périlleux "*

il appartient à l'assureur d'établir qu'il y aurait eu exclusion de garantie ou acte manifestement périlleux ;

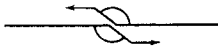
dans le cas d'espèce, cette preuve n'est pas rapportée ;

il est peu probable que Monsieur DALCQ ait réellement voulu que le conducteur du véhicule dans lequel il se trouvait perde le contrôle de celui-ci ;

Monsieur DALCQ devait se rendre compte que agir de la sorte pouvait avoir des conséquences graves pour les autres passagers du véhicule mais aussi pour lui-même et il est peu probable qu'il ait volontairement pris le risque de causer par son geste un accident dans lequel il aurait lui-même eu la possibilité de subir des dommages ;

le Tribunal estime que si la version première des faits ne correspond pas à la réalité, on peut comprendre que dans un premier temps, les jeunes-gens, présents dans le véhicule, n'aient pas eu le courage d'expliquer les faits réels à leurs parents ;

il ne peut être reproché à Monsieur DALCQ et au fils du demandeur d'avoir en définitive



expliqué le geste et ce d'autant plus que celui-ci est manifestement moins sympathique que la première explication et qu'il aurait éventuellement pu avoir des conséquences plus lourdes quant aux responsabilités ;

aucun élément ne permet d'établir que cette version réelle des faits n'ait pas été en définitive volontairement effectuée ;

rien ne permet de dire que l'assuré ait tenté dans un premier temps de cacher à son assureur les faits réels dans le but d'éviter une fin de non-recevoir de la part de ce dernier ;

rien ne permet d'établir que la " S.M.A.P. " aurait refusé son intervention si dès le départ elle avait été informée de la nature exacte du geste ;

il semble en réalité que ce n'est que parce que il y a eu explications différentes, que la " S.M.A.P. " refuse son intervention ;

celle-ci ne devrait pas avoir lieu s'il était établi de manière certaine que Monsieur DALCQ avait par son geste volontairement, en connaissance de cause, cherché à faire perdre le contrôle du véhicule et ce en vue de provoquer un

accident, ce qui n'est pas établi ;

Un assureur ne refuse pas de couvrir le dommage causé par son assuré qui commet un accident après avoir franchi un feu de circulation en phase rouge et qui, sans chercher d'excuses, admet avoir franchi ce feu, parfois simplement parce que trop pressé !

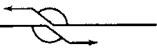
toutes autres considérations émises en conclusions des parties sont superflues ;

en conclusion, la demande d'intervention de la " S.M.A.P. " doit être déclarée fondée.

En ce qui concerne le montant demandé, le Tribunal constate qu'une expertise judiciaire est en cours suite à une ordonnance du Président du Tribunal de Première Instance de Nivelles cette expertise n'est pas clôturée ;

il y a lieu de limiter provisionnellement le dommage à un franc, et de réserver pour le surplus à statuer quant à la demande.

Dispositif conforme aux motifs.

**VERHAAL**

Niet betaling van de premie – Vertrekpunt van het termijn – Datum van de betaling – Goede trouw

Vanaf het moment dat de termen van de overeenkomst en de aanmaningsbrief geenszins de aanvang van de termijn ondergeschikt maken aan de voorwaarde dat de bestemming van de aanmaningsbrief ervan effectief kennis zou gehad hebben, moet het vertrekpunt bepaald worden op de datum op dewelke de brief aan de postdiensten gegeven werd.

Vanaf het ogenblik dat de polis bepaalt dat de premie haalbaar is maar dat de uitnodiging tot de betaling ervan gelijk staat met de aanbidding van de kwitantie op de woonplaats, moet hieruit afgeleid worden dat de verzekeraar deze uitdrukkelijke moet vragen alvorens kan worden gesteld dat de verzekerde laattijdig betaalt : de betaling geschiedt dus alleen door de kredietering op de rekening van de verzekeraar.

Zoals elke contractuele clausule moet de schorsing van verzekeringswaarborg te goeder trouw toegepast worden wanneer de aanmaningsbrief dateert na een schadegeval voor hetwelk de dekking teruggetrokken worden, is het belangrijk dat de verzekerde zich niet kan vergissen over het bijzonder belang om de aanmaningsbrief te beantwoorden. De goede trouw van de verzekeraar moet evenwel in functie van de omstandigheden beoordeeld worden.

ASSURANCE AUTO OBLIGATOIRE

Recours – Non-paiement de la prime – Point de départ du délai – Date du paiement – Bonne foi

Dès lors que les termes du contrat et de la mise en demeure ne subordonnent nullement la prise de cours du délai à la condition que le destinataire de la mise en demeure en ait eu effectivement connaissance, le point de départ doit être fixé à la date à laquelle la lettre a été remise aux services de la Poste. Dès lors que la police précise que la prime est quérable mais que l'invitation de la payer équivaut à la présentation de la quittance à domicile, il faut en déduire que l'assureur doit la réclamer expressément avant que l'assuré puisse être considéré comme en retard de paiement : le paiement n'est donc réalisé que par le crédit du compte de l'assureur.

Comme toute clause contractuelle, la suspension de la garantie d'assurance doit être mise en oeuvre de bonne foi lorsque la mise en demeure intervient après la survenance d'un sinistre dont la couverture sera retirée, il importe que l'assuré ne puisse se méprendre sur l'importance particulière de répondre à la mise en demeure, l'appréciation de la bonne foi de l'assureur étant toutefois affaire de circonstance.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES, 20 NOVEMBRE 1996

(1ère Ch. – Sièg. : Me Velu, conseiller unique – greffier : Me Angel
– Plaid. : Mes Tieleman et de Briey – En cause : s.a. A.G. 1824 c/ Collet)

Attendu qu'il est constant en fait que Thierry Collet, dont la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs était assurée auprès de la S.A. Eagle Star Compagnie de Bruxelles 1821, en abrégé Eagle Star, aux droits et obligations de laquelle se trouve actuellement la S.A. AG 1824, a été impliqué, le 31 août 1988, dans un accident de la circulation dont il n'est pas contesté que la responsabilité lui incombe;

Que la prime de 6.522 frs échue le 28 août précédent n'ayant pas été payée, la S.A. Eagle

Star lui adressa le 8 novembre 1988 une lettre recommandée, datée de la veille, le mettant en demeure de payer cette prime dans la quinzaine, à défaut de quoi les effets de la police seraient suspendus;

Que la S.A. Eagle Star n'ayant été créditée du montant de la prime que le 25 novembre 1988, elle fit citer son assuré en remboursement de la somme de 1.030.555 frs qu'elle avait déboursée au profit du tiers lésé par l'accident, outre les intérêts, en invoquant la suspension rétroactive de la garantie d'assurance à partir

de la date d'échéance de la prime, sur la base des articles 12, 24 et 25.4 des conditions générales de la police-type la liant à Thierry Collet;

Attendu que, considérant que, si la prime n'avait pas été payée dans le délai prévu par la mise en demeure, la S.A. Eagle Star n'avait cependant pas fait preuve de la bonne foi requise dans l'exécution de la convention en mettant en oeuvre les articles susdits des conditions générales, le premier juge a déclaré la demande non fondée

Attendu que cette décision est frappée d'appel par la S.A. Eagle Star, actuellement AG 1824, qui persévère devant la Cour dans les fins de cette demande;

Discussion.

A. Quant aux conditions d'application de l'article 12 des conditions générales

1. Attendu que Thierry Collet soutient, en premier lieu, que les conditions d'application de la suspension de la garantie d'assurance prévue par l'article 12 des conditions générales ne sont pas réunies, en l'espèce, dès lors qu'il s'est acquitté du montant de la prime de 6.522 frs dans le délai que la S.A. Eagle Star lui avait fixé;

Attendu que cet article 12, tel qu'il était formulé au moment des faits, était libellé comme suit:

"En cas de défaut de paiement, la compagnie adresse au preneur d'assurance, par lettre recommandée à la poste, un avertissement lui impartissant un délai de 14 jours pour s'acquitter de la prime et de ses accessoires. Par la seule expiration de ce délai, la garantie se trouve suspendue de plein droit à l'égard de l'assuré à partir de la date d'échéance de la prime ...

La garantie ne reprend ses effets que le lendemain du jour du paiement intégral des sommes dues ainsi que des frais de recouvrement";

Que la lettre recommandée datée du 7 novembre 1988 et postée le lendemain, adressée par la S.A. Eagle Star à Thierry Collet, énonçait notamment ce qui suit :

"L'examen de notre comptabilité "clients" laisse apparaître qu'à ce jour, la somme réclamée par notre précédente demande de paiement ne nous a pas encore été versée.

.....

Enfin, s'il s'agit d'un oubli ou d'une négligence de votre part, nous vous invitons à vous

mettre en règle dans le plus bref délai.

La présente constitue à cet égard la mise en demeure prévue par les conditions générales de votre police et, à défaut de paiement dans la quinzaine, les effets de cette police seront suspendus.

Nous sommes certains que l'importance de cette correspondance ne vous échappera pas et que vous y réserverez la suite urgente qui s'impose";

2. Attendu que, s'il est question dans ce courrier d'un paiement "dans la quinzaine" et non dans les "14 jours", comme stipulé dans l'article 12 précité, il n'en reste pas moins que le délai de quinze jours imparti était clair et précis;

Attendu que l'on ne peut suivre Thierry Collet lorsqu'il soutient que ledit délai n'aurait commencé à courir qu'à partir du moment où il aurait eu connaissance de la mise en demeure, — moment qu'il ne peut, au demeurant, fixer avec certitude, faisant état de ce qu'il s'agirait "au plus tôt" du 10 novembre 1988;

Que cette interprétation apparaît comme inconciliable avec les termes tant de l'article 12 des conditions générales que de la mise en demeure, termes qui ne subordonnent nullement la prise de cours du délai à la condition que le destinataire de la mise en demeure en ait eu effectivement connaissance; que l'interprétation soutenue par Thierry Collet ne peut être retenue;

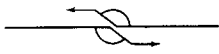
Que le point de départ du délai de quinze jours est le 8 novembre 1988, date à laquelle la lettre recommandée, datée de la veille, a été remise aux services de la poste;

3. Attendu que Thierry Collet se prévaut, par ailleurs, du fait que son compte a été débité du montant de la prime le 22 novembre 1988 pour affirmer que le paiement est intervenu en temps utile;

Que, pour soutenir que c'est la date du débit de son compte qui doit être prise en considération, il tire argument du fait que la prime était stipulée quérable aux termes de l'article 12 des conditions générales;

Que cette clause énonçait cependant ce qui suit sur ce point :

"Aucune prime n'est valablement payée qu'à la direction de la compagnie ou contre quittance



émanant de cette direction. La prime est quérable. Toutefois, l'invitation de payer la prime et ses accessoires équivaut à la présentation de la quittance à domicile";

Que le fait que la prime était stipulée quérable signifiait dès lors seulement que l'assureur devait la réclamer expressément avant que l'assuré puisse être considéré comme en retard de paiement;

Attendu qu'eu égard aux dits termes de l'article 12 et conformément au droit commun, le paiement de la prime n'a été réalisé que par le crédit du compte de la S.A. Eagle Star, intervenu le 25 novembre 1988 (sur la date du paiement en cas de virement : cf. not. L. Simont et A. Bruyneel, *Chronique de droit bancaire privé*, "Les opérations de banque (1979 à 1986)", *Rev. Banque*, 1987, n° 23, p. 45; A. Bruyneel, "Le virement" in *La banque dans la vie quotidienne*, Ed. Jeune Barreau, 1986, n° 25, p. 387; dans un sens différent : not. Van Rijn et Heenen, *Principes de droit commercial*, 2e éd., t. IV, n° 448; cons. aussi, en matière de chèque : Cass. 23 septembre 1982, Pas. 1983, I, 118; Cass. 21 novembre 1975, Pas. 1976, I, 366; Cass. 6 janvier 1972, Pas. 1972, I, 438);

Que force est dès lors de constater le caractère tardif du paiement effectué par Thierry Collet, caractère impliquant que les conditions d'application de la suspension rétroactive de la garantie d'assurance prévue par l'article 12 des conditions générales étaient réunies;

B. Quant à l'application des articles 24, 25.4 et 26 des conditions générales

Attendu que l'article 24 des conditions générales institue un droit de recours de l'assureur contre le preneur d'assurance, et s'il y a lieu contre l'assuré autre que le preneur d'assurance, dans le cas où une infraction de l'assuré à ses obligations le prive du droit à la garantie du contrat et où, en vertu de la loi, l'assureur a été tenu directement envers les personnes lésées de les indemniser;

Qu'en vertu de l'article 25, l'assureur "peut notamment exercer les droits que lui reconnaît l'article 24 :

.....

4) en cas de suspension pour non-paiement de prime";

Que, selon l'article 26, "lorsque l'omission

d'un acte à accomplir dans un délai déterminé entraîne un recours contre l'assuré, ce recours ne peut être exercé, si l'assuré établit qu'il n'est pas en faute et qu'il a réparé l'omission aussitôt que possible. De toute manière, le recours n'existe que pour autant et dans la mesure où la compagnie a subi un préjudice du chef de cette omission";

Attendu que cette dernière clause ne paraît pas pouvoir être invoquée en l'espèce, dès lors que le recours n'est pas directement fondé sur l'omission d'un acte à accomplir dans un délai déterminé, mais sur la suspension pour non-paiement de la prime, dont il ressort expressément de l'article 12 des conditions générales qu'elle intervient "de plein droit" à la date d'échéance de la prime à défaut de paiement de celle-ci dans le délai prévu; que la situation est ainsi différente de celle, par exemple, de la non-déclaration du sinistre dans les huit jours de sa date, hypothèse à propos de laquelle l'article 25.5 précise que "(le) recours est soumis aux conditions énoncées à l'article 26";

Que c'est dès lors à titre surabondant qu'il est observé ce qui suit;

Que Thierry Collet n'établit pas que le retard avec lequel la prime en question a été payée ne lui serait pas imputable à faute; qu'il n'invoque pas en particulier que ce retard trouverait son origine dans une faute commise par son banquier ou celui de la S.A. Eagle Star dans l'exécution de l'opération de virement;

Que n'est pas davantage fondé, le reproche fait par Thierry Collet à la S.A. Eagle Star de ne pas établir l'existence, dans son chef, d'un préjudice en relation causale avec l'omission de paiement de la prime dans le délai imparti;

Que la S.A. Eagle Star a, en effet, été tenue légalement d'indemniser la personne lésée par l'accident dans lequel Thierry Collet a été impliqué, à un moment où ce dernier n'était plus couvert, eu égard à l'effet rétroactif de la suspension de la garantie d'assurance prévue par l'article 12 des conditions générales;

C. Quant à l'exécution de bonne foi de la convention d'assurance

1. Attendu que Thierry Collet reproche, en premier lieu, à la S.A. Eagle Star d'avoir manqué à la bonne foi qui doit présider à l'exécution des conventions, en le conduisant, eu égard aux termes dans lesquels la lettre du 7 novembre 1988 était rédigée, à "ignorer les consé-

quences contractuelles de sa propre défaillance”;

Attendu que, certes, comme toute clause contractuelle, la suspension de la garantie d'assurance doit être mise en oeuvre de bonne foi (cf. M. Fontaine, “La suspension de la garantie pour défaut de paiement des primes”, note sous Cass. 23 octobre 1980, RCJB. 1982, p. 302; H. de Rode, “La bonne foi et l'assurance” in La bonne foi, Actes du colloque organisé le 30 mars 1990 par la Conférence Libre du Jeune Barreau de Liège); que, lorsque la mise en demeure intervient après la survenance d'un sinistre dont la couverture sera retirée, il importe que l'assuré ne puisse se méprendre sur l'importance toute particulière de répondre à la mise en demeure, l'appréciation de la bonne foi de l'assuré étant toutefois affaire de circonstances;

Attendu qu'en l'espèce, pour polis qu'ils fussent, les termes de la lettre du 7 novembre 1988 étaient cependant suffisamment explicites quant aux conséquences d'un non-paiement de la prime au-delà de l'ultime délai concédé, dans l'hypothèse où ce non-paiement procéderait d'un oubli ou d'une négligence de la part du destinataire de la lettre, hypothèse dont il n'est pas contesté qu'elle est remplie en l'espèce;

Que ces termes précisaient en effet formellement qu'il s'agissait de “la mise en demeure prévue par les conditions générales de (la) police”, le seul fait que le délai imparti était d'une quinzaine et non des 14 jours stipulés par l'article 12 n'apparaissant pas comme de nature à infirmer le caractère comminatoire de la lettre en question, ni à susciter une confusion dans le chef de Thierry Collet au sujet de l'intention de la S.A. Eagle Star d'appliquer la sanction prévue par lesdites conditions générales en cas de non-respect du délai mentionné;

Que la lettre du 7 novembre 1988 rappelait en outre à Thierry Collet la nature de ladite sanction, étant la suspension de la garantie;

Qu'il ne peut être reproché à la S.A. Eagle Star d'avoir manqué à son obligation de bonne foi en ne visant pas spécifiquement l'article 12 et en ne mentionnant pas expressément dans ladite lettre que la suspension opérerait rétroactivement;

Que cette rétroactivité était en effet conventionnellement prévue; qu'il suffisait à Thierry Collet de se référer au contrat-type en sa possession pour mesurer les effets de la suspension en question et en particulier ceux résultant de son caractère rétroactif;

Qu'il se devait d'être d'autant plus attentif et prudent à cet égard qu'il n'ignorait pas qu'il avait été impliqué, après l'échéance de la prime, dans un accident dont la S.A. Eagle Star était tenue de couvrir les suites à l'égard de la personne préjudiciée;

Qu'il lui aurait appartenu, si un doute subsistait dans son chef, de se mettre immédiatement en relation, sinon avec la S.A. Eagle Star, du moins avec son courtier, dont le rôle était de le conseiller;

Qu'il tente, en outre, en vain de tirer argument de la longueur du délai qui s'est écoulé, entre d'une part, l'échéance de la prime et la survenance de l'accident et, d'autre part, l'envoi de la mise en demeure;

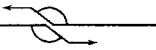
Que Thierry Collet était si bien conscient du fait qu'il restait redevable de la prime en question que, selon les assertions non contredites de la S.A. AG 1824, il a demandé à cette dernière fin juillet 1988, de pouvoir s'acquitter trimestriellement de ses primes à partir du 28 août 1988;

Que la passivité dont Thierry Collet a fait preuve est d'autant moins compréhensible que la lettre du 7 novembre 1988 attirait son attention sur l'importance qu'elle présentait et sur l'urgence qu'il y avait à lui réserver une suite;

Que, dans ces conditions, Thierry Collet ne peut soutenir avoir “été entretenu dans une inconscience trompeuse sur les conséquences de son manquement” (cf. not. Cass. 28 avril 1993, Pas. 1993, I, n° 204, p. 404; Liège, 9 décembre 1993, RGAR, 1995, n° 12408/1; Liège, 29 juin 1993, JLMB. 1994, p. 587; Gand, 16 février 1995 RGAR 1996, n° 12630/1; Bruxelles, 30 mai 1988, Bull. Ass. 1989, p. 183; Bruxelles, 11 décembre 1986, Bull. Ass. 1990, p. 331; contra : not. Mons, 17 novembre 1992, JLMB, 1994, p. 203; Bruxelles, 9 mai 1988, JLMB. 1988, p. 1386; cf. aussi S. Dufrene, “Limites de la théorie de l'exécution de bonne foi et suspension de la garantie d'assurance pour non paiement des primes” RGAR 1987, n° 11268/2);

2. Attendu qu'à l'audience du 6 septembre 1996, Thierry Collet a, par ailleurs, fait grief par la voie de son conseil à la S.A. Eagle Star, devenue AG 1824, de commettre un abus de droit en se prévalant d'un manquement dérisoire de son assuré pour lui appliquer une sanction dont les effets sont désastreux pour ce dernier;

Qu'il peut certes y avoir abus de droit lorsqu'un droit est exercé sans intérêt raisonnable



et suffisant, notamment lorsque le préjudice causé est sans proportion avec l'avantage recherché ou obtenu par le titulaire du droit (cf. not. Cass. 30 janvier 1992, Pas. 1992, I, p. 283, p. 475; RCJB. 1994, p. 185 et note de P.A. Foriers);

Que tel n'est cependant pas le cas en l'espèce, la S.A. AG 1824 se bornant à user, dans son intérêt personnel des prérogatives que le contrat lui réserve (cf. Cass., 19 septembre 1983, RCJB 1986, p. 282 et la note de J.L. Fagnart; J.L. Fagnart, Examen de jurisprudence "Les assurances terrestres" (1981 à 1990), RCJB. 1991, n° 36, p. 730);

D. Quant aux termes et délais

Attendu que Thierry Collet sollicite l'autorisation de s'acquitter de sa condamnation par des versements mensuels de 10.000 frs par mois, compte tenu de la modicité de ses revenus;

Que la S.A. AG 1824 s'y oppose en contestant la bonne foi de Thierry Collet;

Que celle-ci peut cependant être considérée comme acquise, eu égard notamment aux circonstances dans lesquelles il s'est acquitté de la prime en question, le montant de celle-ci ayant été débité de son compte dans le délai conventionnellement prévu mais n'ayant pas

été porté en temps utile au crédit du compte de la S.A. AG 1824; que d'importantes controverses existent en outre, en doctrine et en jurisprudence, sur les conditions dans lesquelles l'assureur peut mettre en oeuvre la sanction de la suspension rétroactive de la garantie en cas de défaut ou de retard de paiement d'une prime;

Que la S.A. AG 1824 fait en outre valoir que rien ne prouve que Thierry Collet ne pourrait assurer des remboursements mensuels supérieurs à 10.000 frs par mois;

Que force est de constater que Thierry Collet ne verse aucun élément aux débats concernant sa situation financière;

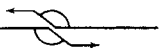
Qu'il s'impose d'ordonner la réouverture des débats afin de lui permettre de justifier de celle-ci;

PAR CES MOTIFS,

La Cour;

Reçoit l'appel;

Avant dire droit sur son fondement, ordonne la réouverture des débats aux fins ci-avant précisées.



Bibliographie

Traité pratique de droit commercial sous la direction de M. C. Jassogne

- T.3 : Droit privé des assurances terrestres par **J.L. Fagnart** (avec la collaboration de Aimé Dupont) – Ed. Story Scientia – 1 volume de 400 p. : prix 4.995 FB (étudiant 3.996 FB.)
– 3796 FB pour les abonnés à la collection – Kluwer Editions juridiques Belgique.

Ce traité concerne le droit privé des assurances terrestres et l'auteur, le professeur Jean-Luc Fagnart, en précise le contenu dans l'avertissement qui ouvre l'ouvrage. Ce dernier ne concerne que le droit privé des assurances terrestres. L'auteur n'abordera donc, ni le droit administratif, ni le droit comparé, ni le droit européen, ni le droit fiscal des assurances. Les assurances maritimes ne relèvent évidemment pas du droit des assurances terrestres et ne seront pas davantage traitées.

Enfin l'auteur a considéré que l'assurance de responsabilité civile en matière de circulation routière "est une branche du droit des assurances qui, en raison de sa spécificité et de son ampleur, ne peut faire ici l'objet d'un examen particulier".

L'ouvrage de M. Fagnart est remarquable par sa clarté, sa précision et la richesse de sa documentation. Il s'agit avant tout d'un traité "pratique" ce qui signifie sans doute qu'il entend être un ouvrage de référence pour tous les "praticiens" et ce but est certainement atteint. Mais il s'agit bien plus que d'un manuel. En effet, M. Fagnart ne se limite pas à un exposé

objectif des problèmes que soulève la loi du 25 juin 1992 sur les assurances comme le ferait un manuel à l'intention des étudiants. L'ouvrage est riche d'observations personnelles, de critiques parfois acerbes vis-à-vis du législateur, de références doctrinales ou jurisprudentielles éclairant certaines questions ou justifiant certaines prises de position.

L'ouvrage est divisé en cinq titres : Introduction générale, le contrat d'assurance en général, les assurances à caractère indemnitaire, les assurances à caractère forfaitaire et la distribution des assurances, ce qui concerne aussi les intermédiaires.

Chaque titre est précédé d'une table des matières détaillée renvoyant aux numéros des paragraphes qui traitent de la matière.

Tous les lecteurs de notre Revue trouveront sans nul doute dans cet excellent ouvrage sinon une réponse à tous les problèmes que soulève la loi du 25 juin 1992, en tout cas la piste qui les aidera à aborder la question qui les préoccupe.

R.O.D.